

**La campagne
contre
les « déviationnistes »
se développe en Chine**

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 DA ; Tunisie, 100 M. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
11 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 2 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grèce, 100 dr. ; Italie, 120 L. ;
Japon, 100 y. ; Liban, 150 L. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
600 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. S.A. ; 50 c. ; Turquie, 10 L. ;
Yugoslavie, 10 D.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75117 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-83 Paris
Tél. Paris 70 63 572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La riposte du Polisario

La riposte du Polisario n'a pas tardé : au lendemain du retrait définitif de l'administration espagnole du Sahara occidental, quelques heures après le vote de la jama d'El Aoun raflant l'accord du 14 novembre entre le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne, les dirigeants sahraouis ont lancé une riposte démocratique et arabe. Un nouveau conseil a été élu dans une assemblée constituante en octobre, et le roi Hassan II avait pris soin de lancer quelques troupes mille marcheurs vers la zone spoliée.

La Mauritanie, dont on avait espéré un moment à Alger qu'elle renoncera à appliquer l'accord tripartite de Madrid et à occuper le Rio-de-Oro, s'est, à son tour, lancée dans la bataille contre les sahraouis. Sur le plan juridique, les responsabilités sont encore exercées par l'Espagne constituante un obstacle non négligeable.

En deux mois, la situation s'est sensiblement modifiée. La plupart des réfugiés sont maintenant en sécurité dans le « sanctuaire » algérien. Une organisation politico-administrative a été mise en place. Le Polisario a renoncé à tenir les villes et s'est lancé dans une guérilla dont l'efficacité semble croître au fil des semaines. Surtout ces trois derniers jours, la thèse de l'autodétermination a marqué de nouveaux points sur la scène internationale. L'Espagne, comme l'ONTV, a refusé de cautionner le « tour de passe-passe » de Rabat consistant à présenter un vote de la Djema comme constituant la consultation authentique du peuple sahraoui exigée par toutes les résolutions des Nations unies. Jeudi, enfin, le colonel Radhaï s'est prononcé pour la prendre acte aussi clairement, en faveur de l'autodétermination.

Cette évolution favorable a certainement incité les dirigeants sahraouis à briser leurs vaines. Ils ne peuvent ignorer cependant qu'ils prennent un risque considérable. Faute d'être cantonnés dans les prochains jours par un nombre suffisant d'États, leur initiative peut se retourner contre eux. S'ils sont assurés du soutien de l'Algérie et de la Libye, leur lutte n'a guère trouvé jusqu'à présent d'écho dans le monde arabe. S'ils disposent de sympathies certaines dans les pays de l'Est, Moscou ne paraît pas soucieux de voir se développer en Afrique un nouveau foyer de tension, et s'efforce de jouer un rôle modérateur.

Restent les États africains. La question du Sahara occidental est en passe, à l'OUA, de prendre la relève de celle de l'Angola. Les débats qui se déroulent depuis plusieurs jours à Addis-Abeba le prouvent. Combien de capitales africaines prendront le risque de voir Rabat et Nouakchott mettre leurs menaces à exécution et quitter l'Organisation, déchaînant ainsi une crise sans précédent ?

Même si la nouvelle initiative du Front Polisario doit tourner court, le fossé entre les parties en présence se creuse chaque jour davantage. L'heure n'est plus à la conciliation, et la mission de M. Mahmoud Riad paraît condamnée avant d'être terminée. A Rabat comme à Alger, on s'est avancé maintenant trop loin pour pouvoir reculer. Entre le Maroc, qui n'entend pas céder un pouce de territoire de la « mère patrie », et l'Algérie, qui se refuse à la moindre concession sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il n'y a plus, dans l'immédiat, de dialogue possible.

(Lire nos informations pages 3 et 24.)

MM. Berlinguer et Plissonnier ont défendu devant le congrès soviétique les thèses des communistes « pluralistes »

Les représentants des partis communistes, dont l'« opportunisme » a été critiqué par M. Brejnev, ont défendu leurs thèses devant le congrès de Moscou. Samedi matin 28 février, M. Gaston Plissonnier a exposé la position du P.C.F. Il faut « un puissant mouvement majoritaire » axé sur l'union de la gauche, a-t-il dit, pour bâtir un socialisme qui garantisse toutes les libertés. Tous les partis intéressés à la construction de ce régime « y participeront à égalité de droits et de devoirs ».

La veille, M. Berlinguer avait présenté ses arguments pour l'indépendance des P.C. et pour l'émancipation de toutes les libertés dans un système socialiste « pluraliste et démocratique ». Le secrétaire général du P.C. italien avait mentionné « les faiblesses opportunistes et les erreurs sectaires » des communistes, qui, dans les années 20 et 30, avaient facilité l'avènement des ténants. Il s'était prononcé pour une confrontation ouverte et franche « à l'intérieur du mouvement communiste ».

Le représentant du P.C.F. : le socialisme implique la garantie de toutes les libertés

Moscou. — Après quatre jours d'attente, M. Gaston Plissonnier a eu la possibilité, ce samedi matin 28 février, de prononcer son allocution devant les délégués du XXV^e congrès du parti communiste soviétique. M. Plissonnier a commencé par rendre hommage au « rôle éminent » de l'U.R.S.S. Il a ensuite affirmé que la délégation française avait tout parti-

ciellement apprécié dans le rapport de M. Brejnev les propositions faites par le secrétaire général en matière de développement — et plus précisément en faveur d'un traité mondial de non-recours à la force, — ainsi que les considérations qui vous ins-

AU JOUR LE JOUR

Hier, c'était Santiago Carrillo, chef du P.C. espagnol, qui se penchait sur l'état primitif du socialisme en Union soviétique. Aujourd'hui, c'est Georges Marchais qui secoue un tabou de plus en déclarant que les Soviétiques ont tenté de « rabâcher des formules et des dogmes vieux de vingt ans ».

M. Valéry n'a pas dit de telles choses actuellement, sans doute parce que les hommes d'Etat

Ressemblances

ne sont pas là pour dire ce qu'ils pensent.

Finalement, Georges Marchais est dans l'opposition en France et en U.R.S.S., alors que Valéry Giscard d'Estaing soutient la majorité dans les deux pays. Comme Leonid Brejnev.

Le capitalisme et le socialisme primitif, ce n'est peut-être pas la même chose, mais il y a des ressemblances.

BERNARD CHAPUIS.

La reprise de l'inflation menace les exportations françaises

Janvier est traditionnellement un mauvais mois pour les prix. La règle a été respectée à nouveau cette année : le coût de la vie a augmenté de 1,1 %, ce qui constitue la hausse la plus forte enregistrée depuis dix mois. En un an, par rapport à janvier 1975, les prix de détail se sont élevés en France de 9,8 %. L'objectif gouvernemental, qui est de ramener le taux d'inflation à 7,5 % en 1976, s'avère particulièrement difficile à atteindre.

Le ministre de l'économie et des finances, qui doit rencontrer dans un débat télévisé le 2 mars M. François Mitterrand, n'a pu que constater la progression « trop rapide » des prix, notamment des prestations de services (+ 1,9 %). Cette remarque de M. Fourcade, qui a souligné la nécessité de prendre « de nouvelles dispositions », intervient au moment même où les restaurateurs sont autorisés à augmenter leurs tarifs de 7 à 8 % et où sont publiées les majorations des prix de l'électricité (+ 15,4 %) et du gaz (+ 7,5 %), qui vont toucher non seulement les consommateurs mais aussi les industriels. Repousser les hausses d'un mois sur l'autre, comme on l'a fait à la fin de l'année dernière, afin de présenter à un moment un bilan plus flatteur, n'a abouti qu'à retarder les échéances et a contribué à tromper l'opinion publique.

La hausse des prix en France menace la compétitivité des produits français à l'étranger — le coût de la vie n'a augmenté en janvier que de 0,8 % en Allemagne fédérale (+ 0,5 % en un an) et de 0,6 % aux États-Unis (+ 0,7 %) — au moment où la balance commerciale du pays se trouve à nouveau en déficit.

Jusqu'à ces dernières semaines, cette compétitivité avait été préservée, estime M. Barre, ministre du commerce extérieur, mais la marge procurée par la dévaluation du franc en 1969 est maintenant épuisée. Le dérapage des prix ne peut qu'aggraver le handicap français. Dans cette conjoncture difficile, alors que les termes français se trouvent dans une mauvaise situation financière, les pouvoirs publics donnent l'impression d'agir au coup par coup. — M. B.

L'économie en trompe-l'œil

par PIERRE DROUIN

Tous comptes faits, je suis pour l'expansion la plus forte possible, dit à peu près aujourd'hui M. Giscard d'Estaing. Il revient de loin : de ces méditations où il s'agissait plus d'humaniser la croissance — que de lui donner un coup de boost. Les raisons de sa conversion ? Tout ce qui constitue le bagage idéologique du pouvoir, c'est-à-dire : la croissance, la réforme, le développement, le progrès, le bien-être, le chômage n'est pas un mal, c'est une tache sur le visage de la nation, c'est une tache qui existe entre celui qui a le travail et celui qui n'en a plus, brutalement rejeté des circuits produc-

tifs, c'est-à-dire presque du cercle social, tant l'identité des personnes dans nos sociétés se confond, hélas ! avec ce qu'elles font et non avec ce qu'elles sont ?

L'étrange n'est éternellement pas qu'on choisisse le plein emploi comme objectif prioritaire, mais qu'on pense y parvenir en gardant l'œil sur la ligne bleue — des 5,8 % de croissance annuelle. La combat classique mais toujours plus déformée des décennies à l'heure de la fabrication des Plans ne nous aura donc pas été épargné, cette fois-ci, 5,5 %, suggère M. Riquart, 5,8 %, aurait recommandé le gouvernement. Or on sait maintenant que, pendant les dix années qui ont précédé la crise dont nous essayons de sortir, le taux de chômage a augmenté, malgré un mouvement de croissance régulier et rapide. En outre, comment garantir que l'on retrouvera vraiment, à la sortie du tunnel, des rythmes de croissance aussi vifs que par le passé ? Dans une « économie ouverte », on l'a dit et redit, le taux d'expansion dépend de plus en plus de l'environnement international, par le truchement du commerce extérieur.

Les coups de pouce aux prévisions ont donc un seul intérêt — M. Chirac l'a dit très implicitement reconnus lors de l'émission télévisée l'événement du 19 février — : montrer au pays que le gouvernement a la volonté de faire tout ce qui est en son pouvoir pour que la machine tourne à plein régime, invitant ainsi — par ce que les experts appellent « l'effet d'annonce » — les industriels à investir. Mais pourquoi donner des apparences scientifiques (5,8 au lieu de 5,5 %) à la méthode Coué ?

(Lire la suite page 20.)

Sri-Lanka ou le réformisme à pas comptés

I. — Une république familiale

Depuis l'éclatement, en septembre 1975, de la coalition gouvernementale au pouvoir au Sri-Lanka (ex-Ceylan) et le limogement de trois ministres de tendance trotskiste, l'influence des éléments modérés n'a cessé de se renforcer au sein du cabinet de Mme Bandaranaike, première ministre. Le gouvernement de Colombo

a pris ces dernières semaines diverses mesures tendant à instaurer le socialisme par des voies démocratiques.

Dans une enquête dont nous commençons la publication, notre envoyé spécial analyse l'évolution politique et économique de l'île, et les perspectives qui s'en dégagent.

De notre envoyé spécial

GERARD VIRATELLE

avec les compagnies : celles-ci contrôlent, en effet, pour l'essentiel la distribution du thé sur le marché mondial, et le thé est la principale ressource du pays en devises. Elle souhaitait aussi que les propriétés nationalisées — environ un tiers des plantations — soient administrées par le ministère de l'Agriculture. À la tête de celui-ci, M. Hector Kobbekaduwa, un proche de la famille Bandaranaike. Les « trotskistes » pensaient profiter de ces nationalisations pour acquérir de l'influence auprès de la paysannerie (la majorité des travailleurs sont employés dans les plantations).

Mme Bandaranaike a ressenti la menace. En 1963, elle avait conclu l'alliance avec le L.S.S.P., car son appui lui paraissait indispensable. Aujourd'hui, c'est plutôt la droite qu'il faudrait amadouer.

Des « trotskistes indigènes »

Minoritaires mais velléitaires, les « trotskistes » auraient voulu imposer leurs conceptions à l'ensemble de la coalition. Représentant 8 à 10 % de l'électorat, ils disposaient de trois portefeuilles. Ils avaient placé des hommes de confiance dans l'appareil administratif et possédaient une incontestable influence. M. Perera n'en était pas moins rendu responsable des mauvais résultats de l'économie.

Outre la question des nationalisations, les sujets de friction n'avaient pas manqué dans le passé au sein du Front uni. Le L.S.S.P., par exemple, aurait voulu créer des milices politiques qui auraient remplacé l'armée et la police actuelles. En novembre 1974, la Fédération des travailleurs de Ceylan, l'organisation

(1) Le Monde du 4 septembre 1975.

des femmes
éditent
Hélène Cixous

Portrait de Dora
actuellement
au Théâtre d'Orsay
mise en scène
Simone Benmussa

Souffles
novembre 75

Partie
avril 76

des femmes
Éditions Librairie
68, rue des Saints-Pères
75007 Paris tél. 222 02 08

L'âge ingrat de la science

Par une de ces discordances de phase dont l'histoire humaine est coutumière, la science subit de violentes attaques à l'époque même où elle devrait nous éblouir en nous emmenant dans le cosmos.

La position anti-science n'est nulle part plus marquée que chez ceux qui adoptaient, jusqu'à tout récemment, la position contraire. Durant les années 60, une grande partie des esprits « avancés », qui traditionnellement soutenaient la science et comptaient, pour émanciper les hommes, sur le développement de la raison, des techniques et des richesses, ont déserté ces idéaux et se sont lancés dans un roussisme éperdu, confinant parfois à la mystique orientale. De sorte que bien des gens qui continuent à se réclamer de Voltaire cherchent, aujourd'hui, leur lumière chez les moines Zen.

Par passion primitiviste, on condamnait, sans examen, tout ce qui pouvait ébranler l'ordre établi et l'idolâtrie, sans plus d'examen, tout ce qui sort de la terre : oubliant que jadis, sous la loi de la nature, les hommes vivaient jusqu'à vingt-cinq

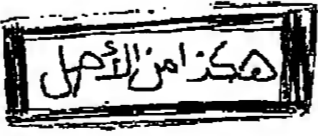
ans, tandis qu'aujourd'hui, sous l'aile de la science, ils vivent jusqu'à soixante-quinze ans.

Ce n'est pas la fleur, ici, d'approfondir les raisons historiques, sociologiques et politiques, de ce prodigieux renversement des idées. Contentons-nous d'examiner rapidement les deux principaux arguments qu'on invoque pour le justifier.

On rend d'abord la science coupable des laideurs, des pollutions, des entassements qui accompagnent l'explosion technique de notre temps. Laideurs et beautés ? Elles sont liées aux réalisations, pas aux principes, et se distribuent, selon les mêmes proportions, dans l'art et dans la technique. Pour chaque œuvre laide dressée par des exploitants sans vision, on peut montrer une œuvre laide créée par des artistes sans goût. Et pour chaque beau tableau, une belle machine. Les démarches et les virtualités de la science sont aussi riches en merveilles que celles de l'art.

EDOUARD LABIN.

(Lire la suite page 3.)



AFRIQUE

Tchad

N'Djamena annonce que deux cents « hors-la-loi » ont tenté de s'emparer d'une localité

N'Djamena. (A.F.P.) — Le conseil supérieur militaire tchadien, organe suprême de l'Etat, a diffusé, vendredi 27 février, à N'Djamena, un communiqué indiquant que deux cents « hors-la-loi » avaient tenté de s'emparer de la localité de Faya (nord-ouest du Tchad) dans la nuit du 17 au 18 février.

Vingt et un des assaillants ont été tués, ajoute le communiqué, qui indique, par ailleurs, que les « hors-la-loi » se sont enfuis en emportant plusieurs morts et blessés, et que les forces de l'ordre ont eu à déplorer neuf tués. Bien que le communiqué lu à la radio de N'Djamena par le ministre des

affaires étrangères tchadien, le commandant Kamougue ne le spécifie pas, le terme « hors-la-loi » semble désigner les rebelles toubous de M. Hussein Habré. Le communiqué ajoute que « la situation est redevenue calme à Faya », et que « les lycées et les écoles ont rouvert leurs portes ».

(...) Le conseil militaire supérieur tchadien rappelle que « la reconnaissance nationale demeure un des piliers de sa politique (...) car il entend obtenir un retour à la paix par la négociation plutôt que par l'effusion de sang ». Le communiqué conclut : « Les troupes seront traitées avec la dernière rigueur ».

La visite de M. Chirac

Le président gabonais avait plusieurs fois déclaré, en novembre 1975, que M. Chirac ne se soit pas rendu au Tchad. Il avait précisé, deux mois plus tard (le 10 mars 1976), que M. Chirac avait l'intention d'envoyer le premier ministre à N'Djamena. On avait alors parlé d'un « malentendu » à l'Hotel Matignon.

Les négociations sur le renouvellement des accords de coopération sont actuellement menées au Tchad par une délégation conduite par M. Guy Georges, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay.

L'affaire Claustre, qui fut à l'origine de la brèche entre les deux pays, ne doit pas être évoquée — du moins officiellement — lors de la visite de M. Chirac, le gouvernement tchadien la considérant comme « purement intérieure ».

Angola

M. Neto rencontrerait à Brazzaville le président Mobutu

M. Agostinho Neto, président de la République populaire d'Angola, est arrivé le vendredi 27 février à Brazzaville. C'est la première visite d'un chef d'Etat angolais depuis l'indépendance. Le choix du Congo pour ce déplacement est destiné à rendre hommage au président Marien Ngouabi, premier chef d'Etat à avoir reconnu la R.P.A.

Selon l'agence yougoslave Tanjug à Luanda, M. Neto devait rencontrer, samedi, à Brazzaville, le président du Zaïre, M. Mobutu, « afin de dissiper le climat de défiance et d'hostilité existant entre les deux pays ».

A Kampala, le maréchal Idi Amin Dada, après un entretien avec le ministre zairais des affaires étrangères, a assuré, dans un télégramme au secrétaire général de l'O.U.A., que le président Mobutu était prêt à désarmer et à rapatrier les réfugiés d'Angola présents sur son territoire si M. Neto garantissait leur sécurité.

L'armée sud-africaine assure dans le sud du pays l'évacuation des réfugiés portugais avant de se retirer

Correspondance

Pereira-de-Ega. — La petite ville de Pereira-de-Ega (rebaptisée Ngiva), située dans le sud de l'Angola, à 80 kilomètres de la frontière du sud-ouest (Namibie), est occupée par des troupes sud-africaines, qui prennent soin de milliers de réfugiés venus pour la plupart de Sa-da-Banda (Lisbonne), Mocimboa do Castelo (Serra-Pinto) (Maniçanga) et des maisons qui portent des traces de bombardements incendiaires. Les réfugiés sont si nombreux que des réfugiés vivent dans des ruines, construisent des abris de fortune à l'aide de tôles ondulées, de paille, de bois et de toile de tente. D'autres — la majorité — sont sans abri et se regroupent aux abords de la ville sous des tentes fournies par l'armée sud-africaine, qui leur distribue également des vivres. Les couvertures sont fournies par la Croix-Rouge internationale.

Près de la ville, un charnier a été découvert : plus de vingt Noirs, les mains liées derrière le dos, ont été fusillés d'une balle dans la nuque. « Nous ne savons pas à quel fraction de l'armée sud-africaine, dit un officier sud-africain, l'un de nos soldats a trouvé le charnier en cherchant de l'eau ».

La campagne environnante — des intrusions et de la violence — est dominée par d'immenses bœufs dont les branches ressemblent à des racines, et que l'on appelle ici « les arbres que Dieu a plantés la tête en bas ». A cela, près, commente l'officier qui vient de montrer le charnier, qu'on se demande si Dieu est jamais venu ici.

L'armée et l'aviation sud-africaines évacuent tous les réfugiés de nationalité portugaise, aussi vite qu'elles le peuvent, de divers points du sud de l'Angola. A Pereira-de-Ega, sur le terrain d'aviation, des soldats portent dans leurs bras des enfants jusqu'aux avions de transport C-130. Ils aident les plus vieux à grimper dans les avions-canonnières. Ces gros appareils ne portent pas de signes distinctifs. Jusqu'à il y a un mois, ils effectuaient des missions secrètes loin à l'intérieur de l'Angola, ravitaillant les commandos sud-africains qui attaquaient alors le F.V.L.A. et l'UNITA contre les forces du M.P.L.A. Volontaires blindés et mitrailleurs entourent le terrain d'aviation pour

éviter qu'une attaque du M.P.L.A. n'interrompe l'évacuation des réfugiés.

Le commandant Arend Moellrich, l'officier qui dirige les forces armées sud-africaines à Pereira-de-Ega, nous dit : « Nous ne pensons pas qu'ils attaqueront, pas nous ne pouvons prendre le moindre risque. Nous avons envoyé des patrouilles de reconnaissance au nord, et pour autant que nous puissions le savoir, les M.P.L.A. n'ont pas encore dépassé de Sa-da-Banda et Mocimboa (à 250 kilomètres au nord). Mais ils ont de petites unités de reconnaissance non loin d'ici ».

« Les Sud-Africains prévoyant de se retirer des positions avancées telles que Pereira-de-Ega, nous dit que tous les réfugiés qui peuvent être évacués l'auront été. « Nous ne sommes ici que pour protéger ces réfugiés, parce que personne d'autre ne les protégera, pas même les Nations unies », affirme le commandant Moellrich.

Le seul territoire angolais que l'armée sud-africaine n'évacuera pas est celui qui entoure l'ouvrage hydro-électrique en construction à Caluque. On l'Afrique du Sud a l'intention de protéger ses investissements et les personnes qui y travaillent jusqu'à ce que le M.P.L.A. donne des assurances sur cet ouvrage, vital pour l'agriculture dans le territoire voisin du Sud-Ouest africain.

Les réfugiés sont débarqués à l'aéroport de Windhoek, dans le Sud-Ouest africain, d'où des avions portugais les ramènent à Lisbonne. D'autres réfugiés sont escortés par des troupes sud-africaines dans des convois motorisés jusqu'à Grootfontein d'où ils partiront pour le Portugal via Johannesburg. M. Sergio Leite, un chef de la communauté des réfugiés à Pereira-de-Ega, précise : « Nous sommes reconnaissants à l'Afrique du Sud et au Portugal de tout ce qu'ils ont fait pour nous protéger et nous ramener au Portugal. Nous ne devons de remerciements à personne d'autre ».

Entre dix mille et douze mille réfugiés attendent encore d'être évacués. Tous devraient être partis dans quelques jours. Alors les troupes sud-africaines se retirent au-delà de la frontière du Sud-Ouest africain, sans à Caluque.

Le Polisario a annoncé la naissance d'une République sahraouie

« Au nom et avec l'aide du Dieu tout-puissant pour répondre à la volonté du peuple arabe, par fidélité à nos glorieux martyrs, et pour couronner nos immenses sacrifices, le drapeau de la République arabe sahraouie démocratique flotte aujourd'hui sur le sol de Saguia-El-Hamra et Ouedi-Dahab (Rio-de-Oro). »

Selon l'agence algérienne A.P.S., c'est à Bir-Lahlou, situé à 130 kilomètres de la frontière algérienne, et dont les troupes marocaines avaient annoncé l'occupation le 8 février dernier, que M. Mohamed El Ouali, secrétaire général et chef de la branche militaire du Front pour la libération de la Saguia-El-Hamra et du Rio-de-Oro (Front Polisario), a proclamé, vendredi 27 février, la naissance de la République arabe sahraouie démocratique, qui sera prochainement dotée d'un gouvernement, et dont M. El Ouali sera vraisemblablement le premier président.

En attendant, la nouvelle République est dirigée par le Conseil national provisoire sahraoui, formé au début du mois de janvier, et qui regroupe des dirigeants du Front Polisario, des anciens membres de la Djemaa d'El Aloun et des notables. Cet organisme, qui compte quarante et un membres, est présidé par M. Ould Zou. Dans un communiqué dif-

fusé vendredi (lire ci-dessous), le Conseil national lance un appel « à tous les pays frères et aux Etats du monde entier » pour qu'ils reconnaissent le nouvel Etat, qui, précise le Conseil, sera « libre, indépendant, souverain, régi par un système national démocratique arabe, d'orientation unioniste, progressiste et de religion islamique ».

Dans un message au président Mokhtar Ould Daddah, M. El Ouali a aussi lancé un appel à la Mauritanie pour qu'elle se désolidarise du Maroc. « Le peuple mauritanien frère, dit ce texte, doit être aux côtés du peuple sahraoui, compte tenu des liens objectifs existant entre eux, que ce soit les liens historiques ou raciaux, ou même l'unité inévitable des intérêts et du destin ».

La proclamation d'un Etat sahraoui fait passer au second plan les efforts de médiation déployés depuis une semaine par le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad, qui a quitté Alger vendredi après-midi pour se rendre successivement à Tunis et à Tripoli. L'initiative prise vendredi par les dirigeants sahraouis avait été précédée la veille par un durcissement de la position libyenne. Dans un message au roi Hassan II, le colonel Kadhafi s'était, en effet,

déclaré opposé « à l'opération de rattachement du Sahara occidental au Maroc, car il s'agit d'une opération d'annexion par la force ». Le chef de l'Etat libyen s'était prononcé pour « l'autodétermination du peuple sahraoui » et avait attiré l'attention du souverain égyptien sur « la gravité de la situation qui prévaut au Sahara occidental ».

Les capitales étrangères n'ont pas encore réagi à l'annonce de la création d'un Etat sahraoui. A Washington, comme à Moscou, les autorités se sont abstenues de tout commentaire. Même silence officiel à Madrid, mais on souligne dans les milieux proches du gouvernement que l'Espagne n'est plus préoccupée par ce qui peut se passer dans un territoire qu'elle n'administre plus. Madrid, dit-on, ne se laissera pas impliquer dans une guerre, dont la possibilité est évoquée de plus en plus fréquemment. A Rabat, on estime que la création d'un « pseudo-Etat » ne signifie rien d'autre qu'un changement de dénomination, et ne modifie en rien la situation. On laisse aussi entendre, dans les milieux autorisés, que le Maroc rompra ses relations diplomatiques avec tout Etat qui reconnaîtrait la République sahraouie. — (A.F.P., Reuters.)

LE TEXTE DU COMMUNIQUÉ OFFICIEL

« Un Etat indépendant, progressiste et de religion islamique »

Alger (Reuters). — Voici, tel qu'il a été diffusé par l'agence algérienne A.P.S., le texte du communiqué officiel publié par le Conseil national sahraoui provisoire à l'occasion de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique :

« Le peuple arabe sahraoui, en rappelant aux peuples du monde qu'il est annoncé dans la charte des Nations unies et dans la proclamation universelle des droits de l'homme, ainsi que par le biais de la décision de l'Assemblée générale n° 1514 adoptée le 14 décembre 1960, et dans la proclamation universelle des droits de l'homme, ce qui suit :

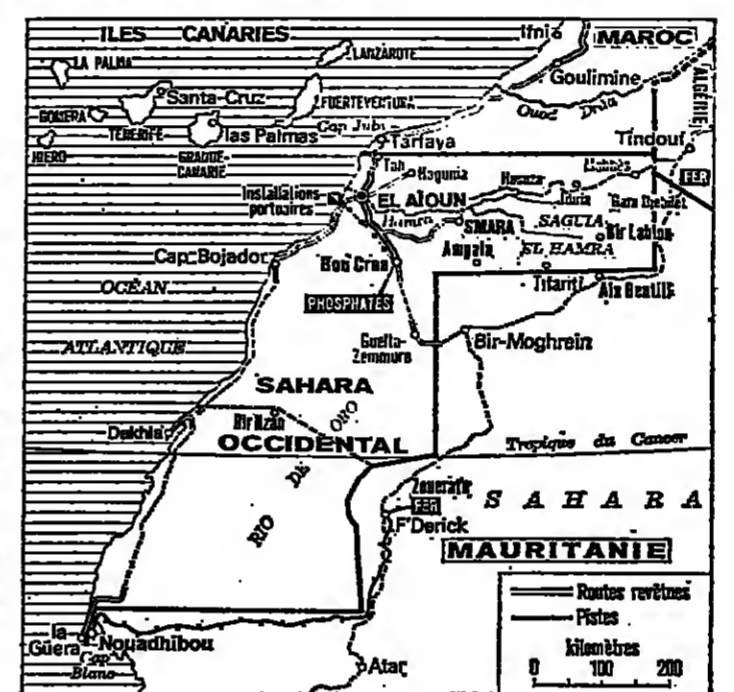
« Les peuples du monde se déclarent résolus à proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations grandes et petites, et à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. »

« Conséquent des répercussions des conflits actuels découlant du refus de la liberté à ces peuples ou des entraves mises dans leur voie constituant ainsi une menace dangereuse pour la paix mondiale :

« Convaincus que tous les peuples jouissent du droit inaliénable de disposer d'une liberté totale, d'exercer leur souveraineté et du droit à l'intégrité de leurs territoires :

« Conformément au principe dictant de mettre fin rapidement, sans préalable ou condition, au colonialisme sous toutes ses formes afin de réaliser le développement économique socio-culturel de tous les peuples en lutte ;

« Annonce au monde entier, sur la base de la libre volonté populaire fondée sur les principes de l'option démocratique, la naissance d'un Etat libre, indépendant, souverain, régi par un



RABAT : une initiative inspirée par Alger

De notre correspondant

Rabat. — « Si le Front Polisario a pris une autre dénomination parce que telle est la volonté de ses fondateurs, cela ne change rien à la situation résultant de l'accord de Madrid, à l'approbation de ce dernier par la Djemaa et à la détermination du Maroc de faire acte de souveraineté sur la partie du Sahara occidental relevant désormais du royaume. »

Tels sont les propos que l'on pouvait recueillir, le 27 février au soir, dans l'entourage des dirigeants des deux camps, à l'occasion de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique. La nouvelle n'a pas provoqué une grande surprise, car il avait déjà été question, il y a deux mois, de la constitution — prochaine, disaient-ils — d'un « gouvernement provisoire sahraoui ». Nul ne met en doute l'intervention d'Alger dans la nouvelle initiative. Celle-ci laisse cependant sur les chances de succès que peuvent dès lors avoir, auprès des responsables algériens, les missions de bons offices, dont la dernière en date est celle du secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad.

Aux yeux de tous, ici, qu'il s'agisse du Front Polisario ou de la République arabe sahraouie démocratique, on est en présence de la même « raison sociale », derrière laquelle cherchent à se dissimuler des entreprises hostiles au Maroc.

A propos de la validité de cette consultation, le secrétaire général du parti de l'istihlal, M. M'hamed Boucetta, a soutenu, dans une déclaration, l'argumentation suivante : « La Djemaa représente l'ensemble des tribus du Sahara occidental. Elle a agi en vertu d'un accord portant sur une solution négociable conforme à une des recommandations essentielles de la charte des Nations unies. Ce faisant, son « libre choix » ne diffère pas de celui qui est intervenu dans le cas de l'Iran (Nouvelle-Guinée) occidental, où, après les négociations préconisées par l'ONU entre l'Indonésie et les Pays-Bas, l'assemblée consultative, groupant les conseils représentatifs du territoire concerné, exprima sa volonté, que l'assemblée générale de l'ONU entérine. L'autodétermination, soutient M. Boucetta, est effectivement l'expression d'une volonté. Mais, pour concrétiser celle-ci, il y a des moyens autres que le référendum. »

LOUIS GRAVIER.

Une crise grave menace l'O.U.A.

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — Le conflit du Sahara occidental est en passe de provoquer une crise sans précédent au sein de l'Organisation de l'unité africaine, dont la vingt-sixième session du conseil des ministres devait se terminer samedi 28 février dans la capitale éthiopienne. Le Maroc et la Mauritanie ont menacé, vendredi, de se retirer de l'O.U.A. au cas où l'Organisation accorderait sa reconnaissance au Polisario, lequel, au même moment, annonçait la formation d'une République arabe sahraouie démocratique. Ces deux pays ont indiqué qu'ils étaient prêts à tirer « toutes les conséquences d'une éventuelle reconnaissance auprès de l'O.U.A. d'un mouvement qu'ils considèrent pour leur part, comme subversif ».

La création de la République sahraouie ne fait que compliquer le problème, car ses alliés au sein de l'O.U.A., et notamment l'Algérie, ne devraient pas manquer d'appuyer sa candidature à l'Organisation. Avant même l'annonce de la formation de la République sahraouie, le fait que la majorité des quarante-sept Etats membres de l'O.U.A. ait été favorable à une reconnaissance du Polisario semble avoir décidé la Mauritanie et le Maroc à remettre en question

leur appartenance à l'O.U.A. C'est le comité de libération de l'O.U.A., réuni fin janvier à Maputo (Mozambique), qui avait recommandé la reconnaissance du Front de libération du Sahara ex-espagno, appuyé par l'Algérie.

Cette crise, qui secoue l'O.U.A. six semaines seulement après l'échec du « sommet » extraordinaire sur l'Angola, semble compromettre des implications assez sérieuses. Certaines délégations orientent au « chantage ». En cas de reconnaissance du Polisario par l'O.U.A., le Maroc et la Mauritanie devraient au moins se retirer de la réunion du conseil des ministres, comme ils s'étaient retirés du comité de libération à Maputo. On voit mal, d'un autre côté, comment l'O.U.A. pourrait remettre en cause les principes fondamentaux selon lesquels les anciennes frontières coloniales sont intangibles et les peuples colonisés ont le droit à l'autodétermination. Le point de vue présenté par le secrétaire général de l'ONU n'a fait que renforcer, au sein de l'O.U.A., la position défendue par l'Algérie en faveur du Polisario et de l'Etat dont il vient de se doter.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

COUSTEAU LES REQUINS

C'EST PAS DU CINEMA!

COUSTEAU

LES REQUINS

COUSTEAU CHEZ FLAMMARION.

صلى الله عليه وسلم

DIPLOMATIE

POLITIQUE

LA VISITE DE M. SAUVAGNARGUES AU PORTUGAL

Libres opinions Une leçon de choses

par MICHEL JOBERT

APRÈS les gouvernements italien, néerlandais, allemand, après l'assistant de M. Kissinger, le gouvernement français a délégué en fin de Lisbonne son représentant spécial. Certes, le président de la République portugaise, le général Costa Gomes, avait effectué sa première visite officielle en Europe occidentale chez nous. Mais cette visite avait semblé faire pièce aux entretiens presque hebdomadaires de MM. Mitterrand et Soares dans les Landes, et les conversations, en apparence chaleureuses, avaient été sans le moindre lendemain, puisque la France, dès le début de juillet 1975, avait persisté à bloquer les propositions de la Commission de Bruxelles, pour une aide communautaire d'urgence.

Quand enfin, en octobre 1975, celle-ci fut accordée par la Communauté européenne, nous nous sommes sans doute pour que, entre la proposition anglaise de 200 millions d'unités de compte (les conseillers ne sont pas les pousés) et celle allemande, de 100 millions, la « poire » fut coupée en deux. Mais, d'ores et déjà, nous commençons de bloquer toute allusion à un protocole financier. Cette manière de faire française n'est évidemment pas passée inaperçue à Lisbonne, et nos partenaires de la Communauté l'auraient soumise au besoin. Au plan bilatéral, elle a été encore plus restrictive. Dès le mois de juin 1975, les États-Unis avaient accordé deux concours symboliques d'une trentaine de millions de dollars au Portugal. Puis, à la suite de la décision communautaire, sont venus des aides portugaises en aide de l'FAEL de 100 millions de dollars, un prêt industriel allemand de 75 millions de deutschemarks et diverses facilités commerciales des pays de l'Est, modestes il est vrai, sauf de la part de la Roumanie et de la Yougoslavie. Nous balançons alors — gravement — pour donner une aide de 50 à 150 millions de francs, sachant de surcroît — comme les Américains avant nous, et les Belges après nous — les fonds précédemment votés pour les réfugiés vietnamiens et devenus disponibles — heureusement. Selon était tombé entre-temps — pour les réfugiés d'Angola. Quand l'Élysée décide finalement d'envoyer des messages aux malins vides. Les Allemands, eux, accorderont une aide à la balance des paiements portugaise de 250 millions de dollars, gagés sur l'or, suivant la méthode inaugurée avec l'Italie, à l'automne de 1973, puis les Américains, une aide économique portant leur concours à près de 200 millions de dollars. Pour nous, le seul cadeau à Lisbonne est la probabilité d'une visite de M. Giscard d'Estaing, une fois que les élections du mois d'avril prochain auront chassé, sans surprise, les dernières sorcières.

Car la politique de la France au Portugal — ou plutôt notre absence de politique — est une leçon de choses résumant la manière dont nos affaires sont « conduites » depuis bientôt deux ans. Voilà un pays où notre langue était, jusqu'il y a quelques mois, première langue étrangère obligatoire; où les travailleurs de retour de France résistent, pour l'expansion de notre culture et de notre langue, une élite bourgeoise tournée de plus en plus vers le monde anglo-saxon après avoir été déçue au dix-huitième et au dix-neuvième siècle par sa propre langue nationale à notre profit. Voilà un pays dont la France est le quatrième fournisseur et le cinquième client, améliorant d'année en année sa position, — un pays qui n'est notre troisième ou quatrième partenaire commercial, avant l'Inde, le Brésil et les pays pétroliers. Voilà un pays dont près de huit cent mille des citoyens (soit près de 10 % de la population métropolitaine) travaillent chez nous et sont fort appréciés, faisant de Porto, avant Porto, la deuxième ville portugaise.

Ces raisons — objectives — auraient dû déjà d'orienter notre effort financier et industriel. A cela, nous avons répondu, ces derniers temps, par le silence ou par des atermoiements sur des projets industriels d'urgence. Durant quelques mois même — sous des prétextes « techniques » — nous avons cessé toute importation de vins de Porto, alors que nous absorbions entre le quart et le tiers de l'exportation portugaise.

Ce n'est pas seulement le gaspillage de nos cartes culturelles et industrielles qui se démontre ainsi depuis deux ans au Portugal, ce sont aussi les attitudes politiques réelles de notre gouvernement. Accueilli si souvent à Paris sur nos écrans de télévision, le général de Spínola a surtout prêché aux travailleurs portugais en France la méfiance devant la situation « politico-militaire » prévalant dans leur pays.

Ce sont les jeunes du parti actuellement le plus à droite et dans l'opposition, le C.D.S., que les Jeunes giscardiens sont venus officiellement rencontrer à Lisbonne et à Porto, pendant le gouvernement du général Vasco Gonçalves, qui incarnait bien sûr un tout autre effort. C'est le général Galvão de Melo, champion des nostalgiques de l'outre-mer et d'une politique muscadine, qui a été reçu à la fin de septembre dernier par le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, dans son appartement de Neuilly. C'est cette vision manichéenne de la situation portugaise, qui a fait le maintien dans des toasts échangés par les présidents Costa Gomes et Giscard d'Estaing à l'Élysée, en mai dernier. C'est cet aveuglement, trop soucieux de compenser les 300 000 voix seulement qui séparent, il y a deux ans, si artificiellement les Français, qui ont fait manquer à la France officielle une décisive occasion de reconnaître, si près de nous, une volonté d'indépendance nationale nouvellement née.

Car le pari de la « révolution des œillets » n'est pas vraiment, ni seulement, le renversement d'un régime tombé aussi aisément que, en 1910, la monarchie du trop jeune Manuel II. C'est le pari d'un pays retrouvant sa jeunesse, retrouvant le goût de compter sur les seules forces de son territoire métropolitain et de son peuple.

Le précédent de la France — au temps du général de Gaulle — est sur toutes les lèvres officielles au Portugal. Pourquoi ne l'a-t-il pas été dès le début à Paris, où le commencement de l'ère nouvelle — coïncidait officiellement avec celui du nouveau Portugal? Pourquoi la France n'a-t-elle pas, jusqu'à présent, reconnu financièrement, et surtout politiquement, que, à Lisbonne, se déroule le même psychodrame que chez elle, chaque fois que la nation redevient l'idée première de tous? Et très concrètement, pourquoi, la France n'a-t-elle pas, jusqu'à présent, fourni le contrepoint tant attendu, le contrepoint au « protectorat » germano-américain qui, à coups de dollars et moyennant les bases militaires appropriées sur le « continent » — et aux Açores, traditionnellement concédées par l'ancien régime, s'installe au bord du Tage depuis la fin de l'autonomie, dernier et le coup d'État marqué du 25 novembre? Sommes-nous, vous disons, à ne voir l'avenir de l'Europe qu'à travers des lunettes du général Haig, aux stupéfiantes déclarations?

La question portugaise n'était pas de savoir si les chères soviétiques canonisèrent à Lisbonne l'avenue de la Liberté et celle de la République, il s'agissait, pour cela, passer à travers la France et l'Espagne, et on ne les y a pas encore vus! La question portugaise est seulement celle d'un peuple assez dénué, à un tournant décisif d'une histoire millénaire et décidant de vivre avec ses moyens, voulant reconstruire à sa mesure et suivant ses fins nationales une économie périmée et trop dépendante de l'extérieur et de l'outre-mer, voulant — parce que le Portugal le vit quotidiennement — entre son nord et son sud, pratiquer le non-alignement entre les nantis dont, diplomatiquement et financièrement, fait encore partie le pays, mais non psychologiquement et spirituellement, et les pauvres dont il se sent solidaire, même (et peut-être surtout) pendant les guerres coloniales qu'il vécit.

Cela, la France, parmi tous les pays d'Europe, était exceptionnellement apte à le comprendre et à le faire comprendre. C'est ce qu'on attendait, c'est ce qu'on attend encore à Lisbonne.

Mais s'en est encore, à Paris, une vision précise de notre rôle dans le monde?

Lisbonne souhaite que Paris intervienne pour accélérer la mise à sa disposition de crédits européens

De notre correspondant

Lisbonne. — La visite officielle de M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, invitée par son collègue portugais, le commandant Melo Antunes, a permis de constater une identité de vues sur la situation politique internationale, ainsi que sur le rôle que les deux pays peuvent jouer comme facteurs de liaison entre l'Europe et l'Afrique. Telle est l'impression ressentie après des deux délégations.

Les ministres ont discuté, jeudi 26 et vendredi 27 février, de la situation politique au Proche-Orient, au Sahara et en Afrique australe. La question angolaise a retenu tout particulièrement leur attention. A propos de la reconnaissance par la France du gouvernement du M.P.I.A., M. Sauvagnargues a dit, dans une conférence de presse, qu'il fallait tirer rapidement les conclusions d'une situation de fait en Angola, où le M.P.I.A. est devenu la seule force militaire sur le terrain.

L'Afrique, a-t-il ajouté, ne doit pas devenir le « champ clos » où s'affrontent les super-puissances. Les meilleurs diplomates portugais considèrent que l'attitude prise par le gouvernement français est dictée par le souci de chercher un équilibre des forces en Angola, et d'empêcher le gouvernement de Léopold d'être soutenu uniquement par l'Union soviétique et Cuba. En privé, on se pose pourtant des questions sur la volonté politique du M.P.I.A. de diversifier ses contacts à l'étranger.

En ce qui concerne le barrage de Cabrita-Bassa, au Mozambique, M. Sauvagnargues a obtenu certaines garanties gouvernementales portugaises quant aux investissements de la France dans cet ouvrage. Les installations industrielles sont dirigées par une commission mixte franco-portugaise jusqu'à l'amortissement total des investissements étrangers. C'était précisé par les accords bilatéraux signés au début de la construction, entre le P.D.E. salazariste et les autres pays intéressés, notamment la France, l'Italie, la Suisse et l'Allemagne. La lenteur des amortissements dans la période actuelle d'exploitation, selon les autorités portugaises, parce que l'énergie produite est vendue à l'Afrique du Sud à trop bas prix.

La situation pourrait évoluer plus favorablement, car, a annoncé le commandant Melo Antunes, ces prix seront révisés prochainement.

L'optimisme qui s'est exprimé dans les conversations politiques, n'a pas prévalu dans les discussions économiques. M. Sauvagnargues a expliqué la faiblesse de l'aide apportée par la France au redressement de l'économie portugaise par une situation financière difficile en France. Néanmoins, il a demandé des renseignements sur le code des investissements étrangers au Portugal, sur le rôle que les deux pays jouent dans le rapatriement des dividendes et la possibilité de recours à l'arbitrage international en cas de conflits.

Le Portugal a exposé l'état actuel de ses rapports avec le Marché commun et demandé l'intervention de la France pour accélérer la mise à la disposition des crédits déjà octroyés par la Communauté.

Dans le domaine culturel, plusieurs volets ont été explorés pour renforcer la coopération entre les deux pays. Le gouvernement portugais est disposé à faciliter l'enseignement du portugais aux enfants d'immigrés. Pourtant, un accord complet n'a pas encore été réalisé, plusieurs difficultés ayant surgi du fait des structures scolaires françaises.

Des rencontres annuelles des ministres sont prévues. Il est probable que le commandant Melo Antunes se rendra à Paris avant même les élections législatives au Portugal, en avril. Enfin, M. Giscard d'Estaing doit se rendre au Portugal en visite officielle, mais la date n'a pas encore été arrêtée.

JOSÉ REBELO.

Le général Haig publie la version officielle de sa déclaration

Bruxelles. (A.F.P.). — Pour éviter tout « malentendu », le quartier général du commandement des forces alliées en Europe a publié, vendredi 27 février, le texte officiel des déclarations faites dimanche dernier, à Munich, par le général Haig, concernant la participation de « partis marxistes » à des gouvernements occidentaux.

« La question des partis marxistes dans les gouvernements occidentaux », a déclaré le général Haig, « est une question qui est très importante pour nous de ne pas perdre de vue le fait que — que ce soit nous ou les autres — nous nous plaçons au sein d'un système marxiste par le système marxiste parmi les peuples du monde occidental s'est occupé au cours des dix dernières années. »

Cette crise socio-économique, a-t-il encore le général Haig, « représente dans le monde un défi au système lui-même ». La mort peut être tout aussi facile lorsqu'elle vient de l'intérieur que lorsqu'elle vient de l'extérieur. [Ce texte diffère sensiblement quant à la forme, mais non quant au fond, de la version publiée par « le Monde » le 24 février. Celle-ci, plus ramassée, nous avait été communiquée par un des participants d'après l'interprétation en français.]

M. SARRE :
ce n'est pas une maladresse

M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du parti socialiste, a déclaré, au cours d'une réunion publique vendredi 27 février, à Paris, que la déclaration du général Haig n'est pas une maladresse. Selon M. Sarre, « cette déclaration reprend en écho les propos du président Ford lui-même, qui a rappelé l'opposition idéologique des États-Unis à l'entrée des communistes dans le gouvernement des pays membres de

l'OTAN, notamment l'Italie ». « La question est de savoir, demande M. Sarre, si l'appartenance à l'Union européenne est le programme commun de gouvernements de la gauche française ne remet pas en cause — doit interdire que des pays membres de l'Union européenne soient considérés comme des pays membres de l'Union européenne. »

Une question de M. J.-P. Cot

M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Savoie, demande, dans une question écrite à M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, « si le gouvernement français entend réagir prochainement ou non aux propos scandaleux du commandant Melo Antunes, ministre portugais des affaires étrangères, qui a déclaré que la France n'a fait que « sa part » dans la décolonisation, et qu'il faut maintenant à l'Algérie une aide économique à l'échelle de la décolonisation. »

(1) La France fait toujours partie de l'Union européenne et même, contrairement à une opinion répandue, de l'OTAN, et signe toujours dans ses organes politiques, et uniquement qu'il y a dix ans, l'organisation militaire intégrée, que commande aujourd'hui le général Haig.

M. NEUWIRTH : le général Haig n'a pas le droit de dire ce qu'il dit.

M. Lucien Neuwirth, porteparole de l'O.L.R., déclare, dans « Quotidien », de Paris du vendredi 27 février :
« Au moment où les États-Unis se désengagent de tous côtés, il semble un peu fort que le général Haig donne aux autres des leçons de politique intérieure. J'ajoute qu'il se trompe d'époque : en 1976, nous sommes tous de même maîtres de nos affaires intérieures. Avant d'être des assauts politiques du côté soviétique et des assauts économiques du côté américain, nous ne reconstruisons pas un commandement en chef de l'OTAN le droit de dire ce qu'il a dit. Pour nous, giscardiens, c'est une question de souveraineté. »

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

M. Jean Buffet, magistrat à l'administration centrale du ministère de la Justice, est nommé conseiller technique au cabinet de M. René Lenoir, secrétaire d'État auprès du ministre de la Santé (action sociale). M. Michel Boyon, auditeur au Conseil d'État, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche.

M. Mitterrand déclare s'être informé auprès des services compétents avant de se rendre en Algérie

La visite que M. François Mitterrand vient de faire en Algérie à la tête d'une délégation du parti socialiste et à l'invitation du F.L.N. (« le Monde » des 27 et 28 février) permet à la majorité de relancer son offensive contre l'ancien candidat à la présidence de la République. L'opinion publique est prise à témoin du fait que le leader socialiste traite de l'action diplomatique française avec un chef d'État étranger, alors qu'il refuse de rencontrer le président de la République. C'est ainsi que, comme nous l'avons indiqué dans nos dernières éditions du 28 février, M. Chirac a déclaré, vendredi, en fin de matinée : « Les relations entre la France et l'Algérie ne sont pas des relations de parti politique à parti politique, ce sont des relations d'État à État. (...) M. Mitterrand semble avoir voulu s'informer du côté algérien sur ces problèmes et sur ces relations. J'imagine qu'il aura à cœur, dès son retour, de s'informer, soit auprès du président de la République, soit auprès du ministre des affaires étrangères ou du premier ministre, du point de vue français sur ces affaires. Cela me semble logique. »

A son retour à Paris, le même jour, M. Mitterrand a fait état des déceptions du gouvernement algérien devant l'attitude de la France, à laquelle il est reproché de ne pas tenir ses engagements. « Faut-il », a demandé M. François Mitterrand, critiquer le gouvernement français? En tant qu'état de cause, il semble que des choix ont été faits, une politique a été engagée qui n'est pas aujourd'hui suivie. »

En fin de journée, le parti socialiste publiait, en réponse au premier ministre, la mise au point suivante :

« M. Mitterrand n'a pas manqué de se procurer les informations nécessaires auprès des services compétents avant de se rendre en Algérie. »

Il remercie M. Chirac de son initiative, qui, arrivant trop tard, n'a plus de raison d'être. La polémique ne s'en est pas moins poursuivie, alimentée par MM. Bord (U.D.R.) et Kiffer (réformateur), tandis que M. Marchais répétait à l'Europe 1 qu'il avait lui-même été reçu en Algérie avec les mêmes regards que M. Mitterrand. Le secrétaire général du P.C.F. a réajusté, qu'il n'y avait pas de leader unique de l'opposition de gauche.

LE COMMUNIQUÉ COMMUN DU F.L.N. ET DU P.S.

Une coopération actuellement détériorée

Dans le communiqué commun publié vendredi 27 février à Alger sur les entretiens entre les dirigeants du F.L.N. et du P.S., les deux « délégations » soulignent « l'importance de la coopération algéro-française, actuellement détériorée », et ajoutent : « Améliorer cette coopération suppose de faciliter entre les deux pays des échanges équitables, contrairement à la situation présente, qui joue au détriment de l'Algérie, de tout mettre en œuvre pour que la sécurité des travailleurs algériens, qui contribuent de manière importante au développement économique, soit effectivement assurée, et d'agir dans le cadre de la communauté internationale pour l'établissement de relations nouvelles entre pays industrialisés et pays en voie de développement. »

Le F.L.N. et le P.S. ont marqué « leur volonté commune d'agir en faveur d'un nouvel ordre économique mondial (...) par la coopération et la souveraineté des peuples sur leurs richesses nationales » et ont souhaité « faire de la Méditerranée un lac de paix. Il faudra pour ce faire, essentiellement, éliminer les facteurs de tension — attisés par l'impérialisme — et les ambitions extérieures à cette région du monde. »

Le communiqué commun dénonce « l'agression dirigée par la monarchie chrétienne contre le peuple sahraoui (...) ». Il faut, affirment le P.S. et le F.L.N., permettre à tout-citoyen d'exercer son droit à l'autodétermination. Pour le Proche-Orient, les deux délégations ont exposé « leurs points de vue respectifs et prôneront ultérieurement à d'éventuels échanges d'information. »

L'Association de solidarité franco-arabe (12, rue Augereau, 75007 Paris), évoquant dans un communiqué les derniers attentats, commis contre des représentations officielles de l'Algérie (consulats, office de tourisme et compagnies aériennes), condamne avec énergie cette forme de provocation, même si elle est parfois rendue plus difficile par des pseudo-algériens nostalgiques d'un passé révolu, et demande instamment aux autorités françaises de faire le maximum pour que les auteurs de ces actes criminels soient activement recherchés et punis. L'Association a attiré l'attention du gouvernement français sur le fait que sa politique étrangère vis-à-vis des États arabes, et particulièrement de l'Algérie, risque d'être mise sérieusement en cause par nos partenaires si les crimes racistes et les attentats comme ceux de ces derniers jours ne prennent fin et ne sont pas condamnés par les plus hautes instances du pays. »

M. BORD : un commis voyageur de l'illusion.

M. André Bord, secrétaire d'État aux anciens combattants, secrétaire général de l'U.D.R., a commenté vendredi 27 février la visite de M. Mitterrand en Algérie, en ces termes :
« J'ai la conviction que ce peuple réaliste et raisonnable qu'est le peuple algérien ne gardera pas plus le souvenir du passage de ce commis voyageur de l'illusion qu'est François Mitterrand qu'il n'en garde aujourd'hui de la visite, dans le passé, du célèbre prestidigitateur Robert Houdin. »

Selon M. Bord, le premier secrétaire du P.S. devrait s'interroger :
« Ne voit-il pas le risque qu'il court de devenir, même involontairement, un instrument — aujourd'hui de la politique extérieure algérienne — demain peut-être, au gré de ses voyages, de celle d'un autre pays? »

Le secrétaire général de l'U.D.R. observe que M. Mitterrand et M. Marchais, même s'ils ne sont pas toujours d'accord entre eux, se rejoignent pour distinguer au sein de la majorité, les « bons » et les « méchants », en pratiquant la politique de la main tendue aux gaullistes.

« Le piège est trop grossier pour que l'on s'y laisse prendre », a ajouté M. Bord.

M. Jean Kiffer, député réformateur de Moselle, demande dans une question écrite au ministre des affaires étrangères « Au nom de qui et au nom de quoi M. Mitterrand peut-il se prétendre être le porte-parole de la diplomatie française? »

« Quant à vous pour réagir et ainsi dissiper le doute et l'ambiguïté que cette sur l'opinion une telle manœuvre? Quant à vous pour dire aux Français que les agissements de M. Mitterrand ne relèvent que de la démagogie? Ne profite-t-il pas d'une situation ponctuelle de tension entre nos deux pays? Pour un leader qui se dit représentant une partie de l'opinion française, une telle démarche ne peut-elle pas être qualifiée d'anti-nationale? »

OUTRE-MER

A l'issue de la réunion du comité directeur du F.I.D.O.M. (Fonds d'investissement dans les départements d'outre-mer), M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, a indiqué, vendredi 27 février, que la dotation de cet organisme s'élève, en 1976, à 222 millions de francs et qu'il participe exceptionnellement, avec 20 500 000 francs, au soutien du prix du sucre. L'effort financier total du budget de l'État en faveur de l'équipement des DOM atteint 811 millions de francs, soit 28,8 % de plus que l'an dernier.

M. Stirn a rappelé les « trois objectifs majeurs » de la politique gouvernementale : l'intégration complète des DOM à la Communauté européenne, canalisation et élargissement de leur économie agricole, développement des activités créatrices d'emploi.

POLITIQUE

La préparation des élections cantonales

Un débat national en marge d'une campagne sans passion

En marge d'une campagne électorale qui, sur le terrain, se poursuit calmement, au ras du canton, c'est un véritable débat politique qui se développe au niveau national. Débat ? Plutôt une polémique confuse sur le caractère politique ou apolitique des prochaines élections cantonales, hachées d'initiatives désordonnées et souvent improvisées. On se lance des défis en pensant moins aux cantons qu'aux consultations suivantes, municipales de 1977, législatives de 1978. M. Jean-Pierre Fourcade a relevé celui de M. Mitterrand et l'a affronté à la télévision le 2 mars sur les questions écono-

miques. Hors campagne électorale, mais pendant celle-ci, les communistes et les radicaux de gauche s'étonnent de cette faveur offerte au premier secrétaire du parti socialiste et au président des clubs giscardiens Perspectives et Réalités. Du coup, M. Marchais défie M. Chirac — car, dit-il, M. Fourcade ne fait pas le poids — de venir s'expliquer avec lui à Europe 1. M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, se tourne vers M. Fonta-towski, auquel il propose un débat télévisé ou, simplement, radiodiffusé.

Les dirigeants de la majorité auxquels il a été demandé de se manifester ne sont pas en reste, et si apolitiques que soient, selon eux, les élections cantonales, ils entretiennent une passion préélectorale digne d'un enjeu national. Tout se prête à cette mêlée générale : les divergences des communistes français et soviétiques, les affaires judiciaires, le voyage de M. Mitterrand en Algérie, la hausse des prix. Ainsi se déroule, grâce aux grands moyens de communication, une campagne électorale qui, faute d'être accueillie officiellement sur les ondes nationales et réglementée avec équité,

trouve place ailleurs, mais d'une manière anarchique. On peut déplorer, comme le fait M. Alain Peyrefitte, qu'il en soit ainsi et que l'on tire alors que la chasse n'est pas encore ouverte. Il serait vain, en tout cas, de chercher à savoir qui a ouvert le feu. Si le débat préélectoral repart avec une ampleur qui déborde l'enjeu des cantonales, c'est parce que le rapport des forces et la conjoncture s'y prêtent. Il serait tout aussi vain de croire qu'il peut être ouvert ou stoppé, durci ou décripé selon les convenances ou les intérêts d'une des parties. A. L.

COTES-DU-NORD : après Pleven, la gauche ?

De notre envoyée spéciale

Saint-Brieuc. — « Le score sera serré », prévoient avec autant d'assurance de part et d'autre, la majorité et l'opposition. La gauche voit, non sans raison (les Cotes-du-Nord ont accordé 50,22 % des suffrages à M. Mitterrand le 19 mai 1974), dans les élections cantonales l'occasion de renverser la majorité au sein du conseil général, où elle détiendrait vingt-deux des quarante-huit sièges qui le composent. La majorité, dont quatorze représentants sont soumis à renouvellement sur les vingt-quatre cantons concernés par le scrutin des 7 et 14 mars, doute de régresser au point de voir lui échapper la direction de l'assemblée départementale qu'elle assure depuis 1948. C'est, en effet, à cette date que M. René Pleven s'est installé dans le fauteuil de président du conseil général — qu'il décide aujourd'hui d'abandonner — soutenu par une majorité qui se réclame du « plevinisme ». Ni doctrine ni philosophie, le « plevinisme », dont la renommée n'a guère franchi les frontières bretonnes et l'influence des limites du département, se définit, selon son fondateur, comme « une conception selon laquelle le conseil général ne doit pas jouer à l'assemblée politique, et au nom duquel le conseiller général élu doit s'occuper avec et pour tout le monde, et s'efforcer de collaborer avec les responsables de l'administration d'une façon efficace ». Et M. Pleven ajoute que la continuation du plevinisme dépendra de « l'énergie de son successeur » à défendre cette conception.

Mais qui sera le successeur du « président » ? Si la majorité conserve l'avantage, le choix devrait se faire entre MM. Yves Sabourat, suppléant de M. Pleven en 1973, élu conseiller général de Malguenac la même année, et Bernard Lemarié, sénateur, Centre démocrate, dont le siège qu'il détiendrait depuis 1945, à Caudan, ne semble pas menacé. Pour M. Sabourat, C.D.P., adjoint au directeur général de Matra et adjoint au vice-président délégué du groupe U.D.R. à la présidence du conseil général constituerait un atout sérieux dans la bataille qu'il compte mener aux prochaines élections législatives contre M. Charles Josselin, P.S., vainqueur de M. Pleven en mars 1973. Mais... la jeunesse de l'ancien membre de cabinets ministériels — il n'a pas quarante ans — n'est pas sans lui enlever quelque crédibilité. Reste M. Lemarié, qui confie volontiers : « Je ne prendrais la présidence que si j'y suis obligé ».

En cas de victoire de la gauche, M. Josselin se trouve le mieux placé, bien qu'officiellement cette éventualité n'ait été étudiée ni au sein de la fédération socialiste ni avec la fédération communiste. Les responsables du P.C. rappellent, d'ailleurs, qu'en 1973 la désignation du candidat unique de la gauche à la présidence du conseil général, M. Le Coent, P.C., s'était faite en tenant compte du nombre des voix obtenues par chacun des deux partis. Ce critère de désignation pourrait ne plus être celui des prochaines élections. Le premier tour constituerait un test sérieux sur

la répartition des voix de gauche nettement défavorable à la gauche non communiste aux scrutins de 1970 et de 1973 (le P.C. ayant recueilli, lors du premier tour des élections législatives de mars 1973, 0,56 % de plus de suffrages que le P.S. et le P.S.U. réunis). Pour la première fois, le P.S. présente des candidats dans tous les cantons, « car », explique M. Josselin, « le P.C. était présent partout, et aujourd'hui nous avons les moyens de l'être aussi ».

Renforcée par l'arrivée de près de 75 % des militants P.S.U., fortement implantés dans les Cotes-du-Nord, la fédération du P.S. compte mille cinq cents adhérents. Pour la campagne électorale, « l'homogénéité des mots d'ordre », selon l'expression de M. Yves Le Foll, lui-même ex-P.S.U., député socialiste, maire de Saint-Brieuc, a été réalisée : les professions de foi ont été « harmonisées », et une jufiche départementale a été tirée. Une affiche qui fait sourire certains : le texte mentionne le programme commun, lequel n'a pas été signé par le P.S.U., dont sont issus plusieurs candidats du P.S., Mme Simone Darcel, ancienne militante de la S.F.I.O., puis du P.S.U., candidate aux élections sénatoriales de 1971 sur la liste de M. Le Foll, estime que le programme commun, « point de départ », « symboliquement bon », est « insultant et trop vague ».

Candidate socialiste dans le canton de Plouguenast, maire de Pleasaia, elle a pour adversaire, outre le plus jeune candidat du P.C.F., M. Denis Mahé, vingt-quatre ans, Mlle Marie-Madeleine Olenesch, ambassadrice de France au Luxembourg. Député de ce département depuis 1945, l'ancienne secrétaire d'Etat à l'action sociale, qui s'est heurtée après son départ du gouvernement au refus de son suppléant, M. André Glan, appartenant au groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, de se retirer pour, à la faveur d'une élection partielle, lui permettre de retrouver son siège de député, a décidé — il y a six mois — de renouer une attachée locale par mandat électif interposé. « J'aime les gens, c'est par attachement sentimental que je me lance dans cette bataille. Ma candidature est purement locale, de ne pas se lancer dans la politique partisane, c'est pour cela que je me présente sans étiquette », affirme celle qui se souvient avoir été classée à la tête du hit parade des leaders politiques bretons. Le canton qu'a élu — à la surprise générale — M. Guy Caro, alors P.S.U., aujourd'hui « socialiste breton », qui se présente cette fois dans le canton voisin de Collinée, a toujours donné une confortable avance aux candidats de la majorité.

Sur quatre-vingt-quatre candidats, trois se réclament du courant autonomiste, outre M. Caro, M. Loïc Kervois (U.D.R.) à Lannion et M. Maurice Heger (indépendant fédéraliste régionaliste et européen) à Saint-Brieuc-Sud. On n'attend pas de ces candidats qu'ils aient une grande influence dans une compétition qui

s'annonce serrée dans ces deux cantons. A Lannion, où M. Mitterrand totalisait plus de 54 % des suffrages, le conseiller général sortant favorable à la majorité, M. Frédéric Gourvenec ne se représente pas, laissant la place à M. René Guillou qui se retrouve face à M. Pierre Jagoret, P.S., et M. Jean Le Lagadec, journaliste à l'Humanité. A Saint-Brieuc, sept candidats se présentent, dont trois se réclament de la majorité : M. Paul Lavollée, qui s'était déjà présenté en 1970 avec l'étiquette U.D.R., suppléant de l'ancien député non-inscrit, M. Arthur Charles, président de la chambre d'agriculture, lequel tente sa chance à Plouveau-sur-Lie, contre le sortant M. Louis Moral (P.S.) ; M. Charles Gaudy qui avec l'étiquette « Indépendant pour la majorité présidentielle » se révèle assez proche des républicains indépendants bien qu'il n'ait pas reçu leur investiture ; et M. Jean Tassat, secrétaire fédéral, membre du comité central de l'U.D.R. qui se présente avec l'étiquette « majorité » à « la tête de laquelle, précise-t-il, se trouvent le président de la République et Jacques Chirac » ; et parce que « j'ai peur que la majorité présidentielle ne coupe la France en deux ». Revendiquant mille adhérents, la Fédération fait un effort pour s'implanter dans ce département où elle n'est pas représentée au conseil général.

On compte trois autres primaires au sein de la majorité, dont deux à Quintin et à Lézardrieux, dans lesquels les scores favorables à la majorité MM. Jean de Bagnaux (R.I.), sénateur, président de la commission des affaires culturelles au Sénat, et Yves Le Chevanon, ne se représentent pas, et ont constaté que des candidats modérés venaient s'opposer au d'auphins qu'ils s'étaient choisis. La troisième se déroulera à Guingamp, où la majorité trouve des raisons d'optimisme dans les récentes élections à la chambre d'agriculture qui ont marqué un très net recul du MODEP au profit de la F.O.S.E.A. Le trop-plein dans certains cantons est d'autant plus apparent qu'à Callac, Belle-Ile-en-Terre et Gouarec, l'absence de la majorité laisse face à face socialistes et communistes. La présence systématique du P.S., si elle correspond à un souhait autrefois exprimé et qui n'a pas été oublié des communistes, qui se plaignaient d'être trop souvent seuls « à se battre contre la réaction », ne va pas sans éveiller chez ces derniers quelque suspicion. M. Quemper, conseiller général du canton de Saint-Brieuc-Nord, non soumis à renouvellement, explique : « Nous ne

voyons aucun inconvénient à la présence du P.S. partout, mais nous sommes surpris qu'il n'y ait pas de candidats de la droite dans ces trois cantons », ajoutant que les conseillers généraux socialistes sortants, MM. Léon Launay, à Gouarec, et Jean Coantier, à Belle-Ile-en-Terre, « ne font pas une campagne sur des bases claires, ils se font élire par la droite ». Les responsables socialistes ont décidé de ne pas entamer de polémique, d'autant que les deux cantons concernés ont donné en 1974 la majorité au candidat de la gauche uni. Pourtant, le P.C., qui revendique quatre mille adhérents, note qu'aux élections législatives c'est le candidat communiste qui arrive en tête de la gauche au premier tour. A Callac, M. Félix Layrou, conseiller général sortant (P.C.), affirme dans une déclaration écrite : « Rien n'empêchant la droite d'avoir un candidat. Si elle n'en a pas, c'est parce qu'elle ne se sentait pas en mesure de nous enlever le siège. Dans les conditions ainsi créées ses chefs de file soumettraient sans doute pour nous barrer la route en misant sur l'autre candidat ».

Elections politiques ou non ? Ce débat pour l'électeur des Cotes-du-Nord est un faux débat. Il a le choix entre une majorité et une opposition et comme il « prend ses devoirs de citoyen au sérieux ». M. Pleven en veut pour preuve les taux d'abstentions, généralement inférieurs à la moyenne nationale. — Venir au scrutin, quel que soit l'appareil politique. En face d'une gauche qui s'affirme, la majorité n'a que mollement réagi. Organisée par un réseau personnel autour de l'ancien président du conseil, les modérés de tradition démocrate chrétienne, indépendante ou gaulliste forment « un groupe composite voire hétéroclite », comme le reconnaît l'un d'eux. Quant à la gauche, elle n'a pas eu de déclaration, M. Pleven n'a pas — volontairement — choisi de successeur si ce n'est dans son canton de Dinan-est où il épaula M. Benoist. Qu'ils conservent les rênes du pouvoir ou se retrouvent dans l'opposition, les « plevinistes » se verront proposés par M. Sabourat l'extension au niveau départemental de l'association qu'il a mise sur pied à Dinan pour regrouper tous ceux qui soutiennent le président de la République. La gauche, quant à elle, jugerait « anormal », comme le dit M. Quemper, de ne pas remporter la victoire. Et déjà, socialistes d'un côté, et communistes de l'autre, se disent prêts à « gouverner » et à appliquer « une politique départementale » qui soit autre chose que l'addition des intérêts de chaque conseiller.

ANNE CHAUSSEBOURG.

FINISTÈRE : unité de candidature de la majorité présidentielle sauf à Quimper

Vingt-cinq cantons sur quarante-huit sont renouvelables et parmi eux ceux de trois députés U.D.R., conseillers généraux, MM. Bécard (Quimper), Benoit (Brest 3), Guernier (Douarnenez) ; et ceux de trois sénateurs de l'Union centriste, MM. André Colin, président du conseil général (Quessant), Orvoën (Pont-Aven) et Le Jeune (Châteaulin).

Mme Plouz, conseiller général du Faou, ancien député U.D.R. et ancien secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, ne se représente pas, et son siège est brigué par M. Jean Crenn, député U.D.R. de la 6^e circonscription. De même M. Prat, conseiller sortant de Morlaix qui était l'unique représentant du P.S.U. dans l'assemblée départementale, renonce à son

siège. Le candidat du P.S.U. sera M. Morzin, adjoint au maire. Le P.C. et le P.S. sont présents dans tous les cantons renouvelables. Les formations de la majorité présidentielle, absentes dans deux cantons (de Huelgoat et Sizil) dont les sièges sont détenus par la gauche, ont réalisé l'unité des candidatures dès le premier tour dans tous les autres cantons, sauf à Quimper où aura lieu une primaire.

Les « mouvements régionalistes » ne présentent que quatre candidats : trois Union démocratique bretonne, à Brest 3, Morlaix, Huelgoat ; et un candidat de Strollan ar vro (« le parti du pays », dont le sigle SAV signifie : « debout », à Châteauneuf-du-Faou.

M. Peyrefitte : la « présidentialisation » contribue à la crispation

M. Alain Peyrefitte, ancien ministre, qui vient d'être chargé de présider un comité d'études sur la violence, indique, dans une interview au *Républicain lorrain*, samedi 28 février, qu'il s'interdit de « participer aux controverses politiques » pendant le délai d'un an imparti aux travaux de ce comité. Il ajoute : « Je crois que, pour parvenir à la décrispation de la vie nationale, que M. Giscard d'Estaing souhaite juste titre, il convient que les « tensions » obliques à plus de bonhomie. J'estime en outre que l'esprit de notre régime implique une nette séparation

entre le niveau présidentiel, d'une part, et le niveau gouvernemental et parlementaire, de l'autre. Notre Constitution met le chef de l'Etat à l'abri d'un retour aux troupes de chrysanthèmes. Mais ça ne veut pas dire qu'il doive se confondre avec un chef du gouvernement. Les grandes orientations sont du domaine du président, mais pas la politique de tous les jours, qui est totalement controversée. Par exemple, les questions économiques et financières. Je crois que la présidentialisation contribue précisément à provoquer cette crispation... »

CHARENTE : deux socialistes s'affrontent à Mansle

Seize cantons sont renouvelables sur trente-trois. L'opposition, minoritaire, ne dispose que de dix sièges. M. Ange Molard, maire de La Couronne et conseiller général sortant (P.S.), affronte son adjoint, M. Guinaudeau (P.C.). Dans le canton de Mansle, dont le conseiller sortant est un radical valoisien, M. Alexandre Martin, deux candidats socialistes s'opposent, l'un, M. Gaston Bernard, a reçu l'investiture du parti, l'autre, M. Marcel Chautaud, estime avoir une présence sur le

candidat officiel du fait de l'ancienneté de son appartenance au P.S.

● Hauts-de-Seine. — M. Jean-Luc Bruneau, candidat sans étiquette aux prochaines élections cantonales à Sèvres, nous prie de préciser qu'il n'y a pas eu d'élection triangulaire au second tour des municipales de mars 1971, sa liste s'étant officiellement retirée au profit de celle conduite par M. Fosset.

RTL

cantonales

chaque soir à 18h30

6 conversations-éclair sur l'essentiel

dimanche

Jacques Chirac

lundi

Robert Fabre

mardi

Jacques Dominati

mercredi

François Mitterrand

jeudi

Georges Marchais

vendredi

Jean Lecanuet

chaque matin à 8 h 45

récit de 6 batailles indécises

lundi Châtelleraut

Pierre Abelin contre Edith Cresson

mardi Côtes du Nord

la succession de René Pleven

mercredi Territoire de Belfort

J.-P. Chevènement contre Jean Bailly

jeudi Puy de Dôme

le département de Giscard basculera-t-il à gauche ?

vendredi Lyon

le retour d'Edouard Charret contre Charles Béraudier

samedi Val de Marne

les communistes à l'assaut des nouveaux cantons

Paris, le 27 février 1976

L'ASSOCIATION DES PEUPLES DE FRANCE ET DU TIERS-MONDE COMMUNIQUE :

Les nouvelles, qui nous arrivent du Caire, confirment ce que les milieux bien informés des affaires du monde ont signalé, notamment qu'un complot inspiré par l'impérialisme américain et encouragé, quel qu'il soit, par les services secrets de l'Egypte, est en cours pour éliminer et spolier par des mensonges le nom prestigieux de Gamal Abdel Nasser, libérateur de l'Egypte et symbole honore de la Nation arabe tout entière. Si ce complot réussit, cette campagne, qui constitue une trahison contre l'indépendance et la dignité de la Nation arabe, ont déjà paru dans la presse mondiale.

L'ASSOCIATION DES PEUPLES DE FRANCE ET DU TIERS-MONDE, en exprimant sa vive indignation contre ces manœuvres au profit de l'impérialisme, constate ce fait déjà enregistré par l'histoire, que, sous Nasser, le sol égyptien a été libéré de toute mainmise et domination étrangères, tandis que sous Sadate, la C.I.A. avec ses solitaires experts proutiens, outre au dictat de Kéïf, avec ses solitaires experts proutiens, outre au dictat de Kéïf, a pu s'implanter de nouveau officiellement en Egypte.

En rendant hommage aux grandes personnalités historiques de l'Orient et de l'Occident, qui, par leur exemple et leur combat pour la dignité de l'homme et l'indépendance des peuples, ont pu chasser le sort de l'histoire et dont les noms prestigieux s'appellent : Gandhi de l'Inde, Moukadeb de l'Iraq, Nasser de l'Egypte, de Gaulle de la France, nous estimons traduire les sentiments et les aspirations des peuples du monde entier qui continuent la lutte pour leur dignité et leur indépendance.

En méditant dans le calme de la nuit, on croit entendre d'autrefois la voix du Général de Gaulle, porte-parole de ces grands disparus qui, inspirés de Victor Hugo, s'adressent aux peuples du monde :

« Indigne-toi, grand peuple, O Nation suprême, Tu n'as de quel cœur tendre et fier : le Caire... »

Etiennne RAUN, Président de l'Association, 94, boulevard de Courcelles, 75017 PARIS - Tél. : 766-40-47.

سكنا لال اصل

SOCIÉTÉ

LA PROSTITUTION DE TRANSEXUELS

Un médecin marseillais est accusé d'avoir prescrit à un mineur des injections massives d'hormones féminisantes

De notre correspondant

Marseille. — Mme Monique Marbelly, 40 ans, a ouvert, le 25 février (le Monde du 23 février), une information après la plainte déposée le 4 octobre 1975 par la mère d'un mineur âgé de seize ans, qui se prostituait en se traquant. Celle-ci accuse un médecin généraliste marseillais, le docteur Elise Salem, d'avoir délivré à son fils Jean-Louis, alors âgé de quinze ans, des ordonnances prescrivant des injections massives d'hormones féminisantes destinées à le féminiser, son corps.

Aussitôt, M. André Fraticelli, 42 ans, qui la mère du mineur avait confié ses intérêts, se constituait partie civile pour engager l'action publique en vertu de l'article 312 du code pénal, qui punit de celui qui aura occasionné à autrui une infirmité ou incapacité, en lui administrant volontairement et de quelque manière que ce soit des substances qui, sans être de nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé, d'une peine de cinq à dix ans et si la maladie ou l'incapacité de travail a duré plus de vingt jours. Est-ce le cas de Jean-Louis ? A cause du « traitement » du docteur Salem, a-t-il subi une transformation physique irréversible ? Il est actuellement hospitalisé au C.H.U. de la Timone, à Marseille, car les injections d'hormones provoquent de tels bouleversements psychologiques et physiologiques qu'elles s'accompagnent d'administrations de tranquillisants, et ceux-ci ont altéré la santé du jeune garçon.

Un certain nombre de questions se posent à la lecture d'une enquête qui n'est qu'à ses débuts et qui révèle des détails pour le moins étonnants. La plainte de la mère du mineur, qui habite Saint-Rémy, remonte au 5 octobre 1975. Jusqu'au 23 février 1976 elle n'avait connu aucune suite judiciaire. On peut donc être surpris de constater que n'a pas été moins de cent soixante-dix jours pour que le parquet désigne un magistrat afin d'instruire une plainte qui avait donné lieu à une enquête minutieuse de la police et à l'audition de plusieurs témoins.

L'enquête a permis d'établir

que Jean-Louis se prostituait depuis l'âge de douze ans. Sa mère a déclaré qu'elle ignorait tout des conditions, on se demande pourquoi Mme Marbelly, juge d'enquête à Marseille, avait fait plaquer, en septembre 1974, Jean-Louis au foyer du Cascaro, qui pratique une action en milieu ouvert, en faisant notamment des prostituées masculines et des travestis. La directrice du foyer vient d'être entendue à son tour par le juge d'instruction. Il semble qu'elle ait tenu, depuis très longtemps, en vain, d'attirer l'attention sur les conséquences dramatiques de ces transformations, notamment sur le suicide d'un autre travesti fréquentant le foyer.

En fait, la mère de Jean-Louis ne dépose plainte qu'après avoir été avertie par le responsable du foyer, et sur le témoignage d'un éducateur. En retrouvant son fils, la mère fut bouleversée par la transformation radicale qu'il avait subie.

Une filière ?

Sachant que depuis plusieurs mois Jean-Louis subissait des injections répétées et massives d'hormones féminines, la directrice du foyer avait, de son propre chef, tenté de persuader le docteur Salem de cesser ces prescriptions. Les certificats médicaux délivrés par des neuro-psychiatres ayant pu constater les ravages occasionnés sur les travestis se soumettant au traitement ont été versés au dossier. De plus, ayant alerté la directrice du foyer, l'enquête a été rendue en sa compagnie chez le médecin pour lui demander d'arrêter la délivrance des ordonnances en faveur de Jean-Louis.

L'interrogatoire par l'enquêteur, le docteur Elise Salem a reconnu avoir délivré des ordonnances à plusieurs travestis depuis 1971, mais a déclaré ignorer que, dans le cas de Jean-Louis, il s'agissait d'un mineur et assuré plus généralement qu'elle ne faisait que continuer des « imprégnations » déjà commencées par d'autres praticiens.

Le cas de Jean-Louis ne semble

pas être isolé. D'après les premiers éléments d'une enquête qui sera longue, et pour laquelle Mme Marbelly se prépare à déléguer plusieurs commissions rogatoires, il semble qu'une bonne dizaine de travestis (maîtres d'œuvre) aient subi des traitements tendant à les transformer en femmes. Plusieurs d'entre eux ont été examinés en juillet 1975 au centre de stérilité Mottet, qui pu constater les transformations produites. Alors que des doses de 5 milligrammes d'hormones féminines sont inoculées aux femmes ayant eu à subir une ablation gynécologique, l'un d'entre eux (qui s'est suicidé) avait reçu 120 milligrammes en une seule injection.

Enfin, et ce n'est pas l'aspect le moins important de cette affaire, les enquêteurs espèrent remonter une filière qui implique l'activité de certains médecins devant des ordonnances, de cabinets médicaux qui les ont examinés en connaissance de cause, d'établissements où sont pratiquées des interventions chirurgicales destinées à parfaire la féminisation corporelle et enfin de spécialistes du milieu — notamment des prostituées. Ce sont eux qui, au bout de la chaîne, sont chargés de recueillir les bénéfices que procure cette « marchandisation humaine », bénéfices d'autant plus importants qu'ils sont recherchés. On parle à présent de filières prenant en charge de jeunes prostituées pour en faire des transsexuels.

Les enquêteurs sont persuadés que le cas de Jean-Louis, pour être extrême, n'est pas isolé. Jusqu'à présent, les plaintes étaient restées isolées, les parents reculant devant l'ampleur d'un scandale qui risquait de compromettre la réputation de la profession médicale. Mais la prise de conscience tardive d'une mère qui a perdu son ancien époux s'est jointe à celle de l'entêtement d'un avocat pour que l'affaire soit révélée.

JEAN CONTRUCCI

ARMÉE

AÉRONAUTIQUE

Se voulant « un lien entre l'armée et la nation »

L'association Défense nouvelle accuse le P.C.F. et le CERES d'être des « partis antinationaux »

« Il n'y a pas de malaise dans l'armée, il y a ce que la subversion a créé par ses médias gauchistes ou bien-pensants », a déclaré, vendredi 27 février à Paris, M. Dédot du Puy-Montbrun, président de l'association Défense nouvelle, qui veut être un lien entre l'armée et la nation. Déclarant se situer « hors de toute politique », M. du Puy-Montbrun, qui s'est présenté comme un ancien officier supérieur parachutiste devenu journaliste et écrivain, a vigoureusement dénoncé « le mensonge propagandiste du parti communiste, du Centre d'études, de recherche et d'éducation socialistes (CERES) et des extrémistes gauchistes, qui sont des organisations antinationales ».

« Les jeunes utilisés par les communistes et la faction socialiste du CERES, a ajouté le président de Défense nouvelle, sont prêts à démolir leur propre société et notre civilisation chrétienne et européenne ». Devant deux cents personnes environ, parmi lesquelles des militaires en civil, des cadres de réserve et des directeurs de grandes sociétés qui ont, ensuite, pris la parole en annonçant leurs fonctions, M. du Puy-Montbrun a dénoncé « l'activité sournoise d'activistes techniques du désordre » et fustigé « le bolchevisme de 1917 qui est un système matériel, utopique, scientifique, destructeur, despotique et impérialiste, qui étend ses tentacules sur le monde ».

« Les comités de soldats élus sont la désagrégation de l'armée », a encore indiqué le président de Défense nouvelle. « Aussi longtemps que l'armée restera saine, qu'elle sera la loi nationale, tout soulèvement sanglant conduit par une minorité sera voué à l'échec. C'est pourquoi, des Français égarés ou récemment français, des militaires copieux par des fractions de partis politiques, essaient de détruire l'armée », a ajouté M. du Puy-Montbrun, qui a réclamé, aux applaudissements de l'assistance,

l'augmentation des crédits militaires.

Vice-président de l'association, M. François Klotz a dénoncé, de son côté, après avoir cité Ernest Renan, Maurice Barrès, Charles Peguy, le cardinal Jean Daniélou et MM. Michel Drak et Thierry Maulnier, « le masochisme des intellectuels et dévoyés », « le progressisme bourgeois des classes qui se croient dirigeantes » et « la pourriture actuelle de l'enseignement », « le goût du suicide de ces gogos, manipulés par le communisme, est exploité par la subversion ».

★ Défense nouvelle, 37, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris. Tél. 244-40-10. Le comité de patronage est notamment composé de : l'amiral Marc de Joybert ; M. Jean Charbonnet, professeur d'université ; André Decore, doyen de la faculté de droit de Lyon-III ; M. Deber, vice-président du conseil de Paris ; M. Daniel Dugue, directeur de l'Institut de statistique des unités ; M. Jacques Lafourcade, professeur de médecine ; et le colonel Paul Palliole. L'association a reçu un télégramme de soutien du ministre de la Défense.

LÉGÈRE DIMINUTION EN 1975 DES COMMANDES À L'ÉTRANGER

Les commandes enregistrées de l'étranger par l'industrie aéronautique française en 1975 ont atteint un total de 9 210 millions de francs, soit une diminution de l'ordre de 11,5 % par rapport aux commandes de 1974, qui s'élevaient à 10 423 millions de francs. Selon les spécialistes, cette diminution n'est pas très significative, dès lors que le montant des commandes de 1975 ne comprend pas l'évaluation de l'ordre de 1 500 millions de francs — du contrat entre la France et le Maroc sur la livraison d'avions Mirage F-1 dont le principe a été acquis à la fin de 1975 mais dont le règlement financier ne devrait intervenir qu'en 1976.

Parallèlement, les principaux matériels commandés, on peut citer la série des avions de combat Mirage-III, Mirage-5 et Mirage F-1, ainsi que l'Airbus, les avions d'affaires Mystère-10 et 20, les hélicoptères et les missiles tactiques.

On observe en revanche un accroissement régulier, depuis plusieurs années, des livraisons à l'exportation, ce qui traduit, d'après les spécialistes, l'évolution des échanges commerciaux avec l'étranger. En 1975, l'industrie aéronautique française a livré à l'étranger pour 6 970 millions de francs de matériels civils et militaires, contre 5 350 millions en 1974.



Iraqi airways

ANNONCE L'OUVERTURE
DE SA NOUVELLE AGENCE

144, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 - PARIS

TÉL. : 225-62-25 - 26

à compter du 26 février

RELIGION

CORRESPONDANCE

A propos de l'intercommunion

À la suite de l'article de M. Jean Guittou, sur l'intercommunion (le Monde du 29 janvier), le pasteur J. Bresch, de Colmar, nous écrit notamment : « Sur le ton du bon apôtre, M. Jean Guittou s'attaque à l'intercommunion que pratiquent de jeunes catholiques et protestants célébrant ensemble la même Eucharistie. »

Que se passe-t-il dans l'esprit de ces communistes ? Ils sont déçus que les rapprochements œcuméniques ne signifient pratiquement rien. Ils sont déçus de l'immobilisme des hommes d'Eglise, enfermés dans leur tradition et leurs habitudes, et qui ne voient pas l'attente des hommes. On connaît la multiplication des sectes : les Témoins de Jéhovah, le Christ de Montefiore, les Mormons, les disciples de Moon, le Mouvement charismatique et combien d'autres. C'est le signe que beaucoup d'hommes d'aujourd'hui sont ouverts et cherchent. Le monde visible ne leur suffit pas.

M. Guittou dénonce le dialogue entre les divers théologiens dans l'espoir d'aboutir à une entente à un « programme commun » comme il dit. Hélas ! la méthode est stérile et le mot du pasteur Marc Boegner est toujours vrai : « Ce qui empêche les Eglises de s'unir, c'est ce que chacune pense d'elle-même. » C'est l'orgueil, et il ne se laisse pas vaincre par les concubines ou le voit donc — il faut des actes qui jadis ont tout droit de l'évangile ou la vie divine ou le merveilleux.

On ne peut non plus rendre l'idée de l'hospitalité eucharistique. Un évêque, dans l'excitante intention de pratiquer un commencement d'ouverture, a autorisé dans son diocèse cette hospitalité eucharistique dans le cas, par exemple, où lors d'un mariage, mixte, célébré dans l'Eglise catholique, le conjoint protestant peut être invité à participer à la communion, et inversement. Mais les cas autorisés sont si rares qu'ils sont sans portée.

L'article de M. Guittou exprime aussi la crainte que de telles intercommunion ne risquent de créer une nouvelle Eglise. C'est un argument inventé pour faire peur. Lorsqu'on connaît ces groupes d'intercommunion, on sait qu'ils n'ont qu'un seul désir : se faire entendre de leur propre Eglise pour qu'elle change.

Le groupe d'intercommunion, réalisant leur vœu évangélique, y ont trouvé la possibilité de sortir des ornements et de créer, au sein, ils ont d'abord surpris, puis ont compris que c'est conforme à l'in-

stitution de la Sainte Cène et que, de surcroît, des communautés vivantes surgissent. Il y a quelques jours, dans une petite ville du Haut-Rhin, un groupe de jeunes protestants ont célébré avec leur pasteur l'Eucharistie à laquelle étaient joints un groupe de jeunes catholiques avec leur prêtre. La prochaine fois, ce sera l'inverse. Le résultat n'est pas une désagrégation de la paroisse, ce n'était pas une anticipation prématurée, mais une actualisation de la volonté unificatrice du Seigneur, une poussée en avant par l'animation nouvelle des paroisses.

L'œcuménisme, devenu officiel, s'est figé. Il faudra de nouveaux actes conformes à l'Evangile et à l'esprit du Seigneur, et de nouvelles espérances se réaliseront.

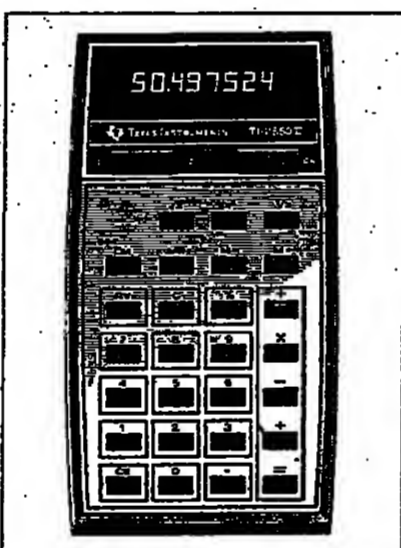
La réponse de M. Jean Guittou

Aux observations qui ont été présentées, M. Jean Guittou répond : « Voici, pour conclure, quel est mon sentiment. Revenons à l'essentiel. Nous sommes d'accord sur l'objectif ecuménique : diminuer les différences entre les Eglises afin d'avancer vers l'unité. Si nous différons, c'est sur les méthodes. Mes correspondants insistent sur l'importance d'acquiescer une communion eucharistique réciproque, signe d'amour, anticipation de l'unité. Mais que serait ce rite sans accord préalable sur la vérité religieuse que chaque confession recherche avant tout et qui est le motif profond des séparations ? La Réforme a rejeté la doctrine traditionnelle sur le sacerdoce, l'Eucharistie, la messe, le centre du culte catholique. Supprimer le problème résolu en favorisant l'intercommunion, c'est créer une équivoque, qui, dans chaque Eglise, suscitera une nouvelle séparation. La confusion du culte accentuera la division des esprits. Une union ambiguë retardera l'heure de l'union véritable. »

Le texte d'Examen auquel j'ai fait allusion est une lettre à Boniface Amerbach du 26 mars 1952. Examen n'admet pas que l'on pratique l'intercommunion entre gens qui n'ont pas la même foi : ce serait aller contre la conscience.

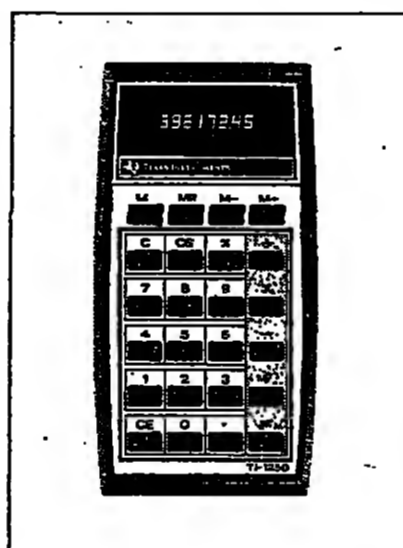
● RECTIFICATION. — Dans l'article de Henri Marrou « Le christianisme hier et aujourd'hui » (le Monde du 23 février, page 15) il fallait lire : « Le dossier d'aujourd'hui sur les chrétiens (et non les docteurs) et les grandes religions de l'Asie » aurait gagné à être précédé d'une évocation historique... »

Texas Instruments 3 valeurs sûres à des prix justes...



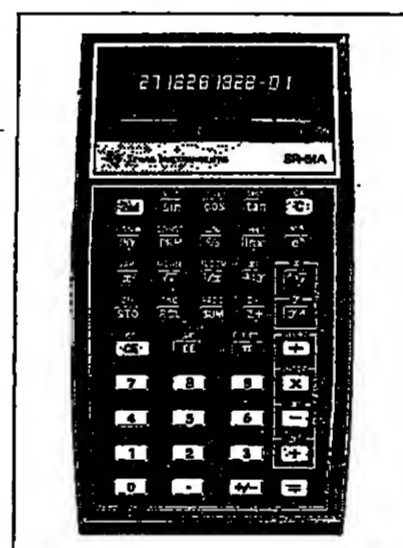
TI-2550 II 295^f (nc).

Pour les étudiants, les hommes d'affaires et tous ceux qui jonglent avec les chiffres, voici une toute nouvelle calculatrice Texas Instruments. Elle a une mémoire, une touche pourcentage et la constante automatique. De plus elle élève au carré, extrait les



TI-1250 99^f (nc).

Économique et portable, la TI-1250 fonctionne sur pile 9 V. Elle possède un système complet de mémoire, la constante automatique, calcule les pourcentages et effectue les 4 opérations arithmétiques de base. L'adaptateur secteur est disponible en option.



SR-51 A 680^f (nc).

Véritable calculatrice électronique professionnelle, elle calcule puissances, racines, inverses, factorielles, exponentielles, les fonctions trigonométriques et hyperboliques, les régressions linéaires, les variances, les arrangements et génère des suites de nombres aléatoires.

Statisticiens, ingénieurs ou étudiants, la SR 51 A est faite pour vous (elle a 3 mémoires, calcule sur 13 chiffres et en affiche 10).

... et 4 autres valeurs sûres.

- TI-1200 85^f (nc). 4 opérations. Touche %. Fonctionne sur pile 9 V (adaptateur secteur en option).
- SR-50 A 445^f (nc). Toutes les fonctions de la règle à calcul. Notation scientifique, mémoire. Livrée avec chargeur-adaptateur, housse de protection et manuel d'utilisation.
- TI-5050 895^f (nc). Calculatrice imprimante silencieuse et portable. 9 chiffres + symboles complets, repère de frappe. Livrée avec chargeur-adaptateur, housse de protection et manuel d'utilisation.
- NOUVEAU : SR-52 2 450^f (nc). Programmable par cartes magnétiques. Notation algébrique. 224 pas de programme. 20 registres mémoire indépendants. 9 niveaux de parenthèses. 10 touches-utilisateurs. 2 niveaux de sous-programmes. Adresse indirecte. La SR 52 est livrée avec bibliothèque de 18 programmes pré-enregistrés, manuel d'utilisation, 20 cartes programme vierges, housse de protection et chargeur-adaptateur.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

La Boursidière Bloc A - R.N. 186 - 92350 Le Plessis-Robinson - Tél. : 630.23.43
Pour la Belgique : Texas Instruments Belgium S.A. - 21, Avenue Édouard-Lacombe - 1040 Bruxelles - Tél. (02) 733.96.23

A l'origine des calculatrices électroniques, une invention de Texas Instruments : le premier circuit intégré.

ÉDUCATION

LA CONTESTATION ÉTUDIANTE

AMIENS : faire vivre une grève deux trains

De notre envoyé spécial

Amiens. — « En grève », c'est la phrase qui est devenue le refrain de la ville. Les étudiants, les enseignants, les chercheurs, les personnels administratifs, les ouvriers de la ville, ont tous décidé de faire vivre une grève deux trains. C'est-à-dire que les deux trains de la grève, celui des étudiants et celui des enseignants, se rejoignent et se soutiennent mutuellement. Les étudiants ont décidé de faire vivre une grève deux trains, c'est-à-dire que les deux trains de la grève, celui des étudiants et celui des enseignants, se rejoignent et se soutiennent mutuellement. Les étudiants ont décidé de faire vivre une grève deux trains, c'est-à-dire que les deux trains de la grève, celui des étudiants et celui des enseignants, se rejoignent et se soutiennent mutuellement.

craindre de retomber : même les enseignants, qui jugent cette attitude « irresponsable », comme le doyen de droit, s'y sont pliés. Mardi, les étudiants en sciences, isolés dans les anciens bâtiments du centre de la ville, ont à leur tour cessé les cours. Mercredi soir, les enseignants syndiqués, isolés dans les anciens bâtiments du centre de la ville, ont à leur tour cessé les cours. Mercredi soir, les enseignants syndiqués, isolés dans les anciens bâtiments du centre de la ville, ont à leur tour cessé les cours.

RENNES : un mouvement sans enthousiasme

pour une issue incertaine

De notre envoyée spéciale

Rennes. — Commencé au début du mois de février, la grève des étudiants en lettres de l'université de Haute-Bretagne (Rennes-II) s'est étendue progressivement à d'autres unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de l'université Rennes-I (sciences, philosophie, droit, sciences économiques, carrières sociales de l'institut universitaire de technologie). Mais alors que les étudiants en médecine se réunissent en assemblée générale lundi 1^{er} mars pour décider de l'opportunité de se joindre au mouvement, celui-ci montre un net essouffissement en lettres. Grève risquée ? Quelques professeurs le pensent. D'autres y voient une crainte réelle des étudiants devant la réforme du second cycle, le manque de débouchés et les risques de chômage.

SCIENCES

L'âge ingrat

(Suite de la première page.)

Quant aux nuisances, elles sont souvent oubliées de façon déloyale pour alimenter la prose de la société dite de « consommation ». Il est vrai, toutefois, qu'elles atteignent un niveau alarmant. Mais on dévalue violemment les esprits lorsqu'on impute ce danger à la science. Il s'est simplement passé que la société moderne, suivant une pente plutôt générale et démocratique, a voulu satisfaire aussi vite que possible les aspirations — légitimes — d'un nombre aussi grand que possible d'hommes jusqu'ici frustrés et qu'elle rendait — enfin — un peu prospères. Cela ne pouvait pas ne pas mener aux encombrements et aux pollutions, d'autant que le pari ne pouvait être tenu qu'en produisant au moins un peu plus vite que les besoins. Fallait-il ne pas fabriquer de voitures pendant les dernières quatre-vingt années, en attendant d'avoir un moteur électrique ?

Il s'agit donc typiquement d'une crise de croissance, pas du tout d'une erreur sur les finalités. Crise analogue à celle de l'« âge ingrat » chez les adolescents qui acquièrent la vigueur de l'adulte avant d'avoir son jugement. De même, la société a gonflé ses richesses avant de s'être donné les structures physiques et psychiques qui étaient nécessaires pour bien les accueillir. La violence encombrent les villes et durcit les cours, parce qu'elle s'est répandue avant que les villes et les cours se soient adaptés à la violence. Les marchandises consommables se multiplient alors que le tissu social n'est pas encore apte à les absorber harmonieusement. Ce déséquilibre inévitable, signe de mouvement, ne saurait se résorber en diminuant les marchandises. Il faut élargir le tissu. Seule une science et une technique encore plus poussées, embrassant aussi les problèmes, négatifs jusqu'ici, que posent les sciences, l'esthétique et l'organisation, pourra forger l'infrastructure matérielle et morale qui permettra aux hommes de produire et recevoir leurs nouvelles puissances en état de fête.

Le second grand reproche qu'on adresse à la science et à la technique est d'éduquer la vie jusqu'à la « robotiser », de nous rendre esclaves des machines et des disciplines, de stérifier les esprits et de dessécher les cœurs.

C'est un énorme contresens. Le savoir ne dévitalise pas la pensée, mais l'active. Comprendre n'empêche pas de sentir, au contraire, car le cerveau interprète et complète les perceptions. Aucun météorologue n'a jamais cessé de jouir, autant que tout poète, de la fraîcheur du vent sur ses joues. La mer ne cesse pas

d'être belle parce qu'on mesure sa houle. L'éducation traditionnelle ici est très coupable. Elle présente la science aussi austère et désincarnée que possible, comme une suite de théorèmes ou de lois sans attaches avec l'intuition, sans tenants clairs dans la réalité, sans aboutissements visibles dans notre quête, bref, comme un abracadabra de sorciers. Alors qu'elle est si profondément et si spécifiquement humaine, avec ses ouvertures exaltantes sur les mystères de la nature, sur l'enchantement des spéculations, sur les défis de l'entreprise. On fait croire ainsi aux jeunes que l'exercice de la raison est incompatible avec la sagesse de la vie, alors qu'il la stimule ; que la poursuite de la vérité reboutique l'horizon de l'art et de la sensation, alors qu'elle l'élargit ; que les engins techniques de plus en plus puissants nous déshumanisent, alors qu'ils nous surhumanisent.

Si on enseignait intelligemment la science et la technique, on ferait voir que leur sève est riche de tous les puits de la terre, qu'elles constituent la plus grande aventure de l'homme, faite de curiosité pour les phénomènes, de discipline dans la recherche, de courage pendant l'essai, de responsabilité devant le résultat, d'imagination au seuil de l'inconnu, d'honnêteté envers le connu.

En outre, il suffit de jeter un regard sans préjugé sur l'histoire pour voir que c'est la pauvreté qui rend les hommes grégaires et somnolents, et que c'est la disposition de moyens tendus pour agir et jouir qui les rend, au contraire, divers et créatifs. Parce que la technique diffuse en grand un même arsenal d'outils culturels (radio, cinéma, disques, photos, etc.) on croit superficiellement que la culture se standardise et se « masse », alors que la puissance de ces outils permet de composer d'innombrables symphonies différentes, propres à satisfaire toutes les tendances élitaires qui habitent les individus. Les hommes devinent plus — et non moins — originaux à partir du jour où ils purent tous lire les mots issus des petits papiers uniformes de Gutenberg. Ce n'est que depuis qu'ils ont des tracteurs que les paysans ont cessé d'être des machines à sauer et qu'ils redressent l'échine pour regarder le ciel, chacun de son oeil propre.

Les dangers de l'engouement pour l'irrationnel

Cette réaction moderne contre les œuvres de la raison et de la science ne doit pas être traitée comme un caprice mignon de la mode intellectuelle.

Elle est, en effet, la cause directe de la fuite de tant de jeunes vers les paradis artificiels de la drogue, de l'oisiveté, de la logomachie. Elle incite de plus en plus les chercheurs à se réfugier dans l'abstraction gratuite, ce qui retarde la modernisation de la France. Elle fausse la vue saine des graves problèmes écologiques, et conduit dans des impasses. Elle attise l'hostilité inconsiderée de nos contemporains envers l'industrie et ses produits, même les plus éminemment utiles.

A plus grande profondeur, il y a pire. La démocratie est condamnée à une dégradation rapide si les esprits ne peuvent plus suivre les complexités croissantes de la vie moderne, de plus en plus chargée en technique. Qui maîtrise la raison culturelle la démographie. Qui s'enferme dans la démagogie tombe dans la violence. C'est un véritable drame, pour la cité, que de voir déserter l'école intellectuelle de la science à un moment où il est plus essentiel que jamais que les citoyens comprennent un spectre de plus en plus vaste de faits naturels, techniques et sociaux, ainsi que les modes de pensée efficaces. Ajoutons que la culture du jargonisme spontané, qu'on décore des splendeurs refusées à la raison, conduit tout droit au règne de la violence. Une société qui ne prise pas la science ne saurait être libérale, cultivée et tolérante.

Au total, la science et la poésie sont sœurs et illuminent conjointement les rapports de l'homme avec les choses. Par l'enquête raisonnée de la science, les choses livrent leurs secrets à l'homme. Par les raccourcis émoionnants de la poésie, l'homme voue son âme aux choses. Les deux sources de vie sont également belles, également nécessaires. Que l'une chasse l'autre, et nous sommes du bois sec, bientôt abattu par la hache du barbare.

Si on ne concilie pas enfin les deux cultures, littéraires et scientifiques, si le divorce s'aggrave entre la science et les esprits de ce temps, si de ce fait la science et la technique se mettent à déprimer, alors ce n'est pas le bonheur champêtre que nous nous préparons, c'est le sac de Rome.

EDOUARD LABIN.

Pas nous...

Tout cela a contribué à créer un climat « revendicatif ». Mais plus fortement encore, une crainte tenace même les enseignants les moins engagés. Une phrase revient comme un leitmotiv : « Les formations de deuxième cycle, les grandes universités en auront de toute façon. Pas nous. » De création récente, peu liée à l'environnement « économique et social », dans une zone où la proximité de Paris aspire à tout, l'université de Picardie (neuf mille étudiants) n'a pas encore réussi à « décoller ». Or, déjà, quelque chose se dégageait en médecine et en psychologie, les effectifs augmentant que dans des secteurs « marginaux » (capacité en droit, les plus pléthoriques, au contraire, les deuxièmes cycles de lettres et de sciences se dépeuplent. En mathématiques, on a déjà supprimé des cours : les philosophes sont à leur tour menacés par la fonte des effectifs : c'est pour leur prêter main-forte que M. Louis Althusser est venu lui soutenir sa thèse le 28 juin dernier. Tout le monde se sent atteint, dans sa carrière ou sa discipline.

Ces craintes trouvent un écho chez les étudiants. Beaucoup redoutent de voir les deuxièmes cycles se former devant eux. Souvent d'origine modeste, ils hâteraient à poursuivre des études dans une autre université, plus lointaine et plus grande, comme l'INE ou Paris-Amiens était un cadre plus restreint, un peu plus familial : « On risquait moins d'y être un simple numéro. »

La création des centres de formation des professeurs vient renforcer les inquiétudes : que deviendront ceux qui n'y seront pas admis ? Ceux qui n'ont pas le goût de l'enseignement ou qui n'ont pas de « ses présenter en sein trois fois au CAPES » et pensent à glisser vers le droit ou l'économie pour tenter des concours administratifs, seront-ils, au contraire, « enfermés » dans leurs études actuelles ?

Le mouvement durera-t-il ? Pour l'instant, les grévistes affichent la satisfaction. La démission, prise par le conseil de l'université, de suspensions des professeurs parisiens et de « geler » le contrôle continu les a libérés de toute

M. RAYMOND POLIN EST LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE

M. Raymond Polin, professeur de philosophie morale et politique, a été élu, vendredi 27 février, président de l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV) en remplacement de M. Alphonse Dupront. M. Polin a été élu au premier tour par vingt-huit voix sur cinquante-quatre votants : M. Robert Garapon, directeur de l'unité littéraire française, et directeur du Syndicat national autonome des lettres et sciences humaines, a obtenu quinze voix ; il y a eu onze abstentions.

Né le 7 juillet 1910 à Briançon (Haute-Alpes), M. Raymond Polin a fait ses études secondaires à Evreux. Ancien élève de l'école normale supérieure, il est agrégé de philosophie (1934) et docteur en lettres (1940). Assistant à l'E.N.S. de 1933 à 1938, il a été professeur dans l'enseignement secondaire à Lorient à Châteaufort et à Paris de 1938 à 1945. Maître de conférences puis professeur titulaire à la faculté des lettres de Lille de 1945 à 1961, il enseigne à la Sorbonne depuis 1961.

● Nouvelle grève dans les lycées techniques. — Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNE-S), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, annonce deux nouvelles journées de grève des professeurs techniques, professeurs techniques adjoints (P.T.A.), chefs de travaux et maîtres auxiliaires des lycées techniques le lundi 1^{er} mars et le jeudi 11 mars.

Essouffissement

Du côté des littéraires à l'université de Haute-Bretagne (campus de Villejean), les étudiants persistent, en revanche, à réclamer un conseil extraordinaire public et aussi, la présidence propose que le conseil reçoive une délégation étudiante. Toutefois, ce n'est pas sur les centres de formation des maîtres que les étudiants ont décidé de se prononcer, mais sur les dossiers d'habilitation prévus par la réforme du deuxième cycle. Les grévistes demandent que les professeurs s'engagent à ne jamais déposer de demande d'habilitation. « Une promesse impossible à donner », explique M. Michel Denis, le nouveau président de Rennes-II. Il y a beaucoup d'enseignants qui participent à l'inquiétude des étudiants, mais il n'est évidemment pas pensable que l'on fasse une telle promesse. Ils souhaitent que l'arrêté soit retiré, mais savent que ce n'est pas fait et qu'il faudra bien demander ces habilitations.

Ces enseignants sont ceux du Syndicat national de l'enseignement supérieur (Fédération de l'éducation nationale) — dont M. Denis fait lui-même partie — et du Syndicat des professeurs de l'éducation nationale (C.F.P.T.). Ils ont décidé de suspendre pour le moment l'élaboration des dossiers d'habilitation. Cela fait quatre semaines que le mouvement a été déclenché. Partis très vite avec un millier de grévistes, les commissions de section (commissions par U.E.R.) sont désertées, les A.G. ont du mal à mobiliser, les débats tournent en rond. Les grévistes sont las de discuter de la réforme, pessimisme commence à envahir les esprits : « Si les profs ne se décident pas, si au niveau

SPORTS

M. MAZEAUD : le parti socialiste ne s'intéresse pas au sport français

Après les récentes déclarations concernant le statut de l'athlète de haut niveau (le Monde du 24 février), M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a rappelé mercredi à Casen l'importance qu'il accorde au projet de loi sur le développement du sport adopté par le Parlement le 18 octobre dernier. Le secrétaire d'Etat aux sports a notamment déclaré : « Je ne suis pas sûr que le projet de loi sur le développement du sport, qui apporte dans deux de ses articles, une première solution au problème de l'athlète de haut niveau, a été voté par la majorité présente. Par contre, les socialistes l'ont repoussé. Ils n'ont jamais voté le budget de la jeunesse et des sports que je leur ai présenté, et qui est en constante évolution, même si l'on peut toujours dire que celle-ci est insuffisante. Quant au programme commun, qu'ils ont signé, j'ai le regret de dire que je n'y ai guère trouvé, dans les trente lignes consacrées au sport, la marque d'un quelconque intérêt pour une véritable politique du sport en France. »

D'un sport à l'autre...

ATHLETISME. — Le Français Guy Druet est devenu, le 27 février, à New-York, champion des Etats-Unis du 60 yards haies en salle, en 7 sec. devant les Américains Tom Hall et Willie Davenport, crédités du même temps.

BOXE. — Le Français Roland Cazenav est devenu champion d'Europe des poids super-plume le 27 février, à Saint-Nazaire, en battant le Belge Rudi Haack aux points en quinze reprises.

FOOTBALL. — Le premier match « aller » des sélections de finale de la Coupe de France a permis à Nice de s'imposer devant Bordeaux (2 à 0).

GYMNASTIQUE. — A l'issue des exercices imposés, l'équipe de France menée devant la Grande-Bretagne, par 265 à 245,25, dans

SPORTS

Après le succès de la qualification pour les Jeux olympiques

NATATION. — Au cours des championnats d'Australie, le jeune Stephen Holland a battu, en 15 min. 10 sec. 89, le record du monde du 1 500 mètres, qui appartenait à l'Américain Tom Shaw en 15 min. 20 sec. 31. Au passage, aux 800 mètres, Holland a amélioré la meilleure performance mondiale en 8 min. 6 sec. 27.

SKI. — Après avoir gagné le slalom géant des championnats de France, Danielle Debernard s'est imposée dans la descente, disputée à Montgenèvre, devant Jacqueline Rouzier et Michèle Jacot. Le slalom géant masculin, couru à Monestier, a été gagné par Philippe Barrozo, devant Alain Navillod et Patrice Ciprelli.

سكيا في الامم

Le Monde aujourd'hui

Opinion

LE VIOL DE PLYMOUTH

DEUX nouvelles ont paru récemment dans la presse, qu'on n'a pas jusqu'ici songé à mettre en rapport. Une cour d'appel française a décidé de renvoyer en cour d'assises (et non en correctionnelle) trois hommes accusés de viol. A Plymouth (Grande-Bretagne), un tribunal a condamné à de sévères peines de prison ferme quatre femmes accusées d'avoir violé un homme.

La première information manifeste un renversement de la tendance antérieure à l'indulgence et à la sous-qualification des faits. La seconde révèle qu'en France le problème n'est plus sans solution.

L'ensemble du sujet mérite d'être traité avec sérieux et situé correctement dans le temps. Le procès de la perpétration, l'existence de la contrainte, l'égalité proclamée des hommes et des femmes, la reconnaissance de la sexualité féminine lui donnent de nouveaux aspects. Essayons donc d'abord de l'envisager tel qu'il se présente en 1976.

Le professeur Lesaut, commentant à la radio la campagne féministe en faveur d'une répression plus sévère du viol, a estimé que cette question avait dû être soulevée en même temps que celle de l'avortement. On comprend le propos, si l'on se rappelle que dans le passé le viol a été souvent considéré en fonction de la naissance illégitime qu'il pouvait entraîner une conséquence inévitable. La diffusion de la contraception et la légalisation de l'avortement rendent cette préoccupation moins aiguë. Ne passons pas pour autant d'un extrême à l'autre. En France, le nombre des femmes perpétrant des viols est encore très faible, et un avortement,

même légal, peut provoquer un traumatisme.

Cependant, le présent annonce déjà l'avenir. On verra un jour la mise au point et peut-être l'emploi généralisé d'un moyen de contraception *a posteriori*. De même, le cas jugé à Plymouth, qui est encore exceptionnel, deviendra plus fréquent, et sans doute sera-t-il sévèrement sanctionné, car la participation de complices, qui a toujours été considérée comme une circonstance aggravante du viol, apparaît comme un élément constitutif presque nécessaire du viol commis sur l'homme.

Le législateur d'hier, soucieux du danger de conception, considérait un acte « contre nature » comme moins grave qu'un acte naturel. Aujourd'hui, l'association d'idées viol-conception s'est affaiblie et la notion d'acte « naturel » tend à s'élargir. Il en résulte que l'atteinte à la pudeur, comme le viol, se situe dans un éclairage différent. On attend une définition nouvelle, inspirée du souci de la dignité humaine plutôt que de la pudeur.

La justice d'hier n'attendait et ne rencontrait que des victimes féminines. Le femme était considérée comme physiquement plus faible. Ce n'est déjà plus vrai des « patrouilles » de Detroit et des spécialistes féminines du karaté d'un peu partout. Ce ne sera bientôt plus vrai, j'espère, des Françaises, que Mme Benoîte Groult exhorte justement à perdre leur réputation de passivité (1). On considérera aussi que la femme était plus séduisante. Une réédition en 1983 d'un manuel français de droit pénal dit encore que « les charmes de la femme sont naturellement plus attractifs que ceux de l'homme ». L'auteur (2) ajoute que les hommes n'ont pas de pu-

teur et ne peuvent donc pas être victimes d'un attentat contre celle-ci. De telles notions sont vouées à être remises en question. Le droit au plaisir actuellement invoqué par les mouvements féministes implique que les hommes ne sont pas moins « attractifs » que les femmes, et le genre d'attentat que le jugement de Plymouth vient de sanctionner est propre à créer chez eux un sentiment de pudeur.

Pour ce qui concerne le viol, une émission de la télévision britannique a permis, en 1975, de cerner assez bien l'état présent du débat. Les femmes violentes qu'on interrogeait paraissaient considérer que le scepticisme rencontré par leurs témoignages avait été pour elles aussi pénible que le viol lui-même. Dans une minorité de cas, une preuve certaine peut être apportée (notre ancien droit l'exigeait). Mais quand il s'agit plutôt pour le juge, comme c'est notre tradition récente, de se faire une intime conviction, l'indication est permise. Beaucoup de femmes ne déposent pas de plaintes et beaucoup d'autres ne violent pas leurs plaintes retenues. Ce serait une injustice absolue si toutes les plaintes, et même toutes les « intimes convictions » féminines, étaient justifiées. Le plus souvent, les hommes ne pensent pas qu'il en soit ainsi. L'émission de télévision britannique avait été suscitée par une proposition de loi exemptant de toute responsabilité le violeur persuadé d'avoir en affaire à une « victime » secrètement consentante. C'était caractéristique d'un sexisme.

(1) Le *Quotidien de Paris*, 5 février.
(2) Louis Lambert.

ALFRED FABRE-LUCE.

(Lire la suite page 16.)

Famille

AU VOLEUR !

À la fin de la journée, le père, homme d'affaires lissé, met les pieds sur son bureau et, se renversant en arrière, appelle sa petite famille au téléphone. Il tombe sur son garçon de six ans.

« J'ai trouvé 30 francs à l'école, crie celui-ci. — Bravo ! 30 francs nouveaux ? (Question stupide et démodée.) — 30 francs, réplique le garçon. — Des pièces ou des billets ? dit le père, soudain excité. — C'est trois billets de 10 francs, dit le garçon. Ils étaient dans une flaque d'eau, à la récréation. Je vois les gardes. »

Le père reprend son fils et dit : « Tu sais, il va falloir que tu les rendes. »

— Non.

— Ils ne sont pas à toi.

— C'est moi qui les ai trouvés.

La voix du garçon change. Il est à la fois furieux et tout près de pleurer. Il demande si on ne l'a pas traité pas ce genre d'affaire au téléphone.

« Bon, écoute. Je vais bientôt rentrer un verre ça tout à l'heure. »

Et en voiture, sur le chemin du retour, le père se demande tellement comment il faut s'y prendre qu'il brûle galement un feu rouge.

À la maison, le garçon dessine sagement, à plat ventre sur le tapis. Le regard qu'il jette à son père est plus circospect que d'habitude. Le père s'assoit sur le lit et le plus gentiment du monde demande à voir les billets. Il les regarde, les trois billets sont là, dans sa poche. Le garçon, tout en parlant, sort le livre de géographie et l'ouvre à la première page. Les trois billets sont là, dans sa poche, mais encore humides de la flaque d'eau. Le garçon reforme aussitôt le livre.

« Ça fait beaucoup d'argent, dit le père. — Je la garde », dit le fils, qui a toujours mis l'argent au fémi-

— Est-ce que tu as montré les billets aux autres garçons de la classe ?

— Non. Seulement à mes amis.

— Qu'est-ce qu'ils ont dit ?

— Rien, ils ont regardé. Mais j'ai montré le bout, pas tout.

— Pourquoi le bout ?

— Pour qu'ils n'y touchent pas. Je les cachais dans ma main. »

Le père pense que le fils est prudent, c'est une qualité comme une autre.

« Ce qui est embêtant, dit le père, c'est qu'en ce moment, un petit garçon de l'école, peut-être un de ta classe, a perdu ces billets et son papa est en train de l'attraper, et il pleure, le pauvre, ou bien c'est la maman d'un d'eux, peut-être un de tes copains qui les avait dans son sac et qui... »

— Ou c'est peut-être un professeur.

— C'est ça, un professeur. Bon, enfin tu vois, ça n'est pas si simple, et celui qui l'a perdu va venir voir la directrice pour lui demander si on ne l'a pas retrouvé. Il est même sûr d'avoir déjà vu. Est-ce que tu comprends ?

— Oui.

— C'est pour ça qu'il faut le rendre.

— Non. Je la garde, un point c'est tout. »

La mère arrive et le père passe le relais avec soulagement. La mère cajole, embrasse, prend contre son cœur, caresse les cheveux, promet une petite voiture, tout en développant la même argumentation. Et le fils éclate finalement en sanglots, tout en confirmant dix fois sa décision, à celle qui les aura réclamés, que cette somme énor-

me, lui précède l'enfer avant de se faire mettre à la porte par des parents soudain furieux.

Miracle, le lendemain matin, le garçon est tout à fait d'accord pour que les billets soient rendus à celui qui les aura réclamés, ajoutant : « Si la directrice demande pourquoi je les ai emportés à la maison, qu'est-ce que je dirai ? »

— Tu diras que tu ne saurais pas quoi en faire. D'accord ?

— D'accord. »

Et père et fils, main dans la main, entrent dans le bureau de la directrice, à l'ouverture de l'école. Madame, dit le père, un peu cérémonieux, Arnaud a trouvé hier soir trois billets de 10 francs dans la cour. Les voici. Je pense qu'on vous les a réclamés.

« Mais non, personne, dit la directrice en fourrant les billets dans un tiroir. Merci. Je vais en parler aux professeurs. »

— Ah ! », dit simplement le garçon, qui devient tout rouge. Mais il n'en dit pas plus. Il est devant la directrice. Il regarde ses pieds.

Et le père, après avoir posé la main ouverte sur la tête du fils, prend congé de la directrice et s'éloigne à grands pas, parce qu'il n'est plus très sûr en cet instant de sa figure de père.

OLIVIER RENAUDIN.

PLAISANCE

Tristesse d'un paradis

ON le dit, et c'est vrai. Avec ses baies jolies où charle la bonne brise, avec ses ports goudaillés de tamaris, avec ses rias où, sous la torche des pins, l'Atlantique vient amoureusement épouser la rivière, la Cornouaille est le paradis de la plaisance.

De Lorient jusqu'à Bénodet, j'ai parcouru le paradis, et j'ai trouvé, en cette saison, d'une poignante tristesse.

Serrés au long des quais et des passerelles, envahis dans les criques, amarrés aux corps morts, des navires par centaines attendent mélancoliquement les Pâques de la mer. Grands yachts ou simples dériveurs, grands cotres ou ketchs aristocratiques, les voiles qui tiennent sur l'amarrage et remuent leurs flancs au moindre clapot ; comme s'ils voulaient, impatients de l'attente, se lancer sur la mer. C'est partout la même chanson pleine de nostalgie. Je l'ai entendue à Doélan, Port-la-Forêt, Beg-Meil : « Laissez-nous partir », murmurent les bateaux entravés. La brise dans les haubans faisait un bruit de guller, lequel accompagnait la longue plainte de la plaisance. Plaisance orpheline pendant neuf mois de l'année. O beaux oiseaux marins ! Finie la joie des partances et des croisières. Les oiseaux vous ont abandonnés.

Inutile de s'interroger sur leur identité. Parlaient amoureux de la mer et de la Bretagne, lointains touristes initiés aux choses du yachting par le centre des Glénans, riches colonisateurs ou, le plus souvent, réels poètes des îles et des voiles, ces oiseaux éprouvent, beaucoup plus que les oiseaux qu'ils possèdent, les nécessités migratoires !

Le mot plaisance est un mot délicieux. Il signifie « plaisir ». Et à revêtir cette admirable côte cornouaillaise, on découvre que tout a été fait pour l'agrément des plaisanciers. Les appartements et les postes d'amarrage se sont multipliés dans les eaux des ports et des abris. Au point que l'on peut se demander s'il n'y a pas eu un transfert des priorités dans la mise en valeur d'un littoral depuis toujours voué à la pêche. Le spectacle des chalutiers désarmés, voiles qui font plus mal que celui des yachts à l'hivernage, dans de mer en chômage, équipages désemparés, proues immobiles barbotées de barbelés de rouille, on connaît ça à Concarneau et à Lorient. Et la fin de mois des cotillades... Ah ! pourquoi faut-il que la vie, toujours, déserte nos pays ?

Tout de même, beaux navires de plaisance, je vous nomme mouettes, cormorans, albatros. Beaux navires, superbes inventions humaines, enfants fabuleux de la vague et du vent, quand donc émergerez-vous de la galère de Cornouaille qui fleurit bon la carême et la bruyère ? Là, aujourd'hui, assés bés dans les haves multiples, vous êtes comme un collier de perles passé à la gorge de la Bretagne. Bretagne mère, jeune mère et souveraine des mers.

Le temps viendra. Il y aura ce moment paradisiaque où l'oiseleur retrouvera l'oiseau fidèle dans le soleil, où il branchera son poste sur Radio-Conquet, jarguera les amarres, souvrera la grand-voile et, à l'annure de son navire, sentira frémir l'âme des vents sur la coque qui navigue. Et les bateaux, sur les bales, seront fleurs de lotus sur une Amérique gentiment japonaise...

En attendant, flotilles, reposez. Voici venir les mois noirs des plus furieuses tempêtes.

XAVIER GRALL.

Au fil de la semaine

LA tempête justicière qui vient de secouer, une fois de plus, la France semble s'apaiser, au moins pour un temps. Cette séance d'exorcisme collectif qui exorcise le sang d'un meurtrier pour abolir le crime laisse dans la bouche un goût de cendres. Surtout quand les cris de mort sont d'abord poussés par certains de ceux, ministres et élus, moralistes et journalistes, qui devraient, au contraire, s'arc-bouter de toutes leurs forces pour faire prévaloir dans l'esprit public non la haine et la vengeance mais la confiance dans la justice. Ce sont là des moments, il faut bien le dire, où on n'est pas précisément fier de son pays.

Depassant l'occasion et oubliant, s'il se peut, l'actualité, c'est peut-être, à la faveur de l'émotion ressentie, l'occasion de s'interroger sur le fond des choses. Plus exactement de se poser deux ou trois questions très simples, celles-ci par exemple : nos lois et nos coutumes sont-elles, en matière de répression du crime, adaptées à l'époque et ne sont-elles pas de nature à attiser les flammes de la vindicte populaire ? Comment peuvent agir les pouvoirs publics en présence de certaines formes de violence, de crimes particulièrement affreux ? Les controverses qui tournent autour d'une seule donnée, la peine de mort, ne masquent-elles pas d'autres aspects tout aussi graves et préoccupants de la lutte contre la criminalité ?

Il y a eu, semble-t-il, soixante-deux exécutions capitales pour crimes de droit commun en France depuis 1950, soixante-deux condamnés à mort auxquels la grâce présidentielle a été refusée et qui ont été guillotines. Mais la courbe est fortement décroissante : pour les huit premières de ces années (1950 à 1957), quarante-quatre exécutions ; dans les huit années suivantes (1958 à 1965), douze ; au cours des huit dernières (1966 à 1973), six (1). C'est dire que, n'en déplaise aux partisans de la peine capitale, la sensibilité de l'opinion évolue puisque les gouvernements et les juges ne font guère, dans ce domaine comme dans bien d'autres, qu'enregistrer, dans leurs décisions, les changements déjà intervenus dans les esprits. Peut-on penser que le mouvement va se poursuivre et qu'on en arrivera, comme c'est le cas en Belgique depuis 1917, à une abolition de fait sans qu'il soit nécessaire de modifier la loi ?

On ne reprendra pas ici les éléments d'une controverse où tous les arguments ont été si souvent ressassés qu'ils ne peuvent plus convaincre personne dans un sens ou dans l'autre. Sous le titre « Assez de pitié pour les monstres ! », M. René Barjavel écrivait la semaine passée (2) : « La société ! La société ! La société ! Combien de fois n'avons-nous pas lu et entendu ce mot depuis quelques jours ?... Et bien oui, la société est coupable : elle est coupable de pitié ! ». Très bien. A la guillotine, et tout de suite. Mais alors, il faut aller jusqu'au bout.

Puisque la grande, la seule justification de la peine de mort, c'est son effet dissuasif, c'est l'exemplarité, pourquoi dissimuler honteusement l'exécution dans le petit matin gris d'une cour de prison ? Que la guillotine fonctionne au grand jour, que la cérémonie reçoive toute la publicité nécessaire afin de jouer pleinement le rôle éducatif qui lui est prêt. La diffusion du meurtre légal par la télévision permettra de regarder, en face l'exemple ainsi donné. Et ce spectacle aura du succès puisque la France demeure, avec l'Espagne, le dernier pays d'Europe occidentale où la peine capitale continue d'être appliquée.

La grâce présidentielle pose d'autres problèmes. Elle en pose d'abord à celui qui porte cette terrible responsabilité, et nombreux sont les présidents de la République qui ont gémé très haut du poids de ce fardeau, écrasant en effet. Georges Pompidou avait eu à ce sujet des phrases éloquentes et définitives. Jusqu'au jour où il a dû céder à son tour et, après trois ans de mandat, se résoudre à envoyer à l'échafaud Buffet, le meurtrier de Clairvaux, et son complice Bontems, sous la pression de l'administration pénitentiaire.

Le président décide en son âme et conscience, on veut le croire. Mais peut-il décider en toute liberté d'esprit, en toute indépendance ? Certainement pas. La comme ailleurs, il est le dépositaire de la majorité électorale, le garant du bon fonctionnement de l'Etat. Ce n'est pas un homme qui statue comme une sorte de prophète inspiré

LA MORT ET LA GRACE

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

recevant la lumière du Très Haut et s'aidant des seules règles morales. C'est le chef de l'appareil policier et judiciaire, comptable de l'ordre public devant ceux qui l'ont élu et même ceux qui n'ont pas voté pour lui, c'est le leader de la majorité qui doit veiller que veille suivre ses troupes, c'est le personnage politique et lui seul. Georges Pompidou n'avait-il pas éprouvé le besoin, dans l'affaire que l'on vient de rappeler, de se faire cautionner deux jours avant la double exécution par un sondage d'opinion ?

Que l'exercice de ce pouvoir solitaire soit douloureux, on n'en doute pas. Que l'indignation de ce « dernier recours » fautive parfois le verdict des jurés d'assises qui se disent qu'ils ont tout fait pour exprimer un vœu en prononçant la peine de mort, on le voit bien. Mais alors pourquoi ne pas retirer à l'homme seul la charge qui l'écrase, pourquoi ne pas mettre le droit de grâce à l'abri des pressions de toutes sortes et d'abord des incitations de l'opinion, pourquoi laisser toutes les responsabilités à un monarque en l'espèce absolu, maître de la vie et de la mort ?

Puisque de déposer leur projet de suppression de la peine de mort au début de chaque législature pour n'être plus poursuivis (puisque n'y a eu sur ce thème aucun débat de fond au Parlement français depuis 1908), les abolitionnistes seraient mieux inspirés de s'en prendre au droit de grâce, dans un premier temps tout au moins. Non certes pour le supprimer, mais pour le confier à une instance bien composée, un « conseil des sages » de sept, neuf ou onze membres choisis de façon à échapper aux aléas de la politique. La responsabilité s'en trouverait diluée ; les pressions aussi et la courbe des exécutions, déjà fortement descendante, tendrait vite vers zéro.

Ce n'est pas tout. Ce débat sur la peine de mort, qui reprend à chaque séance, n'est pas sur un sujet d'opinion : il met en jeu un principe et il pose un problème bien réel. Cependant il concerne, en définitive, un très petit nombre de cas exceptionnels dans l'horreur ou l'objection. Ainsi il masque et fait oublier des situations moins spectaculaires, infiniment plus répandues et, somme toute, d'une gravité très comparable.

Les prises d'otages : quelle que soit la doctrine mise en œuvre par les responsables de l'ordre public — encore qu'on puisse se demander s'il faut vraiment avoir, en pareille matière, une doctrine rigide, — il importe avant tout de ne pas perdre de vue quelques simples vérités. Par exemple que la vie d'un enfant n'a pas de prix et qu'il n'y a aucune rançon au monde qui ne doive être payée, et sur-le-champ, pour tenter de la sauver (comme l'a compris la police dans l'affaire Mérieux contre l'avis même du ministère de l'Intérieur). Ou encore que la volonté de décourager les auteurs d'enlèvement en faisant voir qu'ils paieront de leur vie la capture d'innocents, même si les otages doivent, eux aussi, périr, est plus facile à proclamer qu'à pratiquer. La preuve : on imagine facilement les cas — enlèvement de personnalités importantes ou de membres de leur famille — où tout serait fait pour sauver les otages, dût-on en passer par les conditions des ravisseurs ; et puis les affaires — et on l'a bien vu, hélas ! — où la priorité est donnée à la répression, fût-ce au prix de la vie des victimes.

Et puis il y a le reste, tout le reste, qu'un avocat, M^{re} Robert Badinter, après avoir rejeté ce qu'il nomme « la face cachée de la justice, la justice qui tue », exprime ainsi (3) : « La torture est un problème essentiel de ce temps, et on n'assiste pas à des débats sur la torture comme on assiste à des controverses sur la peine de mort... On ne fait pas de débats sur l'internement psychiatrique, ou très peu, on ne fait pas de débats sur l'internement arbitraire. Ils sont les vraies lèpres de notre temps, et je suis frappé de voir à quel point cela mobilise moins l'attention que le problème de la peine de mort. »

(1) Ces chiffres sont avancés par Antoine Méréthacy, journaliste, dans un tout récent ouvrage qui est en fait contre la peine de mort, *Tuer les hommes*, éd. Tétra, 156 p., 30 F.

(2) Dans le *Journal du Dimanche* du 22 février.

(3) Dans l'ouvrage d'Antoine Méréthacy, déjà cité. M^{re} Badinter, qui fut l'un des avocats de Bontems, a d'autre part prononcé, dans son livre *Exécution* (Grasset, 1973), un terrible réquisitoire contre la peine de mort.

ETRANGER

Reflets du monde entier



Le budget Ford

« Comment un homme qui gagne 135 000 dollars par an (600 000 francs) après déduction d'impôt, peut-il n'avoir que 1 339 dollars (5 000 francs) sur son compte bancaire ? » C'est l'une des questions qui a été posée au président Gerald Ford lors de sa dernière conférence de presse à Washington, rapporte l'hebdomadaire TIME.

Le président a répondu : « Il doit payer la plupart des dépenses de ses quatre grands enfants et l'université pour trois d'entre eux (Susan, Steve et Mike). En outre, il achète pour chacun un bon d'Etat de 50 dollars et verse 100 dollars à une mutuelle chaque mois. Selon le secrétaire de presse du président, Mme Ford achète aussi ses vêtements sur la cassette de son époux, ainsi qu'environ 800 dollars par mois de produits alimentaires pour toute la famille. Les réceptions privées (y compris les heures supplémentaires payées aux domestiques de la Maison Blanche), les vacances, les assurances personnelles, les impôts et l'entretien de la Mustang 1971, des deux Jeeps, et des résidences secondaires de Virginia, du Colorado et du Michigan sont aussi à ajouter à ce que TIME appelle « un mode de vie » extrêmement confortable. »

24

Une armée vraiment populaire

Le quotidien de Lausanne, VINGT-QUATRE HEURES, rapporte cette information de Châteauneuf-d'Arce :

« L'armée suisse est-elle la seule armée véritablement populaire d'Europe, voire du monde ? C'est en tout cas la conviction profonde du colonel Matile qui avait organisé hier un défilé à Châteauneuf-d'Arce. Les deux mille hommes du régiment d'infanterie 5 et les quatre-vingt-dix chevaux du train ont reçu un accueil chaleureux de la population. »

« Populaire, notre armée ? A en juger par l'accueil des habitants du chef-lieu du Pays-d'Enhaut, cette affirmation du colonel Matile prend une dimension toute particulière. Quel enthousiasme, quelle animation dans les rues du village ! Il faut dire qu'une bonne partie des soldats et des officiers qui défilait étaient de la région, détail qui nous a valu d'entendre cette remarque : « Ils se sont tous bien conduits. »



Les passants de la place Wenceslas

« Le rythme de la vie quotidienne est réellement plus rapide dans une grande ville que dans une petite », écrit SUNDAY TIMES, qui analyse les travaux de deux chercheurs de l'Institut Max Planck, à Munich.

Marc et Helen Bornstein, écrit le quotidien anglais, ont fait leurs observations dans quinze localités de six pays (...). Les piétons les plus pressés étaient ceux de la place Wenceslas, à Prague, qui se déplaçaient à près de 6 mètres seconde. Les plus lents sont ceux d'Ilede, en Grèce, qui se contentent d'un peu plus de 2 mètres. Toutes les mesures prouvent que la vitesse s'accroît avec la taille de la cité.

« Les Bornstein pensent que la marche rapide est un comportement d'adaptation, destiné à minimiser les tensions de l'environnement. En d'autres termes, les habitants des grandes villes, bousculés dans des rues bondées, ébranlés dans les trains et les autobus, se pressent pour tenter d'échapper à des contacts encore plus désagréables. Les habitants des petites villes, au contraire, qui ne sont pas soumis aux mêmes tensions, les recherchent peut-être. »

U.S. News
& WORLD REPORT

Des épouses disparaissent...

Un nouveau phénomène social inquiète l'hebdomadaire U.S. NEWS AND WORLD REPORT : les fuites d'épouses. Le journal écrit :

« A travers tous les Etats-Unis, on trouve un nombre croissant d'épouses en fuite qui ont quitté mari, enfants, maison et responsabilités. Elles sont maintenant plus nombreuses que les maris manquants sur les listes de personnes recherchées dans les régions urbaines. »

« Une femme privée de New-York, spécialisée dans la recherche des personnes disparues, rapporte qu'en 1975 les épouses en fuite ont été presque deux fois plus nombreuses que les maris manquants, alors qu'en 1960 on recherchait trois cents maris pour une seule femme. »

« Qui sont ces femmes qui ont perdu tout sens de leurs responsabilités ? »

« L'épouse en fuite type appartient à une classe relativement aisée. Elle est mariée à dix-huit ou dix-neuf ans et a eu très tôt des enfants. Elle disparaît vers trente-cinq ans lorsqu'elle pense que les enfants sont capables de se débrouiller seuls. »



Les petits métiers en expansion

L'hebdomadaire d'Abidjan IVOIRE-DIMANCHE décrit un nouveau petit métier en pleine expansion : la librairie-par-terre.

« Aux abords de l'un des nos multiples cinémas de quartier, nous avons rencontré Tati Koffi Pierre, jeune Ivoirien de dix-huit ans qui exerce la fonction de « libraire par terre ». Avant un moment du cours d'initiation, il se traînait découragé quand l'un de ses copains Mossi l'a initié au boulot. Tous les matins, à partir de 7 heures, il s'installe aux abords du cinéma avec ses livres aussi divers que variés. »

« On y rencontre indifféremment des Nous Deux, des livres scolaires de mathématiques de système ou d'université, des romans, etc. »

« Quels sont les principaux clients de ces « libraires par terre » ? C'est évidemment très fluctuant. Mais, en moyenne, il s'agit de la clientèle d'affaires journalière d'une « librairie par terre ». C'est évidemment très fluctuant. Mais, en moyenne, il s'élève au moins à 500 francs C.F.A. par jour. Chiffre qui peut monter jusqu'à 1 500 quand ça marche vraiment (30 francs français). »

Lettre d'Auroville

La sagesse pour 1 000 roupies par mois



C'est toujours qu'une car-casse métallique sur laquelle une vingtaine de volontaires coulent du ciment à la cadence indienne. Tirée par un traile, une théière monte lentement vers le sommet de l'ouvrage pour la pause de 15 heures. Le Matrimandir, qui devait symboliser « l'âme d'Auroville », illustre plutôt la fin d'un rêve. Comment croire, quatre ans après le début des travaux, que ce monument deviendra un jour « une sphère dorée émergeant du cratère de la Terre, avec des sautes de méditation pour l'école des forces du futur ? »

La maquette de l'ouvrage est, paraît-il, la réplique d'une « vision de la Mère ». La mère, c'est Mira Alfassa, fille de banquiers d'origine égyptienne, née avec la nationalité française. Elle rencontre en 1914 Sri Aurobindo, nationaliste indien qui s'était réfugié dans le complot français de Pondicherry pour échapper à la police britannique. L'homme était aussi un mystique, auteur, entre autres ouvrages, d'une Synthèse du yoga, d'un essai sur le Cycle humain et d'un poème épique de vingt-huit mille vers. A sa mort, en 1950, Mira lui succéda à la tête de l'ashram de Pondicherry, sorte de « monastère », mais aussi entreprise prospère qui possède des terres, des immeubles et beaucoup de commerces auxquels sont associés des capitalistes indiens, exemptés d'impôts de ces activités.

EN 1964, le Sri Aurobindo, qui administrait l'ashram et les entreprises annexes, eut l'idée de bâtir, à une dizaine de kilomètres au nord-ouest de Pondicherry, une ville internationale de cinquante mille habitants, désignée « ordre » d'une nouvelle humanité. L'UNESCO s'intéressa au projet. Le 28 février 1968, jour de la fondation officielle de la ville, de la terre provenant de cent vingt pays fut scellée dans une urne. La cité, de forme concentrique, devait couvrir une surface de 4 000 hectares. Des pavillons devaient être construits par de nombreux Etats, huit au plus tard, seul celui de l'Inde, au demeurant modeste, a été commencé.

Réparties en petites communautés au nom évocateur — Fraternité, Aspiration, Promesse, Félicité, —

quatre cents personnes résident en permanence dans la cité. Sur 322 Aurovillais recensés récemment, un peu plus de la moitié ont entre vingt et quarante ans et on comptait en tout 87 Indiens, 58 Américains, 47 Français, 41 Allemands, puis des Australiens, des Canadiens et des Italiens.

Quelques privilégiés ont leur villa : les autres vivent dans des « huttes avec eau courante ». Ces constructions dispersées ne suffisent pas à créer un paysage urbain. En attendant les « véhicules publics sans échappement gazeux » prévus par la charte de la ville, l'autobus desservant Pondicherry emprunte les mauvaises pistes qui conduisent aux principales communautés. Entre celles-ci, des paysans qui commencent à désemparer de voir monter les prix de leurs terres, vivent toujours dans des villages très pauvres. Les Aurovillais les emploient parfois comme domestiques ou comme manutentionnaires sur leurs chantiers. Il y a aussi une fabrique de « jouets intelligents », une boulangerie qui n'utilise que de la farine « non traitée » et un atelier de montage de machines à travailler le cuir, considéré comme l'entreprise-pilote de la ville. Malgré son nom — « Toujours mieux » — cet atelier ne paraît pas connaître une activité fébrile.

UN Français — Guy, puisqu'il on ne s'appelle que par son prénom — fait travailler quelques adolescents indiens dans une fabrique de bâtonnets d'encens « garantis sans substances toxiques ». Un autre Français, agrégé de mathématiques, vient de monter une pompe solaire. Il est très admiré par Roger, soldat Américain d'une trentaine d'années. Ancien journaliste qui a « découvert la vanité de son job », celui-ci a maintenant fondé un périodique pour les Aurovillais : Sri Aurobindo's Action. Une machine à écrire et une raquette de tennis sont posées à côté d'une bibliothèque bien garnie, dans la ville qu'il vient de se faire construire ici avec sa femme.

Pris individuellement, ces hommes ne sont pas antipathiques. On ne peut que les écouter avec intérêt, aussi longtemps qu'ils parlent de l'aspect technique de leurs travaux. Il est plus difficile de les suivre quand ils commencent à évoquer l'exemple et l'enseignement de la Mère, dont le portrait est toujours placé en évidence sur leur table de chevet. Pourquoi, comment, être Aurovillais ? Une brochure, inspirée par les écrits de la Mère, nous l'explique :

« Auroville est pour ceux qui veulent une vie essentiellement divine, mais qui renoncent à toutes les religions... Nos agitateurs ont été croulés : elles rétorquent leur pous-sière... Nos patriotes nous écrasent, nos machines nous écrasent, nos écoles nous écrasent... C'est le temps d'autre chose, le temps du

Grand Sens. Le Grand Sens, le Vrai Sens, nous dit que l'homme n'est pas la fin. Ce n'est pas la triomphe de l'homme que nous voulons, pas l'amélioration du gnome intelligent. C'est un autre être sur la terre, une autre race parmi nous. Nous devons nous mettre au travail pour trouver le secret de la transition, le grand passage vers l'Etre nouveau, comme un jour nous avons trouvé le passage du singe à l'homme, et collaborer à notre propre évolution. »

Tous les Aurovillais prennent-ils cette littérature au sérieux ? Sans doute pas l'architecte parisien qui a dessiné les plans de certaines ouvrages ni les dirigeants de la State Bank of India qui ont ouvert une succursale dans la ville. Mais tous ceux chez lesquels, en creusant un peu, on découvre une secrète teneur d'ordre sentimental ou professionnel, se raccrochant à un « enseignement » suffisamment vague pour prêter à toutes les interprétations. Et puis, dit un Pondichérien, « à Auroville, vous pouvez vivre assez confortablement, sans soucis et sans efforts, avec 1 000 roupies (500 francs) par mois. Le gouvernement indien accorde le permis de séjour les yeux fermés aux personnes recommandées par l'ashram. Pour le prix d'une voiture dans son pays d'origine, l'Aurovillais peut s'offrir cinq ans au grand air, à la recherche de la sagesse. »

HALANSTERE en béton, Auroville hérite entre Fourier et le Club Méditerranée. Les filles qui reviennent d'Aurobach, la plage distante de quelques kilomètres, sur leur vélo à guidon haut, ne sont pas laides — enfin, pas toutes. Selon la volonté de la Mère, il n'y a pas de mariages à Auroville. Mais des enfants naissent, qu'aucun consulat n'enregistre. Ils jouent, en cinq ou six langues, dans l'« école sans contraintes » de la principale communauté.

En dehors d'un noyau de convaincus, qui affirment être installés ici jusqu'à leur mort, les Aurovillais ne sont finalement que des gens de passage. Parmi eux, il y a beaucoup d'étrangers qui « s'intéressent au projet », mais ne restent vivants à Pondicherry, où l'ashram possède de confortables résidences et où, à la longue, on s'ennuie moins.

En décembre dernier, un conflit a éclaté entre quelques Aurovillais et le Sri Aurobindo Society, accusée d'obtenir essentiellement à des préoccupations mercantiles depuis la mort de la Mère, en novembre 1973. Une communauté forte d'une soixantaine de personnes a réclamé « plus d'autonomie » pour la ville. Mais d'autres communautés se plaignent de n'avoir pas été consultées pour cette prise de po-

lition. Les contestataires, s'ils veulent sauver Auroville, devront faire vite. Près du Matrimandir, l'amphithéâtre prévu pour les débats publics au voisinage de la cité future, est déjà érodé par la pluie et le vent comme un vestige du passé.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Des classes de neige américaines en France

PARCE que les français étaient de moins en moins attirés par les Etats-Unis, M. André Girod, universitaire détaché dans le Middle-West par les services culturels de l'ambassade de France à Washington, eut une idée : faire envoyer dans notre pays des classes de fin d'études primaires et leurs instituteurs, pour participer à des classes de neige, avec des écoliers français.

« L'esprit d'enfants de dix à douze ans est encore vierge d'impressions extérieures, nous dit-il : d'autant que la plupart des jeunes Américains de cet âge n'ont pratiquement pas quitté leur ville d'origine : avec leurs maisons particulières entourées de jardins, leurs parcs, leurs centres de sports, les cités du Middle-West, infiniment plus étendues et aérées que les nôtres, connaissent d'autant moins nos migrations vacancières que le pique-nique du week-end y est de règle et que la durée des congés annuels accordés aux adultes est faible. Il n'existe aucune colonie de vacances, aucune classe de neige municipale, aucune aide financière en dehors des activités proprement scolaires. Le voyage et le séjour seraient donc entièrement à la charge des parents. La majorité de ceux qui inscriraient leurs enfants appartiendrait, certes, à des milieux aisés, capables d'exercer une influence. Mais pour ceux qui n'auraient pas les moyens, je connaissais la réaction américaine : se démenner pour obtenir des amis ou des commerçants du voisinage le vaticane nécessaire. »

Conscient de ces atouts virtuels, il fallut trois ans à M. André Girod pour convaincre à son tour parents, autorités municipales et scolaires. Mais, l'an dernier, en accord avec Versailles — choix astucieux — deux classes de Cedar-Rapids (Iowa) traversèrent l'Atlantique. Cette année, elles sont dix. Combien seront-elles l'an prochain, car une émulation se dessine entre les villes du Middle-West, en attendant les autres ?

Du côté américain, Springfield (Illinois), Cleveland (Ohio) (dont le maire, M. Park, est allé défendre Concordia à Washington...), ont suivi les traces de Cedar-Rapids dans des classes de neige de Versailles et de Sevrès, à Villeneuve-la-Salle, près de Sarre-Chévalier, de Neuilly-sur-Seine, à La Chapelle-d'Abondance, de Saint-Germain-en-Laye, à Istres, près de Saint-Véran. Le séjour fut précédé d'une préparation de six mois, avec échange de textes et de documents : il se prolongera naturellement de la même façon, en même temps que se manifesteront des liens d'amitié individuelle.

Les classes américaines et les classes françaises ont suivi parallèlement leurs programmes respectifs, à l'exception d'une demi-heure consacrée journalièrement à perfectionner les notions de français ou d'anglais données depuis le début de l'année scolaire. Mais, à table, dans les dortoirs, aux veillées, le bresage était systématiquement opéré.

A l'issue du séjour, après un voyage intentionnellement effectué de jour, en autocar, pour que la diversité de nos paysages puisse apparaître aux jeunes voyageurs, chaque Français amena un petit camarade américain passer quarante-huit heures dans sa famille.

On parle plus volontiers de coups d'éclat, par définition sans lendemain. Une telle action, en approfondissant, se perpétuant et s'élargissant d'année en année, ne veut-elle pas d'être, elle aussi, mise en lumière, sinon en vedette ?

PIERRE COULOMB.

Les souks marocains

DANS la pâle lumière de l'aube, des groupes d'hommes et de femmes descendent des montagnes. Peu à peu ces silhouettes blanches se regroupent et de longues files se forment sur les pistes, puis sur les routes. Tandis que le soleil monte dans le ciel et se fait plus chaud, des cohortes compactes de pèlerins de cavalliers juchés sur des mulets ou sautillant sur des ânes, apparaissent aux quatre coins de l'horizon et convergent en un flot serré. Des autocars bondés de passagers, des camions chargés à ras bord se fraient un passage à grands coups de klaxon. Tous, véhicules, bêtes et gens se dirigent vers un même point, à-bas dans la plaine, la vallée ou le bassin, vers cette ville fragile de toile blanche qui miroite et grossit d'heure en heure : le souk.

Au commencement de l'économie et des cités du Maroc était le souk, lieu privilégié de l'échange, pôle d'appel de campagnes et une réalité économique des plus importantes du pays. La migration périodique mobilise plus de trois millions de paysans dans les huit cent cinquante souks ou marchés ruraux qui se tiennent chaque semaine à travers le pays. Le défillement de couleurs et de lumière, les voix qui fusent et montent avec la poussière brune, la rencontre d'hommes et d'intérêts, donnent à ces agglomérations éphémères, et pourtant fixes, une vitalité que certains confondent avec un vestige folklorique entre le commerce et la fête.

Dans les pays du Maghreb où l'espace rural est de loin le plus

important, l'attraction des marchés a certes été plusieurs fois étudiée, mais rarement étudiée scientifiquement. Jean-François Troin, maître de conférences à l'université de Tours et ancien professeur de géographie à la faculté des lettres de Rabat, vient de publier la première étude d'ensemble sur les souks marocains (1). Cet ouvrage en deux volumes est le résultat de onze années de travail, dont six sur le terrain. Il a parcouru 60 000 km et visité (soit aussi) trois cent quatre-vingt-quatre souks dans la moitié nord du Maroc. « L'importance du phénomène, non étendue spatiale, la masse de gens et de produits drainés étaient, telles que nous avons dû limiter notre investigation à la moitié septentrionale du pays », écrit-il dans l'introduction. L'espace de recherche choisis intéresse 42,3 % de la population rurale marocaine et touche près de cinq millions de personnes. C'est pour éviter le survol général que J.-F. Troin s'est limité à cette région qui s'étend quand même sur plus de 110 000 km².

Avec ce travail passionnant, clair et d'une grande rigueur, l'auteur démonte dans un premier temps le mécanisme complexe d'un souk marocain et fait apparaître ses structures, tant spatiales que temporelles. Il décrit ensuite l'organisation des échanges et analyse les structures commerciales en indiquant leur répartition dans l'espace du nord du Maroc. Les facteurs d'implantation et d'évolution des marchés sont minutieusement analysés, ainsi que les liaisons

entre souks, les courants, les pôles d'action, etc. Phénomène complexe, les souks sont généralement agglomérations et de villes. C'est dans ce sens qu'une longue étude est consacrée à la dynamique des souks. « Un nouveau type d'habitat se répand à la périphérie des villes. Composés en conclusion les souks des différents pôles du tiers-monde, J.-F. Troin affirme que les souks marocains, qui sont « plus ruraux », mieux ancrés dans le monde des campagnes, indispensables à la clientèle campagnarde autant qu'au rayonnement des cités qu'ils appellent, bénéficient de la vitalité des structures rurales du pays, d'un certain « éclatement » régional.

Au moment où les supermarchés mécanisés et inhumains envahissent les villes, la lecture de cette étude remarquable qui touche, en plus de la géographie, aussi bien à l'histoire, à l'économie qu'à la sociologie, nous rappelle que les souks, dans leur folle et leur festivité commerciale, perpétuent le contact humain, l'échange de la parole et l'établissement de la confiance. C'est en outre un document de grande importance pour la connaissance sérieuse de la réalité marocaine.

TAMAR BEN JELLOUN.

(1) Les Souks marocains, marchés ruraux et organisation de l'espace dans la moitié nord du Maroc : « Connaissance du monde méditerranéen », éd. Edisud (La Calade, 13100 Aix-en-Provence) : ouvrage publié avec le concours du ministère de l'éducation et du C.N.R.S., col. L 508 pages ; vol. II (Atlas), 28 planches à 100 notices explicatives, 105 F (T.T.C.).

سوق الامل

LE SUPER-8 AU FESTIVAL DE MONTE-CARLO

Un regard « familial » sur la réalité française

PRÉSENTANT à la presse le Festival du film super-8, organisé par Antenne 2 à Monte-Carlo, dans le cadre du Festival International de télévision, Armand Jammot rappelle l'origine de cette manifestation et l'intérêt tout nouveau suscité par ce petit format. La « télévision du spectateur », comme on appelle le super-8 à Antenne 2, répond à la fois au désir de créer un plus large échange avec le public et à un besoin : après l'éclatement de l'O.R.T.F. et la naissance, entre autres, d'Antenne 2, on a pris la décision de faire fonctionner les chaînes une partie de l'après-midi. Il a fallu trouver le plus rapidement possible des programmes nouveaux avec un budget relativement limité. C'est ainsi qu'on a eu recours au super-8, dont une heure était destinée chaque mois. Les auteurs des films retenus seraient dédommés en pellicule ou par le paiement d'un droit, modique : 700 F environ.

Un département super-8 a été créé à Antenne 2 : il est dirigé par Jacques Locquin, qui a également organisé les concours super-8 de Monte-Carlo : le Festival de télévision a servi de tremplin pour une sorte de mobilisation générale de tous ceux et de toutes celles qui s'intéressent au petit format.

L'écho des postes

VIGILANCE

A télésuivre, cette petite lée du logis, ne devrait jamais prendre de repos. Elle veillerait sur le respect des conventions et la propriété morale des télé-spectateurs. Plus vigilante que jamais en ce temps de marasme, de désordre et de violence, elle qui a supprimé le débat autour de l'étranger de Bonnot, sous le motif : pas de publicité pour la violence, peu avant la mise en place, par le gouvernement, d'une instance spécialisée, aurait pu trouver d'autres motifs pour interdire les films que nous proposons récemment à la télévision.

Le Constat des dires, de Richard Brooks : le soulèvement mal-mau du Kenya ne peut raviver les aînés souvenirs du F.L.N. en Algérie.

Cette terre qui est mienne, de Henry King : peu indiqué de décrire la vie de propriétaires vicieux de Californie alors que les vicieux français souffrent des importations étrangères.

Les 5000 doigts du docteur T., de Roy Rowland : la fée et le tigre n'ont pas de place dans une société avancée qui se jure que par l'efficacité et le rendement.

Yvette, de J.-P. Marchand : inutile de rappeler qu'un deuxième siècle, déjà, une certaine France ne pense qu'à plaisir.

La Sonnette, de José Giovanni : une sorte de cousin du Vexin, donc à éliminer de la même façon.

La Forêt interdite, de Nicholas Ray : puisqu'elle est interdite, mieux vaut en rester là. De plus, des massacres d'oiseaux ne peuvent donner de perspectives utiles à un peuple déjà volonchère.

En cas de malheur, de Claude Autant-Lara : trop facile de peu éprouver de prouver que, depuis dix ans, aucune comédie française n'a jamais eu le charme, la beauté et la tendre pervasité de Brigitte Bardot.

Les Griffes du lion, de Richard Attenborough : tant qu'il n'y a pas de film consacré à de Gaulle, il serait injuste de passer un film consacré à Churchill.

Le Dernier Châli, de Richard Brooks : deux films de Brooks en une seule semaine, c'est trop. Pas de publicité gratuite à la télévision.

Équilibriste sur un clou, de Elio Petri : on devrait jeter ce film ordurier aux poubelles et jeter en prison le meneur en scène qui a eu l'idée absurde de faire vivre un policier assis.

Les Hommes contre, de Francesco Rosi : un film farouchement antimilitariste, à détruire.

Donc, en fin de compte, une semaine sans cinéma. Il reste des heures et des heures de programmes spécialement conçus pour la télévision, donc soigneusement sélectionnés, éjectés, revus et corrigés pour tous les publics au sein d'une France propre, déléguée et à peine pensante.

JACQUES STERNBERG.

Cinéma chez soi

Le plus surprenant pour les journalistes présents à Monte-Carlo qui ont vu la possibilité de voir ces films super-8, un peu nœuds dans le contexte du Festival de télévision, résidait à la fois dans leur bonne qualité moyenne et, plus encore, dans l'état d'esprit qu'ils éveillent. Là où on s'attendait à retrouver des manières de la mini-pellicule qui perpétuent les mythes de la ciné-philie traditionnelle, on découvre des Français moyens, souvent jeunes, qui éprouvent naturellement le besoin de s'exprimer par le cinéma comme M. Jourdain faisait de la prose : au gré de la vie quotidienne.

Le plus joli film présenté, et primé (catégorie documentaire), avait un peu valeur d'exemple : Ma tante l'escargotière, de Jean-François Gonzalez, jeune professeur de français dans un C.E.S. près de Toulouse. Cette bonne dame, qui approche de ses soixante-dix ans, part régulièrement à travers scènes et paravies à la cueillette des escargots qu'elle revend en ville. Selon l'auteur, le film a pour but de consigner sur pellicule la présence d'un être aimé, tout en faisant revivre des souvenirs d'enfance. Les moyens de tournage ont été dérisoires, 600 F, le son laisse à désirer, et pourtant nous y rencontrons cette chose rare aujourd'hui sur nos écrans : une émotion authentique, un sentiment.

Pierre Strabon, professeur d'arts plastiques au lycée d'Albi, a été primé dans la catégorie animation pour ses Sauvages, en couleur, travail de patience et d'amour : le tournage avait lieu le soir, étalé sur une période d'un an, au gré des envies — qui résistent à la fable des bons sauvages, noirs, face à une soldatesque barbare qui occupe leur île.

Histoire de famille, premier prix dans la catégorie fiction, a été

réalisé par un jeune avocat de Versailles, Alain Doumenjou. Il conte la fabuleuse histoire de quatre frères, les Burtons, qui, sous la conduite de leur sœur, s'installent la terre dans un Ouest américain recréé aux portes de Paris. Une vengeance sanglante s'ensuivra. Alain Doumenjou joue lui-même le héros vengeur en copiant assez remarquablement les tics et les manières de Clint Eastwood. Toute la famille a été mobilisée, la femme du réalisateur et ses quatre frères, parents, grand-père. Un humour discret hausse le film au-delà du pastiche, lui donne un ton. Coût de l'aventure : 7000 F.

Les grands prix sont revenus à deux films très soignés, aux limites d'une sorte de professionnalisme : Fatima, de Bernard Bloch et Josette Lessaque (prix d'Antenne 2), et Ding, dingue, dingue, de Jean Devos (prix du comité d'organisation).

Fatima, tourné en l'espace de trois jours consécutifs, au Portugal, décrit un lieu de pèlerinage mondialisé connu et toujours aussi fréquenté depuis la révolution du 25 avril 1974. Bernard Bloch, peintre, graveur, actuellement au chômage, qui tenait la caméra, a su filmer en couleurs, des couleurs remarquables, l'essentiel de l'événement : il a su « lire » la réalité sans pour autant forcer les significations : religion à Fatima, on s'en doutait un peu, devient très concrètement synonyme de superstition.

Ding, dingue, dingue, montage rapide sur les absurdités de la vie moderne française, est dédié à Jean Yanne par l'auteur, cinquant-cinq ans, cinéaste amateur chevronné, décorateur-étalagiste de son métier, à Arras.

Que subsistait-il de ces films lors de leur passage à l'Antenne 2 ? L'exemple de Fatima, projeté l'autre samedi, immédiatement après le jeu à Des chiffres et des lettres, c'est-à-dire devant un immense public potentiel, n'est guère rassurant, si l'on en croit les remarques de spécialistes qui l'ont vu sur le petit écran — les journalistes et les spectateurs présents à Monte-Carlo dans la salle du Palais des congrès, où avait lieu la lecture du palmarès, n'ont guère le loisir de juger, tous les postes de télévision de la salle ayant été brusquement débranchés.

Pour Vincent Blanchet, co-auteur du film Histoire de Wahari collaborateur de Jean Rouch et Jean-Pierre Beauviala à Nanterre et au département cinéma de la Cinéma-thèque française, spécialiste du film super-8, comme pour M. Ragner Van Leyden, animateur du Cinégraph, organisation qui assure aujourd'hui la

production commerciale régulière de films en super-8 commandités par des particuliers ou des institutions (et tournés selon des normes strictement professionnelles), la projection de Fatima sur le petit écran était inacceptable. Sur la suggestion de M. Locquin, Antenne 2 s'est pourtant équipée d'un appareil assez coûteux, le Télécinéma Philippe, d'un coût de 300 000 francs, qui permet le transfert des films super-8 en signal vidéo. Mais Fatima, filmé à 18 images par seconde, a dû passer à l'antenne à 16 images 2/3, produisant une harmonique de 50 périodes (chiffre qui correspond au nombre de périodes nécessaires pour un balayage de l'écran télévisuel). Il en résulte que le son original est déformé, « pleure » en raison de la modification de la vitesse de déroulement des images, le phénomène étant plus sensible avec le ralentissement de cette vitesse. La reproduction couleur ne semble pas non plus avoir rendu justice à la qualité exceptionnelle obtenue par le laboratoire qui a développé Fatima.

La « télévision du télé-spectateur », en réponse aux réclamations des syndicats, affirme son caractère strictement amateur, et, comme l'expliquent ses responsables, ne saurait en aucune façon entrer en compétition avec le cinéma professionnel tourné par les salariés de la télévision française. Un réseau a néanmoins été créé à travers toute la France : quatre-vingt-cinq correspondants, chacun muni d'une carte délivrée par la télévision française, à qui on peut demander à l'occasion, comme le déclarait à Monte-Carlo Armand Jammot, d'évoquer un dimanche en famille ou de filmer l'éclosion d'une fleur, tâches qui échappent aux possibilités de la télévision professionnelle.

Inversement, André Couvart, le constructeur de caméras bien connu, négocie avec la Société française de production de Jean-Charles Badier et l'Institut national de l'audio-visuel, la possibilité de fabriquer spécialement pour la télévision une caméra super-8 « sophistiquée », d'un coût assez élevé — on cite le chiffre de 50 000 francs — qui rejoindrait les normes professionnelles, et serait maniée par des professionnels.

Est-ce une raison suffisante pour qu'Antenne 2 ne permette pas aux télé-spectateurs de voter dans des conditions techniques satisfaisantes ces films amateurs tournés en super-8, qui nous proposent un cinéma libéré de certaines contraintes commerciales ?

LOUIS MARCORELLE.

★ Tous les mardis, Antenne 2, 18 h.

RADIO-TELEVISION

Les écrans de l'étranger

DÉVERGONDAGE ANGLO-SAXON

PUDIBONNE jusqu'ici comparée à celle des pays scandinaves, la télévision anglo-saxonne se dévergonde. Ainsi, les Américains réservent-ils un triomphe inattendu à Mary Hartman, la nouvelle héroïne de ce que l'on appelle là-bas un « soap opera ». Poète bourgeoise très connue il faut, la malheureuse a épousé un gargon qui perd tout ses moyens dès qu'elle suggère un rapprochement et qui, pis, voit dans le moindre de ses gestes une tentative de séduction. Résultat : néant. Leurs voisins, des gens très bien eux aussi, ne sont pas mieux lotis : lui se montre plein de bonne volonté, mais il a vingt-cinq ans de plus que sa nymphette de femme et n'arrive pas à tenir le rythme. Exhibitionnisme, impotence, masturbation, règles douloureuses, les personnages ne se gênent pas pour parler de tout et du reste de la façon la plus franche et la plus naturelle qui soit.

Refusée par les trois grandes compagnies, le C.B.S., l'A.B.C. et la N.B.C. — elles avaient peur d'y toucher — cette série découpée en épisodes d'une heure a été ramassée par Norman Lear, le roi Midas du petit écran aux U.S.A. Il a signé, arrangé ou produit, « All in the Family » en tête, à peu près tout ce qui figure depuis dix ans en haut du tableau des sondages établis chaque semaine par le Nielsen, véritable petit livre rouge de la profession. Grâce à lui, Mary Hartman fait, depuis le mois dernier, la joie de quatre-vingt-onze chaînes régionales. Célèbre du jour au lendemain, l'actrice qui l'incarne (elle a divorcé d'avec Woody Allen en 1970), ne voit rien d'extraordinaire dans ce rôle, mais, dit-elle, de la vie la plus banale et la plus quotidienne.

Sans aller jusqu'à poser et résoudre, dans le cadre d'un feuilleton, les différents problèmes sexuels qui peuvent se poser au grand public, les Anglais, eux, en ont fait le sujet d'une courte émission hebdomadaire pas comme les autres, intitulée « Problèmes », justement, elle tente de cerner une à une les difficultés, les anomalies, rencontrées par la clientèle des conseillers en matière conjugale agréés par la Sécurité sociale. C'est avec la bénédiction des plus hautes autorités religieuses, et dans l'une des cases qui leur sont réservées, que l'I.T.V., la chaîne privée, a été lancée, après consultation des fichiers, à la recherche de personnes souffrant ou des suites d'une hystérectomie, ou d'écoulation précoce, ou de frigilité, d'impuissance ou de stérilité, ou de non-consummation du mariage. Les frustrations causées par le veuvage feront-elles aussi l'objet d'un exposé suivi d'un bref

débat d'un quart d'heure programmé à minute ? J'ai vu les deux premières de ces émissions. Dans l'une et l'autre cas (hystérectomie et écoulation précoce) les couples concernés ont accepté de venir raconter leur expérience à visage découvert, en ne laissant que leur nom de famille — on les désigne par leur prénom, dans la moindre gêne et sans aucune ambiguïté. Récemment opérée, Doris — une quarantaine avancée — souffre des troubles propres à la ménopause et, au grand dam de Marc son mari — il a l'air très gentil, — n'éprouve plus aucun désir pour lui. Il fait preuve de patience et de compréhension, mais les mois passent et le ménage bat sérieusement de l'aile quand Doris, à bout de nerfs, lit dans un magazine un article consacré au traitement hormonal recommandé en pareil cas. Elle appelle le journal, note l'adresse du spécialiste et quand nous la rencontrons au bout de cinq semaines elle est arrivée au bout de ses peines. Tout est rentré dans l'ordre. Les commentaires exhaustifs et clairs de la chroniqueuse médicale à qui elle doit ce sauvetage et d'un gynécologue en renom, également invité au studio, visent à inciter les télé-spectateurs intéressés à consulter, ou du moins à se renseigner.

La semaine suivante, c'est un jeune couple beaucoup plus modeste, beaucoup moins évolué qu'on nous a présenté. Leur cohabitation et leur sincérité ont fait merveille dans l'exposé d'un cas délicat dont la guérison implique, avant et durant l'acte sexuel, des attitudes et des gestes exposés dans le détail à l'antenne. Et par eux et par les spécialistes venus appuyer leur témoignage d'avis plus autorisés.

Ca que nous voulons, affirme la productrice de l'émission, c'est aider les gens, leur prouver qu'ils ne sont pas seuls. A en juger par le courrier, l'audience est considérable, et, si l'on songe à l'heure tardive, véritablement à l'effort de ce qui peut le sortir de l'isolement où le plongent des difficultés qu'on n'ose souvent à peine s'avouer à soi-même.

A côté de cela, le responsable des émissions d'histoire et d'archéologie à la B.B.C. nous confie ses craintes à la perspective de montrer qu'il y a absolument de quoi s'intéresser à l'histoire. C'est avec la bénédiction des plus hautes autorités religieuses, et dans l'une des cases qui leur sont réservées, que l'I.T.V., la chaîne privée, a été lancée, après consultation des fichiers, à la recherche de personnes souffrant ou des suites d'une hystérectomie, ou d'écoulation précoce, ou de frigilité, d'impuissance ou de stérilité, ou de non-consummation du mariage. Les frustrations causées par le veuvage feront-elles aussi l'objet d'un exposé suivi d'un bref

par des personnes ne sachant pas de quoi elles parlent, posant des questions à des usagers ne comprenant pas de quoi on leur parle ?

Les professionnels de la vente et de la réparation sont, estime M. Foligné, « les plus aptes à connaître les besoins des consommateurs, dont l'intérêt rejoint, en définitive, celui des commerçants ». « Ce mouvement de grève administrative, entamé le 1^{er} février, se poursuivra, estime M. Foligné, « tant qu'une véritable concertation entre le gouvernement et les professionnels ». Le SPRETO entend associer tous les revendeurs de radios et de télévisions à son action en convoquant une assemblée générale du syndicat le 1^{er} mars, à la salle de la Mutualité, à Paris.

ANDRÉ MEURY.

(1) Côtes-du-Nord, Finistère-Nord et Finistère-Sud, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Vendée, Indre-et-Loire, Cher, Vienne.

(2) Le SPRETO déclare avoir constaté, dès le 10 juin 1970, que l'O.R.T.F. procédait tous les mardis, de 8 heures à 10 heures, à des essais d'émission sur la première chaîne en couleurs dans de très bonnes conditions.

Une grève administrative

LES REVENDEURS DE L'OUEST CONTRE LA DUPLICATION DE TF 1



UN millier d'adhérents du Syndicat des professionnels de la radio, de l'électroménager et de la télévision de l'Ouest (SPRETO), dont le siège est à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), refusent, depuis un mois, de transmettre au Service de la rédevance les déclarations de ventes de téléviseurs et d'appareils radio. Cette décision s'accompagne du refus de recevoir les contrôleurs du Service de la rédevance et les contrôleurs de la concurrence et des prix (Le Monde du 17 février).

Le SPRETO, qui déclare regrouper 70 % des revendeurs de treize départements de l'Ouest (1), entend ainsi protester contre l'absence de concertation entre l'Administration et les professionnels sur l'organisation de la profession.

Jusqu'à présent, les revendications du SPRETO avaient porté principalement sur la création de C.A.P. spécialisés en radio-télévision et en électroménager, sur une réduction du taux de la T.V.A. sur la liberté des prix et sur l'élaboration d'un statut de la profession.

Aujourd'hui, le SPRETO proteste également contre le procédé de duplication retenu le 17 septembre 1975, en conseil interministériel, pour la coloration de la première chaîne de télévision. L'emploi de ce procédé, qui maintient la diffusion d'émissions de la première chaîne sur 819 lignes, est, selon ce syndicat, un véritable abus de confiance envers l'adhésion, puisque toutes les prises de vues sont effectuées en définition 625 lignes comme pour les deux autres chaînes. Elles sont ensuite converties sur 819 lignes, ce qui altère la qualité de l'image.

Le lignage unique en 625 lignes que réclame le SPRETO permettrait, selon lui, d'aligner la France sur les définitions uniques européennes et de respecter l'égalité des Français en diffusion immédiate, monté comme c'est d'ailleurs possible depuis le 17 juin 1970 (2) : le premier programme en couleurs à 99 % des télé-spectateurs équipés en conséquence, alors que le procédé retenu ne le permettra pas avant 1985.

Selon le SPRETO, le lignage unique permettrait également d'augmenter consi-

dérablement la fiabilité des récepteurs. « Les statistiques prouvent, estime M. Emile Foligné, président du SPRETO, que 50 % des réparations sont dues à la double définition. Cette double définition nécessite de corriger à chaque changement de lignage — donc en passant de la première à la deuxième chaîne — à la fois la stabilité des lignes, la stabilité des images, sur la largeur de l'image, sur sa hauteur, sur sa lumière et sur les convergences. La simplification en un seul lignage améliorerait considérablement, ajoute M. Foligné, le coût du produit de 300 à 1000 F à la vente ».

Il reste que nombre d'appareils ne peuvent recevoir le programme de la première chaîne qu'en 819 lignes. Le lignage unique nécessiterait l'indemnisation de leurs propriétaires. C'est d'ailleurs l'argument principal retenu par le conseil interministériel du 17 septembre 1975 pour la conservation du double lignage. Le SPRETO estime que seuls les récepteurs construits depuis plus de quatorze ans sont dans ce cas, et, selon ce syndicat, le coût de l'opération a été considérablement exagéré, « les enquêtes de l'INSEE étant faites

par des personnes ne sachant pas de quoi elles parlent, posant des questions à des usagers ne comprenant pas de quoi on leur parle ».

Les professionnels de la vente et de la réparation sont, estime M. Foligné, « les plus aptes à connaître les besoins des consommateurs, dont l'intérêt rejoint, en définitive, celui des commerçants ». « Ce mouvement de grève administrative, entamé le 1^{er} février, se poursuivra, estime M. Foligné, « tant qu'une véritable concertation entre le gouvernement et les professionnels ». Le SPRETO entend associer tous les revendeurs de radios et de télévisions à son action en convoquant une assemblée générale du syndicat le 1^{er} mars, à la salle de la Mutualité, à Paris.

ANDRÉ MEURY.

(1) Côtes-du-Nord, Finistère-Nord et Finistère-Sud, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Vendée, Indre-et-Loire, Cher, Vienne.

(2) Le SPRETO déclare avoir constaté, dès le 10 juin 1970, que l'O.R.T.F. procédait tous les mardis, de 8 heures à 10 heures, à des essais d'émission sur la première chaîne en couleurs dans de très bonnes conditions.



NOUVEAU

à l'intention de nos hôtes : ENTRÉES GRATUITES à la Patinoire artificielle couverte et aux piscines couvertes

1.200 - 2.100 m. Adressez ce coupon à l'Office du Tourisme, 1854 LEYSIN

☐ 1^{re} classe ☐ standard ☐ touriste

du / / lits chambres

Nom et Prénom

Rue

N° postal et localité

RADIO-TELEVISION

CORRESPONDANCE

Contre la suppression du « Masque et la Plume »

M. Roger Diamantis, directeur du cinéma d'art et d'essai le Saint-André-des-Arts, nous écrit :

Je trouve inadmissible la suppression de l'émission télévisée le Masque et la Plume, décision imposée, dit-on, par un groupe représentatif de la profession cinématographique. Moi, je n'ai pas été consulté, et je ne dois pas être seul dans ce cas.

Une telle décision est grave et partiellement arbitraire. Cette émission permet un débat permanent entre le public et la critique, contribue à une meilleure connaissance du cinéma, permet, entre autres, à des cinéastes décriés à tort ou à raison, comme Claude Lelouch, d'être défendus par certains critiques ou par des spectateurs.

Je ne vois pas ce que la profession cinématographique ait à craindre

d'une telle émission, qui sert à la fois le cinéma et la télévision.

Le seul reproche qui pourrait être fait, c'est qu'elle n'est pas assez longue. C'est une émission qui devrait être plus longue, afin que le public présent, qui donne son avis sur les films, n'ait pas à le faire dans un climat de jeu télévisé du style : « Stop chronomètre, vous avez une minute pour répondre ».

Peut-être aussi son heure de passage, on est obligé d'abandonner le film sur la première chaîne, qui, quelquefois, est intéressante (ce arrive), pour regarder le Masque et la Plume.

Il serait souhaitable que tous les gens concernés qui aiment le cinéma, la télévision, les débats contradictoires et la tolérance négocient contre cette décision, comme l'ont fait certains journalistes de la presse écrite et écrite.

La gaillardise d'Anne Gaillard

Les responsables de l'inter-comité du Marais nous écrivent à propos de l'interview d'Anne Gaillard publiée dans le Monde daté 1^{er} février.

Oh ! bien sûr, Mme Anne Gaillard a certainement raison, elle parle fort, elle parle d'une façon péremptoire, elle sait doser le choral et l'élouette. Cinq, dix minutes d'antenne pour M. le président de la chambre syndicale des propriétaires, qui aura pu expliquer aux foules attendries toutes les misères dont ils sont les victimes de la part des méchants locataires, et dix secondes pour le Père Bismuth, qui voudrait essayer de dire combien il lui avait été difficile d'obtenir ce fameux point France-Inter.

Cinq, dix minutes pour le représentant des promoteurs, c'est-à-dire pour le représentant des expulsés de la rue des Tournelles. Oh ! bien sûr, elle a été bien polie avec le petit vieux qui est venu tout tremblant lire au micro les revendications de pauvres expropriés, bien polie vraiment, et puis on est passé à autre chose.

Mme Anne Gaillard est une fameuse gaillardise, elle sait y faire. Elle le dit et nous avons pu largement nous en apercevoir : ce n'est pas son émission qui risque de gêner ou de remettre en cause quel que soit. Elle, ce qu'elle veut, c'est informer. C'est fou ce que l'on tient à informer ceux qui sont menacés

d'expulsion, de façon à, probablement, pouvoir leur dire : de quoi vous plaignez-vous, c'est de votre faute, il fallait vous informer !

N'y aurait-il pas autre chose à attendre d'une personne qui affirme vouloir tout dire... Tout dire de ce qui ne risque pas de gêner ceux-là même qui lui ont confié la mission de faire prendre des vessies pour des lanternes, et la rudesse, voire la grossièreté de langage pour autant de vérités irréfutables.

Ce que réclament les comités de défense, regroupant tous ceux dont le logement est menacé, c'est de pouvoir discuter et à leur tour informer du scandale la situation qui leur est faite afin d'alerter l'opinion. Car nul n'est à l'abri.

Combien de propriétaires de logements auront été expropriés, mal indemnisés, obligés de quitter des lieux pour l'acquisition desquels ils avaient fait tant de sacrifices. Combien de locataires se seront vu chassés, dans des conditions inhumaines, pour faire place à d'autres, qui auront eu sur eux l'avantage de la fortune ou du piston. Est-ce être communiste que de se défendre ? Que de dénoncer une situation intolérable. Que de réclamer des solutions effectives ?

Nous laissons à Mme Anne Gaillard sa bonne conscience et le brève de satisfaction qu'elle s'est décerné dans les propos recueillis par Matthilde La Bardonnelle. (...)

Les films de la semaine

● **KATIA**, de Robert Siodmak. — Dimanche 29 février, TF 1, 20 h. 30.

Encore marquée par la mythologie de Sissi, Romy Schneider joue très gentiment la tendre Katia, « démon bleu du tsar », selon le roman de Lucille Deaneux (princesse Bibesco), qui fit rêver les jeunes filles.

● **LA REINE AFRICAINE**, de John Huston. — Lundi 1^{er} mars, TF 1, 20 h. 30.

Comment Katharine Hepburn, extraordinaire fille anglaise en robe de tussor, faire Humphrey Bogart, ivrogne invétéré et jamais rasé, à lancer son bateau démantibulé, l'Africain-Queen, sur les rapides d'une rivière africaine, pour courir sus à une canonnnière toulonnaise. L'ironie, le goût de l'aventure humaine et le sens de l'absurde de Huston, dans ce qui est aujourd'hui un de ses classiques.

● **LE TEMPS DES LOUPS**, de Sergio Gobbi. — Lundi 1^{er} mars, FR 3, 20 h. 30.

Gobbi, spécialiste du ciné-roman de gare, s'efforce à donner le style américain façon *Donnie et Clyde* à cette histoire de malfaiteur qui se prend pour Dillinger.

● **LA CHUTE D'UN CORPS**, de Michel Polac. — Mardi 2 mars, A 2, 21 h. 15.

Portrait-robot d'un guru qui semble disposer d'un certain pouvoir, mais dont les intentions restent suspectes. Michel Polac ne prend pas parti. Il s'attache surtout au détraquement psychologique de son héros, une bourgeoisie qui a suffisamment de loisir pour se permettre de donner dans la mode du spiritualisme à l'orientale. Un film irritant et flou mais qui se prête à tant de discussions qu'il est vraiment bien placé pour le débat des « Dossiers de l'écran ».

● **LES BARBOUZES**, de Georges Lautner. — Mardi 2 mars, FR 3, 20 h. 30.

Une parodie des films façon « James Bond » qui date de la grande époque Audard-Lautner. Bernard Blier en espion suisse à mine de cafard et Francis Blanche en espion soviétique qui se serait fait la tête de Khrushchev sont particulièrement savoureux. Moins, peut-être, que les Chinois anonymes dissimulés dans les murs d'un château du Lichtenstein (1). De toute façon, il y a de quoi rire.

● **DOLLARS**, de Richard Brooks. — Mercredi 3 mars, FR 3, 20 h. 30.

Manière d'anthologie du film noir américain des années 50, où passent des souvenirs de Dassin, de Kazan et de Huston, mais où hélas ! Richard Brooks a oublié d'être lui-même. Simple exercice de haute voltige technique.

● **ALFREDO, ALFREDO**, de Pietro Germi. — Jeudi 4 mars, FR 3, 20 h. 30.

Surprenante métamorphose de l'acteur américain Dustin Hoffman en

petit-bourgeois italien piégé par le mariage. Germi, auteur du célèbre *Divorce à l'italienne*, donne dans la critique acerbe, en s'inspirant des situations de la vie quotidienne. Un humour communicatif.

● **L'HOMME-LEOPARD**, de Jacques Tourneur. — Vendredi 5 mars, A 2, 22 h. 35.

Excellente adaptation d'un « thriller » de William Irish : *Alibi noir*. L'enquête policière se colore de fantastique. Une atmosphère de mystère et d'angoisse à couper au couteau. Ce film fait partie des productions de Val Lewton pour la R.K.O., qui renouvelèrent dans les années 40 le film de terreur par la suggestion des monstres criminels.

● **RAPHAEL LE TATOUÉ**, de Christian-Jacque. — Dimanche 7 mars, TF 1, 17 h. 20.

Comment Fernandel s'invente un frère jumeau (sorte de M. Hyde) à cause d'une escapade dans un parc d'attractions, et comment, pris au sérieux, il est obligé d'être deux fois lui-même dans une course automobile truquée. Ce vaudeville, semé de gags énormes — très cinéma français d'avant-guerre — a pour auteur Jean Nohain (en collaboration avec Maurice Diamant-Berger).

● **LA VIEILLE FILLE**, de Jean-Pierre Blanc. — Dimanche 7 mars, TF 1, 20 h. 30.

Amitié amoureuse, dans une station balnéaire façon Jacques Tati, entre Annie Girardot, vieille fille solitaire, et Philippe Noiret, bon gros célibataire bloqué par une panne de voiture. Justesse de ton dans les rapports du couple et caricature forcée dans la peinture du milieu. Un — premier — film un peu malhabile, mais sympathique et remarquablement interprété.

● **LE RENARD DU DÉSERT**, de Henry Hathaway. — Lundi 8 mars, TF 1, 20 h. 30.

Tentative d'explication psychologique du comportement du maréchal Rommel, présenté comme un héros sans peur et sans reproche, et qui fut condamné au suicide pour avoir trahi l'Allemagne. Ce film suscite jadis des polémiques qui retardèrent de douze ans son exploitation en France. Il provoquerait plutôt, aujourd'hui, l'indifférence par son schématisme.

● **LE FRANCISCAIN DE BOURGES**. — Lundi 8 mars, FR 3, 20 h. 30.

Histoire vraie d'Alois (dit Alfred) Stanke, franciscain qui, sous l'uniforme allemand, fut le bon Samaritain de résistants torturés par la Gestapo, à la prison de Bourges, sous l'occupation. Aujourd'hui est monté au parapet pour lancer avec passion un message de paix et de fraternité. Il a vidé de toute « grâce » et de vérité profonde le personnage de Stanke.

Écouter, voir

● DRAMATIQUE : LA TERRASSE DES BERNARDINI

— Jeudi 4 mars, A 2, 20 h. 30.

De vieilles amies, très vieilles, se retrouvent parfois le soir sur la terrasse des Bernardini, pour dire d'anciennes peines, et les petites riens de leur ordinaire. Le roman de Suzanne Prou, adapté par Jean-Louis Bory, reconstitue le passé de Laure Bernardini, lorsqu'elle était Laure Lambert, fille de boucher, et celui de Thérèse Reboul, quand elle était fille de rien. Entre ces deux femmes, existe un secret dont la rumeur publique s'est emparée, sans tout savoir ni tout transmettre.

● ENQUÊTE : LES CHEFS-D'ŒUVRE VOUS QUESTIONNENT... « L'EMBARQUEMENT POUR CYTHÈRE »

— Jeudi 4 mars, A 2, 21 h. 55.

René Berger, conservateur au musée des Beaux-Arts de Lausanne, produit une nouvelle série artistique sur la deuxième chaîne où il se propose de répondre aux questions que nous posent les chefs-d'œuvre : *L'Embarquement pour Cythère*, de Watteau, sujet de la première émission réalisée par Gérard Goulan, « pourrait à bon droit, selon le spécialiste suisse, nous demander ce que nous avons fait d'un mythe auquel ont consacré tant de générations ».

Un couple type de « Cythériens », un reportage dans un camp de rêve, des interviews, témoignages de cet univers où « les signes se substituent au réel », mais où le besoin de bonheur est demeuré intact.

Un couple type de « Cythériens », un reportage dans un camp de rêve, des interviews, témoignages de cet univers où « les signes se substituent au réel », mais où le besoin de bonheur est demeuré intact.

● **MAGAZINE VENDREDI : « AILLEURS... COMMUNISME A L'ITALIENNE »**. — Vendredi 5 mars, FR 3, 20 h. 30.

Quand la vie politique italienne se heurte à l'instabilité gouvernementale et à la crise économique, le P.C.I. semble plus près que jamais du pouvoir. Un pouvoir qu'il exerce à l'échelle municipale,

régionale, en se présentant comme le seul parti de l'ordre démocratique.

Christine Ochrent — qui a déjà réalisé *New-York ou la fin d'un rêve* pour « Vendredi » — montre l'Italie familière et l'autre différents : elle fait l'historique du parti, décrit les municipalités communistes et aussi Rome, capitale de l'Etat italien et de l'Eglise catholique ; elle rencontre Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., Giovanni Agnelli, président du groupe Fiat, Luciano Lama, secrétaire général de la principale centrale syndicale italienne, Gian Carlo Pajetta, du comité central du P.C.I., l'écrivain Alberto Moravia et le padre Sorge.

● LES GRANDES BATAILLES DU PASSÉ : LA PRISE DE TROIE

— Vendredi 5 mars, FR 3, 21 h. 25.

Pendant 3 000 ans, on avait cru que Troie était une ville imaginaire, celle d'Homère et de Virgile, jusqu'au jour où le fils d'un pasteur du Mecklembourg, Heinrich Schliemann, à la fin du dix-neuvième siècle, éventa la colline et découvrit des maisons, des rues, des murailles enfouies et même un trésor. Le trésor n'était pas celui de Priam ; Schliemann n'avait pas découvert une ville mais neuf, superposées, construites au cours des trois derniers millénaires avant Jésus-Christ.

Henri de Turenne et Daniel Costelle, assistés de Juan Carmigniani, ont tourné sur les lieux, en Grèce et aussi en Turquie, à Troie, près du village d'Hisarlik. Un tragédien grec prête sa voix au texte d'Homère, à l'épisode du défilé des Dardanelles, passage entre deux mers, deux mondes, à la légende de la guerre de Troie, symbole d'une longue série d'expéditions pour la conquête de l'Asie mineure ; bien plus que le récit de l'enlèvement de la belle Hélène.

● MESSIEURS LES JURÉS : L'AFFAIRE MARTINE CLEURIE

— Samedi 6 mars, A 2, 20 h. 30.

Martine Cleurie est-elle coupable d'avoir, le 13 mars 1975, volontairement donné la mort à Pierre Stoltz, l'ami d'enfance avec qui elle aurait voulu, voudrait encore, se marier ? A-t-elle agi avec préméditation ? Y a-t-il des circonstances atténuantes ? Le jury, sauront à répondre, à l'issue du procès, avec ses débats clos, l'intérêt se porte ici sur l'histoire de Jean Lanzi ; 14 h. 30, « Flashs » (sauf les samedis et dimanches) ; 18 h. 30 (sauf les samedis et dimanches), le journal d'Étienne Vida ; 20 h. Le journal de Guy Thomas (Jean Lanzi, les samedis et dimanches) ; 23 h. Le journal de Maurice Werther.

FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, Flashs (sauf le dimanche) ; vers 22 h., Journal.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Monnois ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche Jean-Claude Bourcier reçoit un invité à 19 h. 45) ; Vers 23 h. TF 1 décamère, par Julien Besançon. Pour les jeunes : « Les Indes » de Claude Pierrat (le mercredi, 17 h. 30).

A 2 : 13 h. (les samedis et dimanches). Le jour-

nal de Jean Lanzi ; 14 h. 30, « Flashs » (sauf les samedis et dimanches) ; 18 h. 30 (sauf les samedis et dimanches), le journal d'Étienne Vida ; 20 h. Le journal de Guy Thomas (Jean Lanzi, les samedis et dimanches) ; 23 h. Le journal de Maurice Werther.

FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, Flashs (sauf le dimanche) ; vers 22 h., Journal.

TÉLÉTHÈQUE DE CHAILLOT

MARDI 2 MARS : 14 h. L'architecte et son temps : Jean Prouvé, de J.-M. Leveau (1973) ; 16 h. 25. 20 h. 30. Au bal du Masque (1) de J.-P. Marchand et J.-M. Maurice (1973) ; 15 h. Le jeu de Balzac, de R. Lucot (1968) ; 16 h. 25. La Bella Putina : le marché aux poissons, de C. Marnot (1974) ; 17 h. 30. 18 h. 30. Les deux faces de G. Groves et J. Rabaut (1964).

MERCREDI 3 : 13 h. Du côté de chez les Masque (1) ; 15 h. 35. Du côté de chez Swann, de C. Sautell (1974) ; 14 h. 40. Le besoin d'y croire : le Marché des amulettes, de J. Darrieubourg et G. Aranda (1972) ; 15 h. Les premières pas sur la Lune : Apollo 11, de M. Ansel, G. Chappet et J. Sallabert (1968) ; 15 h. 50. Les neiges de Grenoble, de J. Briaud (1968).

JEUDI 4 : 14 h. Du côté de chez les Masque (III) ; 14 h. 35. Jude l'obscur, de B. d'Abriégon (1972) ; 15 h. 30. La communauté religieuse, de D. Berkani (1972) ; 16 h. 35. Winston Churchill 1874, de P.-R. Duval (1976).

VENDREDI 5 : 14 h. Du côté de chez les Masque (IV) ; 14 h. 35. Le prince de B. Rothstein (1972) ; 15 h. 30. Au bal du Masque, avec M. Turlade (1973) ; 16 h. 25. Lettre de Sète (I), de J.-C. Bringuier (1960) ; 17 h. 30. A propos d'Exodus, début.

SAMEDI 6 : 14 h. Du côté de chez les Masque (V) ; 14 h. 35. Histoire de la Révolution, de N. Lilenstein (1973) ; 15 h. 35. Lettre de Sète (II) ; 16 h. 30. Le terreur et la vertu (I), de S. Lorenzi (1964).

Petites ondes - Grandes ondes

Informations

FRANCE-INTER : A chaque heure juste et à 12 h. 30 et 18 h. 30. Bulletin complet à 5 h. 30, 6 h. 30, 12 h. 30, 18 h. 30, 24 h. 30 (Soc. mar.). 6 h. 30, 7 h. 30, 12 h. 30, 18 h. 30, 24 h. 30 (Claude Guillemin). 9 h. 13 h. (J.-P. Elkabach). 19 h. (Paul Amet). 20 h. (Roger Tebo). 22 h. (Paul Amar). 24 h.

EUROPE 1 : Toutes les demi-heures jusqu'à 8 h. ; Bulletin complet à 7 h. (Charles Villeneuve) ; 7 h. 30 (Gilles Schneider, commentateur). 8 h. (Philippe Gildas). 9 h. (François Kramer). 13 h. (André Arnaud). 19 h. (Pierre Lescure). « Flashs » : toutes les heures ; 22 h. 30. Europe-Panorama ; 1 h. Europe dérange.

LUXEMBOURG : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 9 h. ;

Bulletin complet à 9 h. 13 h. (Journal « non stop »), 18 h. 30 (Jacques Paul). « Flashs » : toutes les heures ; R.T.L.-digest à 22 h.

RADIO MONTE CARLO : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 24 h. ; Bulletin complet à 12 h. 45 et 18 h. 35. Journal à 7 h. 30, 9 h. 12 h. 14 h. 20 h. 22 h. 30. 24 h. ; « Flashs » : aux autres heures (dernier à 1 h.).

Régulières

FRANCE-INTER : 5 h. Variétés et informations ; 9 h. 10. Magazine de Pierre Bouciller ; 10 h. Informations ; 11 h. A vos souhaits ; 12 h. Retro nouveau ; 12 h. 45. Le jeu des 1 000 francs ; 14 h. Le temps de vivre à 15 h. 10. L'Europe de P. Salinger ; 17 h. Radioscope ; 18 h. 5. Bananes ; 20 h. 10. Pas de panique ; 22 h. 10. Le Pop Club.

EUROPE 1 : 6 h. 40. Les matins de Philippe Gildas ; 8 h. 15. Chronique d'E. Mongeon ; 8 h. 30. « Expliquez-vous... » ; 9 h. 10. 11 h. File on face ; 12 h. Cash ; 13 h. 30 (R). Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h. Danièle Gilbert ; 16 h. 30. Jean-Michel Desjardes, Pierre Lescure et Anne Siniard ; 18 h. Jean-Loup Laiton ; 20 h. 30. Pierre Pechou ; 21 h. 30. François Diwo ; 22 h. 40. Goldschmidt.

RADIO MONTE CARLO : 5 h. 30. Informations et variétés ; 9 h. 30. J.-P. Foucault ; 12 h. A vous de jouer ; 12 h. 25. Quinze on double ; 14 h. 10. Le coin et la raison ; 15 h. Julie ; 16 h. Cherchez le disque ; 17 h. Taxi ; 19 h. Hit-Parade ; 20 h. 5. Tobi-Babou ; 21 h. 5. Flash-back ; 22 h. 1-C. Leval.

R.T.L. : 5 h. 30. Musique et nouvelles ; 9 h. 30. A.-M. Peysson ; R.T.L., c'est vous ; 19 h. Hit-

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : 9 h. 30 (le dimanche), La Source de vie (le 29 février) ; Orthodoxie (le 7 mars) ; 10 h. Présence protestante ; 10 h. 30. Le Jour du Seigneur ; Les seules venues d'Orient et d'ailleurs (le 29 février) ; Eglise et société d'aujourd'hui (le 7 mars) ; 11 h. Messe à Saint-Pierre de Chenneviers-sur-Meuse (le 27 février) ; en la paroisse Saint-Etienne de Nevers (le 7 mars).

EMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; Je voudrais savoir (le mardi, 13 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40) ; Magazine « Formation » (une fois par mois, le samedi, 11 h.). A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, le samedi à 20 h. 20).

PROGRAMMES

ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de semaine sont parus dans le Monde de l'éducation (n° 15, daté récemment tous les mois).

Religieuses

et philosophiques

FRANCE CULTURE : (le dimanche) 7 h. 15. Horizon ; 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30. Service religieux protestant ; 9 h. 10. Boucaneur ; 9 h. 40. Divers aspects de la pensée contemporaine ; la Fédération française de droit humain (le 29 fév.) ; le Grand-Orient de France (le 7 mars) ; 10 h. Messe.

Radioscopies

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit le dessinateur Topor (lundi), Jack Lang (mardi), le guide J.-L. Lechevalier (mercredi), Jean-Pierre Aumont (jeudi) et l'écrivain P. Chassou (vendredi).

RADIO-TELEVISION

Jeudi 4 mars

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Magazines artistiques régionaux ; 14 h. 5. Emissions scolaires ; 18 h. 45. Sports : Championnat du monde de patinage artistique, à Göteborg (Suède) ; 17 h. 15. Emissions scolaires ; 18 h. 15. A la bonne heure ; 18 h. 45. Pour les petits ; 18 h. 55. Pour les jeunes ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 47. Alors raconte ; 20 h. 30. Série : Barreth. Commission d'enquête ; 21 h. 30. Magazine d'actualité : L'événement ; 22 h. 30. Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

14 h. 5. Documentaire : La vie en mouvement ; 14 h. 30. Aujourd'hui madame ; 15 h. 30 (R.). Série : Le Saint ; 18 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30. Fenêtre sur ; 18 h. 1. L'actualité d'hier ; 18 h. 25. Les belles histoires ; 18 h. 42.

Le palmiers des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44. Jeu : Ya un truc.

20 h. 20. D'accord, pas d'accord (Magazine de l'Institut national de la consommation) ; 20 h. 30. Dramatique (A) : « La Terrasse des Bernardins », d'après le roman de S. Prou. Adaptation J.-L. Bory, Réal. D. Page, avec B. Bretty, A. Sanfrith, E. Ariel.

21 h. 55. Documentaire (A) : Les chefs-d'œuvre vous questionnent... L'embarquement pour Cythère... par R. Berger et G. Cozian.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. Pour les jeunes : Trois averses pour l'espérance ; 19 h. 40. Tribune libre : Les amis de l'homme ; 20 h. Jeu : Altitude 10 000.

20 h. 30 (A). Un film, un auteur : « Alfredo », de P. Germi (1972), avec D. Hoffman, S. Sandrelli, C. Gravina, D. del Prete.

Les tribulations d'un employé de banque italien, prisonnier du mariage, et qui, ses chaînes enfin brisées, s'en forge d'autres.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance (A) : « La Parure et le Parure », par H. Portney ; 8 h. 32. « Grégoire de Tours et son temps », par J. Gillard ; 8 h. 50. La lumière verte, par C. Maître ; 9 h. 2. La mélodie de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2. Groupe de recherches musicales ; 12 h. 5. Paris sur ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des organes de France : Fleurance (Gers) ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Le Naufrage », de P. Guinand ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture... Deux heures pour comprendre Verdi ; 17 h. 1. L'heure de pointe ; 17 h. 30. Interdit aux adultes ; 18 h. 5. Rencontres internationales de musique contemporaine à Metz (novembre 1975) ; 18 h. 30. Feuilleton : « L'Education

sentimentale », d'après Flaubert ; 19 h. 30. Sciences : « Les Eclipses de la reproduction » ; 20 h. 5. (A). A propos de Tristan Tzara et du dadaïsme : « Mouchette de mages », réal. A. Lomail, musique J. Wiener, avec S. Frey, J.-P. Cesset, D. Manuel ; 22 h. 35 (A). Revues et corrigés : « Le Contrat social » avec C. Harrel et K. Papaloukou ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 7. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu : Les symphonies de Mahler ; 12 h. 1. La chanson ; 12 h. 45. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles ; 15 h. 30. Sciences : « Les Variations du climat dans le passé » ; 17 h. 30. Eclairage, magazine musical ; 18 h. 30. La nouvelle chose ; 19 h. 15. Instruments et solistes : Arthur Robinstein (Haydn, Mozart, Grieg) ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. Nouvel Orchestre philharmonique et Chœurs de Radio-France, dir. Louis de Froment : « Orfeo et Euridice », opéra en quatre actes (Haydn), avec I. Penagos, J. Brecknot, W. Workman ; 24 h. Pour 12 h. et pour pleurer : « Labyrinthos » (Feldman, Stockhausen, Malec, Xenakis, Berio) ; 1 h. (A). La cité.

Vendredi 5 mars

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Magazines artistiques régionaux ; 14 h. 5. Emissions scolaires ; 18 h. 45. Sports : Championnat du monde de patinage artistique, à Göteborg (Suède) ; 17 h. 15. Emissions scolaires ; 18 h. 15. A la bonne heure ; 18 h. 45. Pour les petits ; 18 h. 55. Pour les jeunes ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 47. Alors raconte ; 20 h. 30. Au théâtre, ce soir : « Histoire d'un détective », de Sydney Kingsley, mise en scène : J. Meyer. Avec W. Sabatier, G. Atlas, A. Nobis.

Un policier, soucieux de faire appliquer la législation sur l'assurément, rencontre les « paumés », les pauvres gens, les criminels de New-York.

22 h. 15. Boxe... Triollière contre Tassarini, à Nice.

CHAÎNE II : A 2

14 h. 30. Aujourd'hui Madame ; 15 h. 30 (R.). Série : « Le Saint » ; 18 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30. Fenêtre sur ; 18 h. 1. L'actualité d'hier ; 18 h. 25. Les belles histoires ; 18 h. 42.

demain ; 17 h. 30. Fenêtre sur... ; 18 h. Sports et championnats ; 18 h. 25. Les belles histoires ; 18 h. 42. Le palmiers des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44. Jeu : Ya un truc.

20 h. 30. Série : Moïse, d'A. Burgess, V. Bonicelli, Réal. C. de Bozio, avec B. Lancaster. Le pharaon Moïse refuse d'accorder la libération au peuple d'Israël qui connaît alors des souffrances encore plus grandes. Mais, bientôt, le pharaon, égaré et folle, conduit les Hébreux vers la Terre promise.

21 h. 30 (A). Apostrophes : Mohammed Ali ; 22 h. 35 (A). Ciné-club : « L'homme-léopard », de J. Tourneur (1943), avec D.O. Keesel Marro, J. Brooks, I. Jewell, M. Landry (v.o. sous-titré).

Des jeunes filles sont tuées dans une ville du Nouveau-Mexique, par un tueur échappé. Le délit, qui reste introuvable, est-il le vrai coupable ?

CHAÎNE III : FR 3

18 h. Pour les jeunes : Improvisation sur un livre ; 19 h. 40. Tribune libre : Les amis de Jean Moulin ; 20 h. Emissions régionales ;

20 h. 30 (A). Magazine vendredi... Ailleurs : Communisme à l'Italienne.

Quand l'Italie vocale, le P.C.I. apparaît comme le guide, l'ambassadeur de son communisme européen, l'enquête de Christian Ockrent comporte des interviews d'Enrico Berlinguer, de Giolitti, de Licio Gelli, de Lema, de Gian Carlo Pajetta, d'Alberto Moravia et du Père Soria.

21 h. 55. Documentaire : Les batailles du passé : Troie, 1193-1184 avant J.-C., par H. de Turenne et D. Costello.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance (A) : « La Parure et le Parure », par H. Portney ; 8 h. 32. « Grégoire de Tours et son temps », par J. Gillard ; 8 h. 50. Eclairage au hasard ; 9 h. 2. La mélodie de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2. Lecture d'un disque ; 12 h. 5. Ainsi va le monde ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Musiques extra-européennes ; 14 h. 5. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Comme par magie », de A. Wilson ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture...

Dossier : Le court métrage en crise ; 15 h. 30. La musique en et divisible ; 16 h. 5. Les Français d'interrogation (la lutte contre le cancer) ; 18 h. 2. Rencontres internationales de musique contemporaine à Metz (novembre 1975) ; 18 h. 30. Feuilleton : « L'Education sentimentale », d'après Flaubert ; 19 h. 30. Sciences : « Les Variations du climat dans le passé » ; 20 h. 5. (A). La musique et les hommes ; 22 h. 35 (A). Revues et corrigés : « Le Contrat social », avec C. Harrel et K. Papaloukou ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 30. La règle du jeu : Les symphonies de Mahler ; 12 h. 1. La chanson ; 12 h. 45. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles ; 15 h. 30. Sciences : « Les Variations du climat dans le passé » ; 17 h. 30. Eclairage, magazine musical ; 18 h. 30. La nouvelle chose ; 19 h. 15. Instruments et solistes : Arthur Robinstein (Haydn, Mozart, Grieg) ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30. Nouvel Orchestre philharmonique et Chœurs de Radio-France, dir. Louis de Froment : « Orfeo et Euridice », opéra en quatre actes (Haydn), avec I. Penagos, J. Brecknot, W. Workman ; 24 h. Pour 12 h. et pour pleurer : « Labyrinthos » (Feldman, Stockhausen, Malec, Xenakis, Berio) ; 1 h. (A). La cité.

Samedi 6 mars

CHAÎNE I : TF 1

10 h. 20. Emissions scolaires ; 11 h. 55. Concert ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Magazines artistiques régionaux ; 14 h. 5. La France défilante ; 14 h. 35. Samedi est à vous ; 15 h. 50. Tournai des cinq nations : Pays de Galles-France ; 18 h. 34. Pour chaque enfant ; 18 h. 40. Dix minutes pour vous défendre ; 18 h. 50. Magazine Auto-Moto ; 19 h. 15. La vie des animaux ; 20 h. 30. Variétés : Numéro un ; Thierry Le Luron ; 21 h. 30. Feuilleton : Grand-père Viking.

CHAÎNE II : A 2

10 h. Emission du C.N.A.M. ; 13 h. 35. Magazine régional de PRC ; 14 h. 5. Samedi dans un fauteuil : (Série : Haval, police d'Etat) ; 15 h. Reportage : Le football américain ; 15 h. 20. Les règles du rugby ; 16 h. 30. La ville de Cardiff ;

16 h. Tournai des cinq nations : Pays de Galles-France ; 17 h. 40. Rugby : Angleterre-Irlande ; 18 h. Magazine du théâtre : Peplum ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44. Jeu : Ya un truc.

20 h. 30 (A). Dramatique : Messieurs les jurés... « L'affaire Clémence », d'A. Michel et A. Francis. Scénario : F. Potcher, avec A. Meybez, M. Simon et N. Dessailly. Réalisation : J. Krier.

Deux amis d'enfance veulent se marier : Les parents de l'un, Pierre, refusent d'épouser Martin ; elle le tue.

22 h. 25. Variétés : Dix de der, de Philippe Bouvard et A. Tarta.

qu'un conseiller général ? 20 h. Le cinéma fantastique, à Avoriaz.

20 h. 30 (A). Grande reprise : « Un otage », de B. Behrens. Réal. M. Cravenne, avec Simone Signoret, D. Ivernel, M. Chevik, D. Gence, J. Martin.

Situé en Irlande, dans les milieux républicains, vers 1920, « Un otage » est une satire assez cruelle, sous son comique burlesque, agressive de tensions, un peu à la manière de « L'opéra de quatrous ». La pièce fut créée à Paris, en 1959, par le Théâtre de la Colline, puis mise en scène à l'Odéon-Théâtre de France, dans une mise en scène de Georges Wilson.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance (A) : « La Parure et le Parure », par H. Portney ; 8 h. 32. « Grégoire de Tours et son temps », par J. Gillard ; 8 h. 50. Eclairage au hasard ; 9 h. 2. La mélodie de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2. Lecture d'un disque ; 12 h. 5. Ainsi va le monde ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Musiques extra-européennes ; 14 h. 5. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Comme par magie », de A. Wilson ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture...

monde contemporain ; 10 h. 45. Demarches ; 11 h. 2 (A). La musique prend la parole : intégrale de l'œuvre d'Alban Berg ; 12 h. 1. La parole des Arts ; 12 h. 45. Poésie ; 14 h. 5. (A). Les samedis de France-Culture : « Centenaire du téléphone, centenaire d'E. Belin » ; 16 h. 20. Livre d'or ; 17 h. 30 (A). 1920-1975. Le triennal du siècle, par G. Carabon ; année 1970 ; 19 h. 15. Entretiens protestants de carême ; 20 h. 5. (A). « Don Juan et Faust », C. D. Grabbe, réal. J.-P. Colas, avec D. Manuel, M. Crém, A. Cuny ; 22 h. 5. La fugue du samedi ou mifugus, mifugus, divertissement de J. Chouquet ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Pliuresques et légères ; 8 h. Mélodies sans paroles ; 9 h. 30. Ensemble d'amateurs ; 10 h. Etude ; 11 h. 30. Sélection concert ; 12 h. 1. Notes sur la guitare (Vivadi, Purcell, Bach) ; 12 h. 45. Jazz s'il vous plaît ; 13 h. 30. Chasseurs de son stéréo ; 14 h. Les jeunes Français sont musiciens ; 15 h. 30. Discothèque 76 ; 17 h. 30. Vingt-cinq notes secondaires ; 18 h. 10. La route des jingles ; 20 h. Festival de Flandres, récital E. Emoling ; « Première Cantate », « Motet BWV 225 » (Bach) ; 23 h. France-Musique la nuit, « Vieilles Cires » (Haydn) ; 24 h. Pour quelques instruments.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Pliuresques et légères ; 8 h. Mélodies sans paroles ; 9 h. 30. Ensemble d'amateurs ; 10 h. Etude ; 11 h. 30. Sélection concert ; 12 h. 1. Notes sur la guitare (Vivadi, Purcell, Bach) ; 12 h. 45. Jazz s'il vous plaît ; 13 h. 30. Chasseurs de son stéréo ; 14 h. Les jeunes Français sont musiciens ; 15 h. 30. Discothèque 76 ; 17 h. 30. Vingt-cinq notes secondaires ; 18 h. 10. La route des jingles ; 20 h. Festival de Flandres, récital E. Emoling ; « Première Cantate », « Motet BWV 225 » (Bach) ; 23 h. France-Musique la nuit, « Vieilles Cires » (Haydn) ; 24 h. Pour quelques instruments.

Dimanche 7 mars

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15. Emissions philosophiques et religieuses ; 12 h. La séquence du spectateur ; 13 h. 30. L'homme qui n'en savait rien ; 13 h. 30 (A). Le petit rapporteur ; 14 h. 5. Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 1. Sports Direct ; 16 h. 15. Une ; 17 h. 20 (A). Film : « Raphaël le tatoué », de Christian-Jaques (1938), avec Fernandel, A. Bernard, R. Génin, M. Roland, M. Solomès.

Pour faire excuser une faute professionnelle, un vendeur de nuit s'invente un frère jumeau.

18 h. 45. Documentaire : Les animaux du monde ; 19 h. 17 (R.). Feuilleton : « Nans le Berger » ; 20 h. 30 (A). Film : « La Vieille Fille », de J.-P. Blanc (1971), avec A. Girardot, Ph. Noiret, M. Keller, M. Lonsdale, E. Scob.

Un homme et une femme, édités aux abords de la quarantaine, se rencontrent dans une petite station balnéaire du Midi.

21 h. 55. Résultats des cantonales ; 22 h. 20. Magazine du théâtre : L'œil en coulisse.

CHAÎNE II : A 2

12 h. C'est dimanche, de G. Lux ; 13 h. Variétés ; 13 h. 30. Dessin animé (Walt Disney) ; 13 h. 40. Film : « Candillon aux grands pieds », de Jerry Lewis ; 15 h. 5. Jeu : Interneige 75 ; 16 h. 10. Cycisme (reprise à 16 h. 30) ; 16 h. 25. Tiercé ; 16 h. 50. L'heure des enfants (avec Lady Penelope) ; 17 h. 55. Monsieur Clément ; 18 h. 15. Ciné-parade ; 19 h. 20. Série : M.A.S.H. ; 18 h. 50. Stade 2 ; 19 h. 30. Variétés : Ring parade ; 20 h. 30. Variétés : Système 2 ; 21 h. 50. Spécial élections cantonales ; 22 h. 5 (R.). Série : Les brigades du sirop ; 22 h. 50. Elections cantonales.

CHAÎNE III : FR 3

11 h. Emission destinée aux travailleurs étrangers : « A écrans ouverts » ; 18 h. 45. Spécial Outre-mer : Saint-Barthélemy ; 19 h. (A). Portrait d'un cinéaste : Abel Gance (et le cinéma devient parlant), par J.-P. Chartier ; 20 h. 5 (A). Les années épiques du cinéma : « Les grandes aventures ».

20 h. 30. Les archives du vingtième siècle, de J.-P. Marchand et P.-A. Boulanger : Paul Morand.

L'éducation d'une enfance dans la Paris de la Belle Époque. Paul Morand nous raconte, étudié à Oxford, transcrit aux archives d'archives sous divers gouvernements, mais il est un poète.

21 h. 45 (A). Actualité cinématographique : Le masque et la plume.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance (A) : « La Parure et le Parure », par H. Portney ; 8 h. 32. « Grégoire de Tours et son temps », par J. Gillard ; 8 h. 50. Eclairage au hasard ; 9 h. 2. La mélodie de la littérature ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2. Lecture d'un disque ; 12 h. 5. Ainsi va le monde ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Musiques extra-européennes ; 14 h. 5. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Comme par magie », de A. Wilson ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture...

« Quelques hommages à la voix de ma mère », par M. Bannuel ; 23 h. Black and Blue ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Concert promenade (Strauss, Sarasate, Elise, Euterpe, Henberger, Linka, Paganini) ; 8 h. Haplan ; 9 h. 30. Musical quatuor ; 11 h. 30. Musique ancienne ; 12 h. Sortilèges du flamenco ; 12 h. 40. Opéra bouffon ; 13 h. 30. Concerto brandebourgeois n° 5, par le chœur de l'Opéra allemand et l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan ; 13 h. 40. Petites formes ; 14 h. 5. La Trêve des critiques de discours : « Concerto pour violon » (Brahms) ; 17 h. 30. Le concert égoïste de Maurice Schumann (Debussy, Saint-Saëns, Fauré, Ravel, Duparc, Jolivet, Honegger, Poulenc, Franck) ; 19 h. 10. Jazz vivant, avec les pianistes M. Sola et J. Kana ; 20 h. 15. Nouveaux talents, premiers sillons (Chapier, Mezzanotte, Martin, Telleman) ; 21 h. Echanges internationaux de Radio-France : concert Bach, par l'Orchestre de chambre de Stuttgart, dir. K. Münchinger, avec G. Bayram, violon, M. Meyer, C. Hedrich, alto, S. Barchet, violoncelle, R. Doh, flûte, W. Schnell, hautbois, J. Thibaud, trompette, G. Bach, clarinette, Concerto brandebourgeois n° 5, « Concerto en mineur pour hautbois et violon », « Concerto brandebourgeois n° 6 », « Fugue en la mineur », « Concerto brandebourgeois n° 2 » ; 23 h. France-Musique la nuit ; 24 h. Pour quelques instruments.

Lundi 8 mars

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Les après-midi de TF1... Restez donc avec nous ; 18 h. 15. A la bonne heure ; 18 h. 45. Pour les petits ; 18 h. 55. Pour les jeunes ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 47. Alors raconte ; 20 h. 30. La caméra du lundi... Film (R.) : « Le renard du désert », de H. Hathaway (1951), avec J. Mason, Sir C. Hardwicke, T. Tandy, L. Adler, L.G. Carroll.

Le drame personnel du marchand Rommel, hésitant entre son devoir de soldat allemand et l'opposition nécessaire à Hitler.

CHAÎNE II : A 2

14 h. 30. Aujourd'hui, madame ; 15 h. 30. Série : Le Saint ; 16 h. 20. Hier, aujourd'hui, demain ; 17 h. 30. Fenêtre sur ; 18 h. 1. L'actualité d'hier ; 18 h. 25. Les belles histoires ; 18 h. 42. Le palmiers des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44. Jeu : Ya un truc ; 20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 45. Documentaire d'art : Francis Picabia, par O. Revault d'Allionnes. Réal. F. Ribadeau-Dumas.

CHAÎNE III : FR 3

19 h. Pour les jeunes : Flash... Les Misérables ; 19 h. 40 (A). Tribune libre : Alfred Sauvy ; 20 h. Emissions régionales ; 20 h. 30. Prestiges du cinéma : « Le Francis-cain de Bourges », de Cl. Autant-Lara (1950), avec H. Kruger, J.-P. Donat, G. Berner, R. Kolldehoff, S. Flon.

En 1940-1944, à Bourges, un résistant militaire allemand, prisonnier français, porte secours aux prisonniers français victimes de la Gestapo.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance (A) : « La machine et le merveilleux », par J. Peignot ; 8 h. 32. « Grégoire de Tours et son temps », par J. Gillard ; 8 h. 50. Eclairage au hasard ; 9 h. 2. Les lendis de l'histoire, par J. Goff ; 10 h. 45. Questions en zigzag ; 11 h. 2. Lecture d'un disque ; 12 h. 5. Ainsi va le monde ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Eclairage au hasard ; 14 h. 5. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « La machine et le merveilleux », de P. Dupuy, avec P. Cluys, J. Duby ; 15 h. 2. L'autre scène : « Les vivants et les morts » ; 22 h. 35. Entretiens avec W. Burroughs ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 7. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 11 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 1. La chanson ; 12 h. 45. Jazz classique ; 13 h. 30. Micro-facteur ; 14 h. 5. Mélodies sans paroles ; 15 h. 30. Festival international du son... à 14 h. 30. Démonstration des radiodiffusions étrangères : Danemark ; 16 h. 15. Mélodies sans paroles ; 17 h. 30. Quatuor de Zagreb, avec P. Cavallieri, clarinette (Tardini, Miletic, Brannin) ; 18 h. 15. Concert par l'ensemble Guillaume d'Acquap ; 19 h. 30. Musique instrumentale des XII^e et XIV^e siècles ; 20 h. 15. Jazz vivant, avec l'Orchestre Jazz Band ; 21 h. 5. Mélodies sans paroles ; 22 h. 30. Présentation du concert ; 23 h. 30. En direct de Copenhague : concert de l'Union européenne de radiodiffusion, soliste F. Delus, par l'Orchestre symphonique de la radio danoise, dir. Meredith Davies ; 24 h. 5. Concerto pour violoncelle et orchestre, de Fauré et Genta ; 25 h. E. Soderstrom, B. Rayner Cook et R. Year ; 26 h. Musique dans une ville ; 27 h. Entre les pavés, l'herbe ; 1 h. (A). La cité.

Les écrans francophones

Lundi 1^{er} mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. L'homme de fer ; 21 h. La Terreur du poison couronné, film de R. Chanas.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Mania ; 21 h. Pic et Pic et Colegram, film de R. Weinberg.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15. L'écran, témoin et débat.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. Hora série ; 21 h. 5. A bon entendement ; 21 h. 55. Les comités associés ; 21 h. 50. La voix au chapitre.

Mardi 2 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Le Boileux se lève à l'est ; 21 h. Banditos, film de M. Dillman.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Cirque du monde ; 21 h. Fervant les Amateurs, film de K. Neumann.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15. Regard ; 21 h. 10. Vingtième siècle.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15. L'homme d'Amsterdam ; 21 h. 10. En direct avec ; 22 h. 10. Jazz.

Mercredi 3 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Cheval de fer ; 21 h. 10. Abandon du Speeder, film de K. Hoffmann ; 22 h. 40. La lanterne magique.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Cent filles à marier ; 21 h. 10. La figure de proue, film de C. Gheorgiu.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15. Cirque ; 21 h. 45. Patinage artistique.

Jeudi 4 mars

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Chaparral ; 21 h. Guizot de Pussu Cat ; 22 h. 10. Film de G. Donner.

TELEVISION BELGE : 20 h. 15. Le jardin extraordinaire ; 20 h. 45. Capitaine Krys, film de E. King ; 22 h. 25. Patinage.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5. Jeu ; 20 h. 30. Adorable Jude ; 21 h. 10. Sauvageon ; 22 h. 50. Tennis.

Dimanche 7 mars

TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Hawaii 5-0 ; 21 h. Le 204 du survivant, film de J. Giovannini.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. Le grand amour de Balzac ; 21 h. Surcouf, le Vierge des sept mers, film de S. Berponzeil.

TELEVISION BELGE : 20

REVUE DES REVUES par Yves Florenne

IDEES

Cahiers : Valéry, Du Bos. — L'autobiographie

INAUGURER aujourd'hui avec un peu de retard sur la célébration du centenaire auquel ils contribuent, les *Cahiers Paul Valéry*, qui doivent nécessairement beaucoup à M^{me} Agathe Rouart-Valéry, viennent combler enfin une place trop longtemps laissée vide parmi tous les cahiers consacrés à des écrivains, ceux de la N.R.F. en particulier (1). On pourra toujours jouer à décider qui d'entre eux est plus ou moins « grand », c'est-à-dire qui nous mettons le plus haut. Une chose au moins est incontestable : de tous, Valéry est le plus moderne ; et peut-être est-il, d'une certaine façon, le seul moderne. Il a chance de le rester. « Une modernité de toujours » : c'est justement ce que salut en lui Jean Levallois, à qui revient d'organiser la construction de « l'espace valéryen », que lui-même désigne comme l'objet de ces cahiers.

« Valéry ou le questionnement inachevable », objet lui-même de ce questionnement, jamais achevé dont Jean Levallois nous rend compte, les principaux abords s'énoncent-ils de voir citer en tête le théâtre ? C'est peut-être parce que le prochain cahier a pour thème *Mes théâtres*. Ce cahier seul est significatif. Le possesseur est évidemment allusif, mais le théâtre, au moins comme lieu, est présent chez Valéry plus qu'on ne croit souvent, et bien ailleurs que dans *Mon Faust*. Ce qui ne surprendra pas, en tout cas, c'est que le premier cahier soit — il ne pouvait pas ne pas l'être — l'esquisse d'un traité de la poésie et de la poésie de Valéry.

Plus que précurseur, Valéry l'est dans la mesure où il n'annonce pas tant aujourd'hui qu'il le conteste d'avance, le refuse (en partie) et, peut-être le dépasse. C'est, avec des précautions, le leçon qu'on tirerait de l'étude de l'évolution de Valéry. Il est montré que Valéry n'est pas, comme on le dit parfois par une sorte de surréalisme, la préface ou même le père du structuralisme : il dément celui-ci autant qu'il le précède. On, si l'on préfère : il est cela, et il est autre. En dépit ? Ou passant outre ? Sa poésie n'est pas celle du structuralisme. Et même, la poésie du structuralisme, pour lui, en serait-elle une ? On a peine, et s'empêche elle-même. Ce ne sont pas ces choses, encore moins ces refus, que nourrit l'évolution de Valéry. S'il se garde « d'aller trop loin » avec ceux qui penseraient que l'actualité de Valéry est de surface et que la poésie structurale n'a plus rien à apprendre de lui, ce serait fort abusif de lui prêter la pensée qu'elle aurait tout à apprendre, si elle n'était justement si largement étrangère à une telle leçon.

Ce n'est pas sans références à Todorov — à Lyotard aussi, et, bien entendu, à G. Genette, — que Jeanne Jallat s'assure et s'avance, dans une étude très révélatrice sur les figures de rhétorique selon Valéry et dans Valéry. Ce qui n'est pas la même chose et laisse l'écart entre la doctrine et la pratique. Par là, la modernité de Valéry nous comble, s'il y a, comme se le demande Jeanne Jallat, « deux rhétoriques valéryennes, tournées vers les deux côtés de notre modernité ».

On sait gré au « Cahier » de sa brillante et sérieuse critique de produire largement les textes, dont elle souligne la cohérence à quarante années de distance. C'est à l'origine de cette distance, et même encore en deçà, que nous ramènent les lettres inédites de Pierre Louys, datées de 1891 et 1892. Un mot saute aux yeux sur ces lettres : « C'est la première : le mot système. Et voilà déjà tout Valéry. Peu importe que le système ne soit encore à l'état de recherche de lui-même ; et que la poésie de cet apprenti d'adulte n'ait pas encore été fixée. C'est la volonté et le désir d'être qui importent. *L'art littéraire était considéré une explication du monde des mots.* » Tout nous touche dans ces lettres, jusqu'au style d'époque. Par exemple, pour exalter le style, justement, et le beau (catégorie peu à notre mode) : « Que tout soit anobli de bon et blâmé de style. Ou, symboliste et préraphaélite : *Cette-à qui n'existe pas, et qui a des yeux si pâles.* »

Il est poignant, et instructif, de trouver chez ce moderne, et jusque dans l'assemblage stéréotypé des mots, les plus vieux plus de l'idée et de la littérature masculine. Pour défendre, dans un sonnet, le mot « infidèle » : « Il devrait faire songer, écrit-il, à l'essence trompeuse de la femme » (c'est nous qui soulignons). Il ne se propose pas moins de publier d'autres vers « sous un pseudonyme féminin ». Manifeste d'infidélité clandestine ? Pour ne pas trahir l'essence évidemment loyale de l'homme. Autre cloche : « Je suis depuis trois mois plongé dans l'abîme mystique... Cinq mois encore, et : *Je deviens alibi.* »

On terminera par ceci, qui n'est pas non plus sans quelque actualité : « *Il faut absolument que vous nous débarrassiez de cela (c'est-à-dire, c'est le service militaire), d'un fait et l'un des meilleurs de moi, et ce n'est tout. N'allez pas vous*

exposer à alourdir votre cerveau du poids d'un kèpi. » Il va à la ligne, et souligne avec une belle et très sérieuse conviction : « *Ceci est d'intérêt public.* »

Le numéro spécial (2) des *Cahiers Charles Du Bos* marque le vingtième anniversaire de la Fondation de la société des amis Jenny de Margerie et évoque le dialogue de « deux grands Européens », l'autre n'étant pas Gide mais Rilke. Le centenaire de celui-ci donne toute son opportunité aux vues souvent accordées des deux écrivains sur la création poétique et sur la critique. Or le texte met en évidence ces vues et ces accords est de Michèle Lelou, qui a consacré à Du Bos son étude et sa vie. Ce cahier qu'elle avait préparé, dont elle avait corrigé des biographies peut-être un objet pur. Et voilà cet objet, son histoire, son « fonctionnement », qui excite l'intérêt, l'étude et la méthode. On vient de le voir avec le *Pacte autobiographique* de M. Philipe Lejeune (3), livre qui marque une étape (d'aucuns y voient un retour) dans la pensée de l'auteur de *L'autobiographie en France*. Il traite de l'autobiographie comme genre (et du concept même de genre) et de ses rapports avec l'histoire littéraire, dans le numéro spécial de la *Revue d'histoire littéraire de la France* (4), qui publie les communications et discussions du colloque sur l'autobiographie.

Discussions nullement académiques, au point que Paul Bénichou, président

d'une des séances et témoin à demi affligé, les qualifie de « controverses véhémentes ». Il a tenté de les pacifier, tout en les éclairant : l'antagonisme porte sur le point de savoir si nos études sont susceptibles d'une rigueur scientifique analogue à celle qui régit dans d'autres sciences. Mais l'expression « d'autres sciences » est déjà une pétition de principe. Le débat est plutôt entre science et hors-science. Ce qui n'est peut-être, en somme, que considérer à son point le plus élevé la glorieuse incertitude des sciences dites humaines.

On ne s'attend d'ailleurs pas sur la nature de l'objet lui-même. Ainsi, les « modernes », avec M. Lejeune, font de son histoire une histoire presque contemporaine, le reste étant préhistorique. Pour les « anciens », cette préhistoire est l'histoire même, Abélard dans ses malheurs, est le père de Rousseau (qui ne voit d'ailleurs qu'Héloïse est sa mère ?) et l'autobiographie est vieille comme la littérature, ou davantage.

« Les *Cahiers Jacques Audoubert* », on l'a vu, des qu'ils apparaissent, ne ressemblent pas aux autres, ce qu'on a déjà leur titre : *L'œuvre-botte*. Un texte étonnant sur le retour de Munich (paru dans la N.R.F. de novembre 1968) : « Lettres à Lévi-Strauss (n° 4) : une lettre à Valéry Larbaud, une page-souvenir d'Innesco, d'autres de Mandiargues, de Fombeure ; des textes encore en lettres à Lévi-Strauss (n° 5) (1 bis, rue des Capucins, 92190 Meudon).

Dans Rimbaud vivant, bulletin des amis de Rimbaud (S. Bidek, 24, rue Gutenberg, 92100 Boulogne), une étude de R.A. York, de l'université d'Ulster : « Vers une grammaire rimbaudienne. » Les *Cahiers Mioss* publient six lettres inédites (18, rue de Bellechasse, Paris 7). « Autre correspondance », poésie et poétique : de Mario Noël à l'abbé Bremond (*Cahiers Marie Noël*, 19, rue Casimir-Périer).

Le second des *Cahiers Alexandre Virolle* (36, rue des Plantes, 14^e) rassemble quarante lettres de la correspondance échangée pendant quarante années avec René Poirier.

Depuis 1971 paraissent des *Cahiers Jacques Chardonne* : ils en sont à leur troisième numéro (28, rue A.-Briand, 95630 La Frette).

Le débat est peut-être surtout dans cela à quel on faisait allusion en commençant : la présence ou l'évacuation de l'autobiographie, bref de l'homme. C'est ce qu'exprime un peu plus brutalement le plus « véhément » des douze, et le plus maltraité, M. Georges Gusdorf : comment expliquer, au temps de la « mort de l'homme », cet intérêt soudain pour une sorte d'écrit au centre duquel trône le « Je » individuel et non collectif ? Goût morbide et masochiste de ce « pourrissement » de l'homme-cadavre ? Ou, au contraire, manifestation de l'instinct de conservation ? On lui a répondu, avec les meilleures raisons que sa question est hors de la question. Et que, chez lui, le reste est caricature.

Il faut se réjouir, en tout cas, que dans cette universelle mort divine et humaine, quelque chose et quelqu'un n'aient jamais montré tant de vitalité : sur le créateur mort, le critique pullule. Ou plutôt : sur son texte. Beau triomphe sur la mort de tout.

(1) Gallimard.
(2) 12, boulevard Victor-Hugo, Neuilly-sur-Seine.
(3) Voir l'article de Béatrice Didier dans « le Monde des livres » du 22 janvier.
(4) Armand Colin.

SOMMAIRES

Un excellent numéro des *Etudes goethiennes* (Klinkhardt éd.) qui apporte deux fois du nouveau sur Goethe : par des éclairages critiques et biographiques ; et par des textes inédits : la correspondance avec Jules Monnerot ; et présentée aussi par Goulimier, une nouvelle *Aventure de jeunesse*, piécasse et sentimentale, où l'auteur met en scène un Jacques Calot adolescent, emporté par amour dans la troupe des « Bohémiens en voyage ».

Premier numéro des *Etudes mauritaines* (3, av. de Lyon, Chambéry). J.-L. Darrel y publie, présente et éclaire le catalogue — évidemment instructif de la bibliothèque de Joseph Maistre.

Dans les *Etudes renanaises* (n° 34, 18, rue Chapal), « Renan et les Goncourt » par P. Claret.

Dans le bulletin de la *Société Chateaubriand* (87, rue Chateaubriand, Chateaubriand-Malabry), P. Ribertie produit des documents qui tout en montrant la prudence ironique de Chateaubriand à l'égard de Louis XVII-Napoléon, « Les rois ne nous regardent pas, et il me semble que nous en avons un de trop », écrit-il en 1833 — donnent à penser qu'il savait que le dauphin n'était pas mort au Temple.

LA VIE DU LANGAGE

L'ennemi héréditaire

L'ACTUALITÉ de notre domaine, c'est-à-dire la loi du 31 décembre. De la loi sur la défense du français, qu'elle était à l'origine, elle s'est sagement réduite à une « loi sur l'emploi » (du français), et les préoccupations culturelles (ou rivarolennes) y ont cédé le pas à la protection du consommateur. C'est encore cependant un appareil bien lourd et bien redoutable pour un résultat très aléatoire, et il est permis de se demander si une circulaire des douanes interdisant l'entrée en France de marchandises non accompagnées d'une documentation technique en français, n'aurait pas fait tout aussi bien l'affaire, à moins de frais et de tapage.

Pour montrer la nécessité de la loi, les télévisions et les radios ont mené enquête dans la rue. Le résultat en était connu d'avance : si les interrogés ignorent le sens des mots (tous anglais) que leur soumet à brûle-pourpoint le reporter, c'est une catastrophe nationale. Il faut réagir. S'ils le connaissent, autre catastrophe : le mal est profond, nous sommes envahis, il faut réagir plus encore. Mais pourquoi cette charmante velle dame questionnée à l'improvise devrait-elle savoir ce que sont le *lessing*, le *franchising*, ou un forage *off-shore* ? Elle en savait beaucoup du reste (cas de figure n° 2 : c'est un désastre !), alors que l'ignore ce que sont une *débarasse*, une *mouvette* ou un *cut* en meuble.

Le procédé est pittoresque, accablant, faute de mieux. Il ne (me) convainc guère. Si je demande de but en blanc à cinquante passants et passantes, rue Lepic, ce que sont une *amphythéâtre*, la *baque*, un *idéologue*, des *domaines homopexes* une zone sous-pétrole ou un *apéroplisme*, j'ai toute chance d'obtenir un zéro pointé à mes interrogés ; au moins à quarante-neuf des cinquante. Et après ? Qu'aurai-je prouvé ?

Que le français ne soit plus ce qu'il était, c'est évident. Le monde n'est plus. L'accélération de l'histoire n'est pas un vain mot en matière de langue. Non, non, non, non, non, et toujours davantage, c'est le lot de nos générations, emportées à vitesse croissante dans le maélstrom des techniques. Et après ? Est-il en notre pouvoir de vivre en 1976 en toutes choses, hormis les mots ? La surinformation est peut-être un des fléaux de nos sociétés occidentales, comme la surconsommation et la surproduction ; mais elle s'exerce dans toutes les langues et tous les sables, et je préfère encore un texte clair, sec, et

bien construit au prix de quelques « xénismes » (disons « anglicismes » pour être franc), à ces bouillies franco-françaises dont nous sommes chaque jour gâtés par les pouvoirs.

En voici un bel exemple, tout frais et tout de circonstance. Il s'agit du bulletin n° 267 de la délégation générale à l'information (Actualités-Services), consacré précédemment à la loi qui nous occupe. Citation : « L'apport du législateur consiste à conforter l'usage du français dans certains domaines où des influences étrangères abouissent à la supplantation (ou) à l'altération du français. » Cette « supplantation » laisse rêveur. Nos délégués (par qui ?) à l'information ignorent-ils à ce point l'usage du verbe, qu'il leur faille le remplacer par des mots vagues ? Autre extrait, même bulletin : « Il faudrait un dictionnaire pour recueillir l'ensemble des mots en langues étrangères qui tendent à inonder la langue française. » Cet « ensemble des mots en langues étrangères » n'est pas mal non plus. Et ce qui « tend à inonder » notre langue, c'est, braves gens, votre incapacité préjudiciable et redoutable (dans votre cas) à la manier simplement.

Revenons rue Lepic. Une bonne part des « ours » très français que vous avez vu passer vient du dernier cahier de la *Cité des mots* (1), décembre 1975, n° 25. Un cahier réduit, puisqu'il donne *in fine* la liste des quatre-vingt-cinq mots choisis, mais très riche, défini et à peu près normalisés qui figurent, en deux ans dans les vingt-cinq cahiers précédents. Lecture réconfortante, somme toute.

Le français tient bien sa place dans le développement vocabulaire international (insistons sur le mot des sciences et des techniques : *hamonexes*, *hydroptallies*, *idéologisme*, *apéroplisme*, etc.), sont à la fois « chez nous » (au moins du chez-nous savant) et « mondialistes ». Il est encore très capable de créations : la *baque*, mot savant, désigne cette pelouse grise, maigre, ramagée, qui revient (l'anglais la nomme *regrowth*, ce qui est moins spécifique) derrière un second incendie de forêt (en particulier, en Provence ou en Corse, hélas !), et qui est le dernier stade de survie de la végétation avant sa disparition définitive. Un *doppler-voiture*, ou *dossier-camion*, vaut bien le « *way bill check-list* » anglais. Pour désigner l'appareil de téléphone dans lequel l'écou-

leur et le micro sont incorporés au socle (on commence à « voir », nous avons le « poste main-ligne », et bientôt certainement un « main-ligne » tout court, avec ou sans S, il n'importe. C'est assés bref, et plus parlant (c'est le cas de le dire) que le *speakerphone*. Relevé encore : *mousser* un matériau, lui donner une surface rêche ; et une *bouteille-bocal*, qui dit excellemment ce qu'elle a à dire.

D'autres trouvailles qui sont le fait, rappelés-les, des usagers de la langue, et non du Conseil International, simple greffier, l'échiquier supérieur, placé sur le goulot des bonnes bouteilles et qui porte souvent le millésime, est une *cravate*. L'anglais — upper label —, et l'allemand — Halskette —, ne sont ni plus précis ni plus bruts. Une machine à plier les cols de chemise est tout bonnement une *colletteuse* ; anglais : *collar sewing machine*. Pour le « *despacher* », homme ou dispositif qui répartit un certain trafic, les postes emploient l'excellent : *sochemineur*. Etc., etc.

Une rédaction attendue (et nous retons dans le sujet) : celle du très classique ouvrage de M. Kossler : *Les Faux Amis des vocabulaires anglais et français* (2), épuisé depuis dix ans. Réédition, très augmentée, très belle (typographique même, ce qui n'était peut-être pas indispensable, et à pour inconvénient un prix un peu élevé). Avec ses 884 pages grand format, les *Faux Amis* apparaissent à la lecture comme un véritable manuel de lexicographie comparée « anglo-française, aussi indispensable à l'anglophile que l'autre très classique *Stylistique comparée du français et de l'anglais*, dont une réédition très augmentée est aujourd'hui disponible (3).

Prenez par exemple (dans les *Faux Amis*) l'anglais *record*. Le verbe (*to record*) est issu directement du latin (*recordari*, se souvenir) qui a longtemps vécu en français : *recordar*, se souvenir, se souvenir. Le nom (*record*) va donc signifier, selon les situations et les contextes, tout ce qui était, souvient, fixe le souvenir. Le « record » sera à l'occasion, un compte rendu parlementaire ; des notes de cours ; une copie conforme ; des archives ; une feuille de tempérament ou le tracé d'un électrocardiogramme ; un récit de témoin ; le dossier d'un officier ou d'un fonctionnaire ; mais aussi (dans « I know that

record », une rengaine, une chanson trop connue — le connaît la chanson. Et, bien sûr, les deux « records » qui nous sont les plus familiers : celui des sports (c'est la mention écrite de la meilleure performance réalisée dans un domaine), et l'enregistrement sur disque, d'où le disque lui-même.

Peut-être cette différence sensible des moyens de « nomination » des choses dans les deux langues explique-t-elle à la fois le succès de l'anglais, synthétique, économique, et le mépris assez sot dans lequel le tiennent encore souvent les tenants du français « langue des dieux ». Sur le même thème, une autre lecture profitable : *Le Banque des mots*, n° 10 (4). Le compte rendu du colloque de mai 1975, organisé par le C.I.L.F. (5), sur les « relations entre l'anglais et le français » constitue en fait une analyse en profondeur de ces relations. Chacune des deux communautés de langues (en particulier en Grande-Bretagne et en France) se fait de la langue de l'autre, ont constaté les participants au colloque, une image beaucoup plus complémenaire que conflictuelle. La « coté » du français en Grande-Bretagne est aussi positive, mais différemment, que celle de l'anglais en France. A nous de tirer le meilleur parti de cette situation.

Dans la même excellente livraison, d'Alain Rey : *terminologie et terminologie* devraient aujourd'hui se distinguer dans la théorie et la pratique, comme l'ont fait depuis quelques décennies la lexicologie et la lexicographie. De Georges Pétit, une copieuse et solide étude sur « la langue des sports », préface d'un dictionnaire à paraître.

JACQUES CELLARD.

(1) Publication trimestrielle du Conseil International de la Langue Française, 105 ter, rue de Lille, Paris (7^e).

(2) M. Kossler, *Les Faux Amis des vocabulaires anglais et français*, Librairie Vuibert, 120 P.

(3) Yves Florenne, *Stylistique comparée du français et de l'anglais*, Didier Érudition, Paris.

(4) *Revue française de psychanalyse*, n° 41, 1975.

(5) C'était le second colloque organisé par le C.I.L.F. sur le thème : « Le français, langue en contact ». Le premier (à Garmisch, 1974) était consacré aux rapports entre l'arabe et le français. Le troisième (à Paris, 23-24 mars 1976) sera consacré aux relations entre les langues africaines et le français. Renseignements au C.I.L.F., 105 ter, rue de Lille, Paris (7^e).

Psychologie en miettes

PARMI tous les reproches que l'on adresse aux psychanalystes, il en est un qui est particulièrement fondé : celui d'afectation dans leurs écrits un style ampigouffre, contourné, verbeux, inutilement précieux — bref, de se livrer, à vous en étourdissant, à toutes sortes d'acrobaties verbales... ce qui impressionne peut-être le pékin, mais attriste ceux qui pensent avec Nietzsche que « qui se sait profond tend vers la clarté, qui veut paraître profond à la foule tend vers l'obscurité ».

A côté de Nietzsche, citons encore Schopenhauer (« Rien n'est plus facile que d'écrire de façon que personne ne comprenne. Rien n'est plus difficile, par contre, qu'exprimer des pensées importantes qui doivent être comprises par chacun ») ou Karl Kraus (« Utiliser des mots inoffensifs est une impolitesse littéraire. On ne le doit qu'à la marche du lecteur qu'avec des difficultés de pensée »).

C'est aussi, bien sûr, l'opinion des premiers psychanalystes, à commencer par Freud lui-même. « Mais nous aimons, nous autres psychanalystes, écrit-il dans *Ma vie et la psychanalyse*, rester en contact avec la façon de penser populaire et préférons rendre utilisable pour la science des notions populaires plutôt que de les rejeter. » Il est vrai que les psychanalystes avaient alors autre chose à faire qu'à se soucier de satisfaire l'attente des snobs ou de vouloir impressionner la monde universitaire.

En outre, comme le remarque finement Janine Chasseguet-Smirgel (1), la vulgarisation de la psychanalyse, l'extension même du nombre des psychanalystes, sont sans doute à l'origine de cet hermétisme. Il peut être insupportable pour le narcissisme d'être confondu avec Mémé Grigolo. Il est tentant alors, de se réjouir dans le gongorisme et de vouloir se différencier à tout prix de « collègues » stigmatisés du nom de « maîtres nageurs ».

La lecture de la littérature psychanalytique, pour éprouvants et nécessaires qu'elle soit souvent, ménage cependant parfois d'étonnantes rencontres. Ainsi, dans le dernier numéro de la *Revue française de psychanalyse* (2), un jeune psychanalyste, parmi les plus prometteurs, Alain de Mijolla, livre les résultats d'une enquête — psychanalytique, bien sûr, et de la meilleure veine — sur Rimbaud, cependant que Muriel Gardiner, qui fut à Vienne l'amie de l'homme aux loups, le célèbre patient de Freud, se gaussait dans une

petite pièce satirique (elle date de 1954 et elle est excellemment traduite par Marguerite Derida) des conceptions freudiennes ayant trait à la féminité ; l'humour et l'irrespect font ici merveille ; ça pétille comme dans une comédie américaine ; et puis, rien ne témoigne mieux de la « santé mentale » (l'affreux expression !) que la capacité de se moquer de soi, de ne pas se prendre au sérieux, c'est également roboratif à souhait.

Philippe Sollers : « La psychanalyse a attrapé la peste aux Etats-Unis : le marxisme, le choïra en U.R.S.S. Nous sommes ici (En Europe, n.d.l.r.) entre la peste et le choïra. »

ROLAND JACCARD.

(1) J. Chasseguet-Smirgel : *Freud mit à nu par ses disciples mêmes*. In *Revue française de psychanalyse*, Janvier-avril 1975, PUF.

(2) *Revue française de psychanalyse*, mai-juin 1975, PUF.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - FRANCE
C.C.P. 4207 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois
— — — — —
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
et COMMUNAUTÉS (sauf Algérie)
80 F 160 F 320 F 360 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 482 F 530 F

ÉTRANGER
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 397 F 440 F
2 - TUNISIE
125 F 231 F 371 F 440 F

Par voie aérienne
suivant demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou chèque) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse
d'adresse ou provisoires (deux
semaines d'avance, nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres
en caractères d'imprimerie

SOCIÉTÉ

Aux racines du sexisme

LES ENFANTS SONT TOUJOURS CE QU'ILS ÉTAIENT...

LES enfants aiment, s'agitent, courent en tous sens, font du bruit et des dégâts en attendant de vieillir. Mais, en attendant, n'ont-ils donc rien à dire qui mérite d'être écouté ? On les voit à l'apprentissage des adultes et rien à leur apprendre ? Fille ou garçon, le beau livre de Madeleine Laik, militante du M.L.F., nous plonge d'une manière désordonnée et passionnée dans le discours profane — et parfois décevant — de l'enfance.

Pendant un an, l'auteur, qui fut psychologue, a interviewé devant un magnéphone une trentaine d'enfants de huit à quatorze ans. Deux questions toutes bêtes, mais si vastes : « Je voudrais que tu me racontes comment ça se passe pour toi d'être un enfant » et « Est-ce que tu es content (e) d'être un garçon (ou une fille) ? ». Parallèlement, avec l'aide d'un petit groupe d'amis, psychologues ou sociologues, une enquête par questionnaire écrit a touché cinq cents enfants. Ce « matériel » volumineux fournit la base, la préface, à un livre incassable, véritable autobiographie par procuration où la parole des enfants alimente la quête anxieuse de la militante féministe, se croise et s'entrecroise avec son propre discours.

Madeline Laik n'a pas chausé les lunettes sécurisantes de l'objectivité scientifique pour observer, de loin, des enfants qui lui seraient étrangers. Son échantillon n'est pas plus « représentatif » qu'une bande d'enfants vivant dans un square. Mais pas moins. Sa méthode n'est ni rigoureuse ni prétentieuse : elle décortique les propos de ces enfants avec sa propre grille d'analyse, ou plutôt de fantasmes. Les citations subtilement choisies font aussi bien le portrait des enquêtés que... de l'enquêtrice. Le livre n'en est que plus attachant, dénotant, pénible, glissant du « je » au « ils » comme un enfant change de jeu ou de lieu. Made-

leine Laik n'a pas fait une thèse, elle a défriché sa propre histoire, souvent avec humour. Entant, Madeleine Laik était juré de ne « jamais devenir une grande personne ». Devenue grande, elle a eu « envie de se retourner » et d'« aller voir là-bas quand j'étais petite ». Au milieu du livre, elle raconte un rêve : après des efforts d'alpiniste, elle est parvenue à « grimper » jusqu'au visage de sa mère. « Elle est large, massive et froide comme la statue de la Liberté. Je finis par me hisser à la hauteur de sa bouche. Je lui parle. » Un peu tard pour parler enfant : il ne restait qu'à écouter ceux qui le sont encore. Madeleine Laik reconnaît qu'elle a voulu « se mettre au monde avec des enfants ».

Amère constatation

Cette démarche originale d'auto-analyse... par personne interposée n'est pas exclusive d'un goût morbide, chez une féministe radicale, victime du « sabotage de son sexe », pour la toute aux racines du mal. Les enfants qu'interroge Madeleine Laik lui racontent sa propre histoire, lui confirment que son combat intérieur fut, et est, douloureux : « Les filles, les femmes, sont les plus grandes ennemies de leur sexe, leur misogynie est encore plus implacable que celle des garçons ». Amère constatation pour une femme dont on peut supposer qu'elle espérait, au début de son enquête, que celle-ci lui montrerait une évolution des enfants par rapport à sa propre enfance. Non : tous les clichés sont là, les préjugés, les peurs, les inhibitions. « Les filles ont le mal d'être, les filles n'aiment pas les filles, les filles ne s'aiment pas elles-mêmes. » Sur cinq cents réponses au questionnaire, il s'est trouvé deux garçons pour dire qu'ils auraient aimé être une fille, alors que plus de la moitié des filles font état de leur regret de ne

pas être nées de l'autre sexe. « Quand ils décrivaient la femme ou l'homme qu'ils imaginaient être un jour, j'avais l'impression qu'ils me décrivaient l'existence de leurs antérieures-grandes-parents. Donc, il ne faut pas rêver : tout reste à faire pour que les vieilles structures mentales s'effritent. Une explication (trop simple ?) : « Comme les femmes, comme tout groupe opprimé, les enfants n'ont pas les moyens de prendre leur distance par rapport à l'idéologie qui fonde leur statut. » Un sexe annulé, immobilisé au bénéfice de l'autre : « La femme, dit un enfant, c'est d'être là, c'est de vivre sa vie tout en étant disponible vis-à-vis de l'homme. » Un sexe qui fait partie du décor, des objets : « Être grand, dit un garçon, c'est avoir une femme et un petit pavillon. » Des femmes sans mouvement, sans parole, qui doivent se résoudre à « avoir des garçons, puisqu'elles n'en sont pas un ».

Le livre de Madeleine Laik laisse un étrange goût amer, où l'espoir est bien mince. Retourner au pays de l'enfance pour constater que rien n'y a changé est peu exaltant. « Il va bientôt finir, mon livre, et c'est terrible », confie l'auteur. Il s'est arrêté de penser qu'à la fin de ce livre, grâce à tous ces enfants, moi aussi, avec les miens plus tard, je saurais ce qu'il faut faire. En dépit d'un ultime credo féministe appelant à la « réconciliation » des femmes entre elles — « c'est dans le même que nous accédons à la différence », au terme de son enquête, Madeleine Laik, un peu lassée, pense qu'il faudrait « continuer le livre ». Mais que découvrirait-elle de plus que des petites filles misogynes et des petits garçons ouvertement sexistes ?

BRUNO FRAPPAT.

* Fille ou garçon, par Madeleine Laik. Ed. Denoël-Gonthier. 320 pages, coll. « Femmes ».

Portrait

Pierre-Paul, mon légionnaire

MON légionnaire n'a plus vingt ans et sur sa tête la casquette de chauffeur de maître a remplacé le képi blanc depuis bien longtemps déjà. Qu'importe ! Pour tous ceux qui le connaissent, Pierre-Paul, c'est d'abord un ancien de la légion. Cent kilos qui le font respecter, un bon sourire qui le fait aimer, une histoire à l'ombre de l'histoire qui fait rêver.

Né en 1921 dans la banlieue d'Alger, d'un père français, fonctionnaire à la direction des trains, et d'une Arménienne, Pierre-Paul n'a pas un an quand ses parents sont massacrés par les Turcs. Les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul recueillent l'orphelin et élèvent en secret le « glorieux », le bâtard, doucement méprisé parce qu'Arménien et parce que chrétien.

En 1939, au moment de la déclaration de guerre, Pierre-Paul a dix-huit ans. Il voit les Turcs ; or, son service militaire approche. Il aime la France : il prend contact avec le représentant du général de Gaulle à Istanbul, entame une longue marche jusqu'à Antioche et, au risque d'être pendu, passe illégalement la frontière de Syrie.

La voici à la légion, le seul corps constitué français qui existe au Levant. Le petit Pék-Yurck, c'est-à-dire « Cœur d'or », devient Pierre-Paul Renard, légionnaire de la 7^e compagnie, à la 13^e demi-brigade de légion étrangère. « Le Roman de Renart », vieux souvenir scolaire, vient, à temps, soulager un nom d'emprunt au nouvel engagé.

L'élève des sœurs, à dix-neuf ans, troque l'orthographe des Enfants de Marie pour le fanion vert et rouge. « Le soldat dans le vide, des mondes qui s'opposent. Pour moi, il y avait la mère supérieure de mon couvent. Au-dessus, la France. Et au-dessous encore, Dieu. Je trouvais des hommes-robots à qui il semblait manquer une âme, des mercenaires prêts à mourir,

des durs qui, un jour, devant moi, ont exécuté un de leurs chefs qui avait failli. C'était difficile à avaler. » Le dimanche, Pierre-Paul sert la messe. Rappel des jours anciens : l'enfant de chœur en treillis se voit dix ans plus tôt prêtant le serment de confirmation sur les genoux de Mgr Roncalli, nonce apostolique à Istanbul, le futur Jean XXIII.

« J'ai tué mon prochain »

Un autre baptême l'attend : Pierre-Paul reçoit celui du feu à Bin-Hakelm. « D'abord, je n'y ai pas cru. Je regardais cela comme une bagarre de gosses de quinze ans. A la première attaque italienne, j'étais au spectacle devant les chars qui avançaient un peu comme des joyeux pique-niqueurs du dimanche qui choisissent de préférence le bord de l'autoroute.

Le premier char a sauté, et j'ai vu que le grand jeu avait des limites. Mais c'est plus tard, à la sortie de Bin-Hakelm, que j'ai vraiment compris que cette guerre était la mienne. Il faisait nuit. Je suis tombé dans une tranchée en face d'un homme qui dormait : l'Allemand a saisi son fusil mitrailleur. C'était lui ou moi, je lui ai enfoncé ma baïonnette dans le ventre. Ce type-là, c'est le premier que je sois sûr d'avoir tué.

Sur le coup, cela ne m'a pas touché ; je me suis relevé et me suis mis à courir. C'est en traversant le désert à la recherche de ma compagnie que je me suis dit : j'ai tué mon prochain. Et pourtant, il ne m'avait rien fait. Il avait vingt ans comme moi, l'aurait pu m'entendre avec lui, le ne dis pas jouer une belote mais tout de même... Bien sûr, plus tard, j'ai abattu d'autres Allemands, mais j'avais pris l'esprit légionnaire ; et puis quand on voit l'un de ses

Une certaine idée du « France »

El Alamein, Monte-Cassino ; enfin, à Cavalaire, les soldats fatigués mettent le pied sur le sol de France. Pierre-Paul est heureux : « Débarquer un 15 août, la fête de la Vierge ! J'étais persuadé que mon colvaire était achevé. Mon idée fixe, c'était de voir Paris. J'y suis entré sur une civière. A Belfort, une bombe explosive lui fait éclater l'avant-bras. La guerre est finie pour lui ; Pierre-Paul a perdu jusqu'au goût de sa botte. Il supplie qu'on l'ampute tant il souffre.

On l'aide à s'en sortir. La première promenade du convalescent est pour la rue du Bac où est sa famille, celle des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. Mais son bras atrophié lui interdit de reprendre son métier de menuisier : Pierre-Paul trouve du travail, il est standardiste, puis chauffeur.

Il s'est recréé une vie. A Megève, à Cannes ou à Paris, dans le sillage des grands de ce monde, au volant d'une Rolls au d'une Bentley, il promène un regard amusé. Ebloui par ce beau monde ? « Allons donc ! Après la légion, on ne s'étonne plus de rien. »

Janvier 1962 : au voyage inaugural du « France », on a accepté quatre cents personnes. Il y a Mme de Gaulle, marraine du bateau, M. Baumgartner, un important porteur de personnalité... et Pierre-Paul, sans livrer ni cosquette, qui, sur le pont des premières, joue au ping-pong avec M. Blaustein-Blanchet, un de ses anciens patrons : « Le jour où j'ai su que l'on allait commencer la construction du paquebot, je suis allé à la Compagnie transatlantique m'inscrire avant tout le monde. » Etre de ce premier voyage, pour Pierre-Paul le légionnaire, c'était enfin jouir d'une certaine idée de la France.

GUILLEMETTE DE SAIRIGNÉ.

Le viol de Plymouth

(Suite de la page 9.)

Verrons-nous maintenant se développer un sexisme inverse ? Je veux croire, je crois, que les femmes résisteront mieux que les hommes aux tentations de la puissance, mais assurément elles vont y être soumises. En Angleterre, des poursuites ont déjà été engagées contre des femmes soupçonnées d'avoir utilisé à des fins sexuelles leur supériorité hiérarchique sur de jeunes hommes. Ce retournement d'une situation bien connue ne pouvait être que rare aussi longtemps que les femmes n'accédèrent guère à des postes de commandement. Mais c'est justement ce qu'on désire changer.

Les cas de viol qu'on discute présentement en France concernent des rencontres de hasard et des voyous qui ne méritent pas l'indulgence. Il faut donc se féliciter de voir les féministes se mobiliser contre eux, même si l'on peut s'étonner de voir ces nouveaux procureurs déplorer ainsi certaines conséquences de la perméabilité régnante.

Dans d'autres cas, le sujet touche aux relations profondes de l'homme et de la femme, plus complexes que les sexistes de l'un ou l'autre bord ne veulent en convenir. L'existence de ce qu'on a appelé « la violence de mutuel agrément » n'est pourtant guère contestable, et elle n'est pas seulement liée au « phalloséisme » qu'on dénonce. Le docteur G. Valensin, dans une récente étude sur la sexualité de groupe (3), note que certaines participantes retiennent leur plaisir de la peur d'un viol collectif : il arrive même qu'elles parviennent ainsi pour la première fois à la satisfaction. Un nouveau tabou, succédant à l'ancien, tend à dissimuler ce fait. Devenant lucides à l'égard des hommes, les femmes doivent l'être aussi, quand il le faut, vis-à-vis d'elles-mêmes. Elles paraissent aujourd'hui hésiter à envisager toutes les conséquences de l'égalité qu'elles réclament. Si elles vivent de plus en plus comme les hommes, elles perdront (4) leurs années de survie et deviendront plus fréquemment délinquantes. L'évolution qui paraît devoir provoquer ces conséquences comporte par ailleurs des aspects très favorables. Mais il faut l'envisager dans son ensemble.

ALFRED FABRE-LUCE.

(3) Neef, op. cit. (4) Notamment, par l'abus du tabac et de l'alcool.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28-2-76 A 0 h GMT.



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
 // Zone de pluie ou neige ▽ averse ☄ orage ➞ Sens de la marche des fronts
 — Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

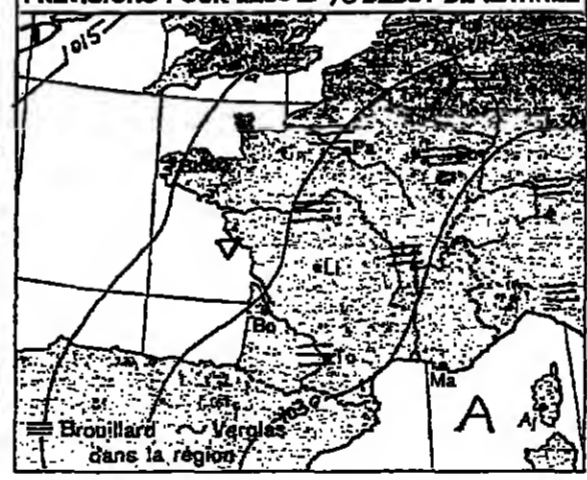
Evolution probable du temps en France entre le samedi 28 février à 9 heures et le dimanche 29 février à 21 heures :
 La zone de hautes pressions qui recouvre la majeure partie de l'Europe occidentale continuera à s'affaiblir lentement sur son axe nord-est, le centre principal se déplaçant vers la Méditerranée et l'Italie. Elle continuera de protéger la France des courants perturbés, mais des masses d'air originaires du sud-ouest maritime pénétreront sur les côtes de l'Océan puis du Nord-Ouest.
 Dimanche, les bruyillards et les nuages bas les plus nombreux se situent le matin, en plaine et dans les vallées, sur les régions s'étendant de la Manche orientale et des Vosges au Centre-Est. Ils évoluent ensuite vers des sécheresses.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
 Gérants : Jacques Favard, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimé à Paris, 12221.
 5, des Filles du Calvaire.

Reproduction interdite de tous droits.
 Tout accord avec l'administration.
 Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

PRÉVISIONS POUR LE 29-2-76 DÉBUT DE MATINÉE



— Brouillard ▽ Verges

et 17 : Copenhague, 7 et 2 ; Genève, 7 et 3 ; Lisbonne, 13 et 10 ; Londres, 10 et 1 ; Madrid, 11 et 4 ; Moscou, 0 et -4 ; New-York, 18 et 11 ; Palma-de-Majorque, 14 et 0 ; Rome, 15 et 4 ; Stockholm, 7 et -4.

mais pourront, très localement, persister l'après-midi. Sur le reste de la France, les brouillards matinaux seront nettement plus isolés et moins denses : les éclaircies seront prédominantes. Cependant, des nuages un peu plus abondants apparaîtront dans le Sud-Ouest, l'Ouest et la Bretagne. Quelques averses isolées pourront se produire, surtout près des côtes de l'Ouest et du Nord-Ouest. Au lever du jour, dans l'intérieur, on notera de faibles gelées, surtout dans les zones d'altitude, mais, dans ces régions, l'amplitude diurne des températures sera bonne et les maxima seront assez élevés pour la saison.

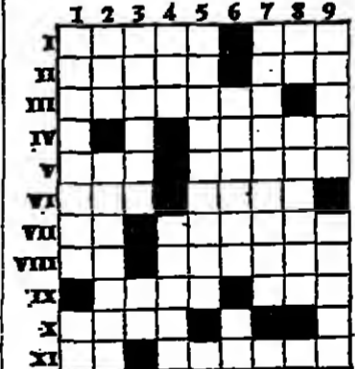
Samedi 28 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 025 millibars, soit 77,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 février ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Ajaccio, 14 et 3 degrés ; Biarritz, 17 et 9 ; Bordeaux, 17 et 2 ; Brest, 15 et 6 ; Caen, 18 et 1 ; Cherbourg, 7 et 1 ; Clermont-Ferrand, 16 et 1 ; Dijon, 9 et 2 ; Grenoble, 16 et 1 ; Lille, 11 et 2 ; Lyon, 8 et 1 ; Nantes, 15 et 4 ; Nice, 16 et 8 ; Paris-Le Bourget, 13 et 2 ; Pau, 15 et 1 ; Perpignan, 14 et 1 ; Rennes, 15 et 4 ; Strasbourg, 10 et -1 ; Tours, 13 et 2 ; Toulouse, 18 et 6 ; Pointe-à-Pic, 26 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 18 et 2 degrés ; Athènes, 16 et 6 ; Bonn, 10 et 2 ; Bruxelles, 10 et 4 ; Les Canaries, 21

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1393



HORIZONTALEMENT

I. Ce nous va droit au cœur : Eau courante. — II. Donne de la force ; Sort de l'eau. — III. Lieux généralement sombres. — IV. L'air d'être stupide. — V. Jadis, c'était le terrain des affaires ; Dont on ne saurait se passer. — VI. Propara qu'il avait l'imagination débordante ; Epithète et adjectif. — VII. Canton de France ; Vide. — VIII. Point répété. — IX. Ont aussi leurs chansons ; Permet de se repérer. — X. Variété de poire. — XI. Joint le cran au ressort ; Se juge au palais.

VERTICALEMENT

I. Permet d'ouvrir pour cause de décès ; Symbole chimique. — 2. On y fait de beaux discours ; l'indigence d'une certaine intelligence. — 3. Passée à l'eau ; Au cœur de la nuit. — 4. Toujours un peu sec pour les lavages de tête ; Pièces de trousseau. — 5. Irritables. — 6. Susceptibles de faire peur ; Noble (épelle). — 7. Attend généralement le jour pour paraître. — 8. Dans un texte arabe ; Obligent à se déplacer à pas comptés ; Faire confiance à une botteuse allégorique.

Solution du problème n° 1392

Horizontalement

I. Chimie : Pl. — II. Aaron ; Ruines. — III. N. ; Edif. ; Epi. — IV. Uns ; Bâcles ; Cui. — V. Vert ; Couterait. — VI. Neveu ; In ; Et. — VII. Sera ; D'ansons. — VIII. RI ; One ; Nulles. — IX. Fénice ; César. — X. Viole ; The ; Ino. — XI. Viole ; Vais. — XII. Ariésienne. — XIII. Urgel ; Lais ; Lise. — XIV. Sien ; De ; Notes. — XV. SSE ; As ; Musée.

Verticalement

1. Canova ; Revenus. — 2. Ezine ; SI ; Ris. — 3. II ; Erne ; Forçage ; Rôt ; Truël ; Fâne. — 4. On ; Vanné ; LL. — 5. Lacc ; En ; Vél ; Da. — 6. Au ; Coud ; Sissies. — 7. Eto ; Anchois. — 8. Déténu ; Elia. — 9. Iridé ; S. ENS (Enns). — 10. Eut ; Rizer. — 11. 12. Cannes ; Vélos. — 13. Neri ; Sésia ; Tiz. — 14. Pépète ; Enlisa. — 15. Ibis ; Broses.

GUY BROUTY.

Journal officiel

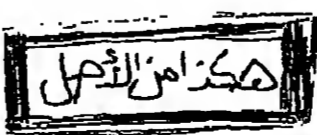
Sont publiés au Journal officiel du 28 février 1976 :

UN DECRET

● Relatif à la déduction des dons aux œuvres d'intérêt général.

DES LISTES

● Des élèves des Instituts régionaux d'administration aptes à être titularisés ;
 ● D'admission au concours de secrétaire adjoint des affaires étrangères ;
 ● D'admission à l'Ecole d'enseignement technique de l'armée de l'air.



ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

URBANISME

Une expérience à Pavie

Le meilleur moyen d'arracher la ville aux spéculateurs est de la confier aux citoyens

De notre envoyé spécial

Pavie. — Si le prix de l'habitat devait être déterminé par une municipalité d'Italie, Pavie l'habiterait probablement. Cette petite ville, située à une quarantaine de kilomètres au sud de Milan, vit une double expérience : la réalisation d'un plan d'urbanisme très ambitieux et la mise en place de comités de quartiers élus par la population. Dans ces deux domaines, l'ancienne capitale des trois lombards (87 000 habitants) entend aller plus loin que Bologne qui passait jusqu'à présent pour le modèle du genre.

Une pièce inhabituelle s'est jouée au théâtre municipal de Pavie dans la nuit du 2 au 3 février dernier : sur la scène, le maire et ses trente-neuf conseillers ; dans la salle, face à deux grandes cartes en couleur, plusieurs centaines de citoyens venus suivre les délibérations. La bataille allait faire rage pendant quinze heures d'affilée. Au petit matin, les acteurs épuisés votèrent enfin : par une voix de majorité, le plan régulateur de Pavie était adopté. « C'est de l'utopie », répétaient les opposants, d'un air désabusé, en quittant la salle.

M. Elio Veltri prendrait volontiers cela pour un compliment. « L'utopie, dit-il, est socialiste ». Il faut, bonifie une bonne dose d'optimisme pour devenir le premier citoyen d'une ville du nord aussi typée que Pavie quand on est natif de Calabre et âgé de trente-quatre ans. Cette élection, en 1973, avait valu à M. Veltri, médecin de profession, quelques ennemis avec la direction du parti socialiste ; pour lui, cependant, le droit de la cité était naturel, la démocratie, chrétienne, et concluait-il un accord avec le P.C. ? A trois années d'intervalle, plus personne ne songe à poser ce genre de question : les municipalités de gauche se sont multipliées

en Italie depuis les élections locales du 15 juin 1975. L'hérétique se qualifie lui-même de précurseur. Le sera-t-il en matière d'urbanisme et de participation ? Son grand principe se résume ainsi : « Le meilleur moyen d'arracher une ville aux spéculateurs est de la confier aux citoyens ».

La « ville aux cent tours », sur laquelle François I^{er} s'était cassé les dents en 1525, ne mérite plus son nom. De ces hauts et splendides bâtiments, qui symbolisaient la puissance des patriciens, il n'en reste plus que cinq, et, heureusement, aucune tour de béton n'est venue les remplacer. Malgré ses quartiers neutres, au bord du Tessin, Pavie reste une cité provinciale, avec des arbres, de paisibles ruelles et des tulle rondes sur les toits. Elle aurait pourtant pu devenir, comme Monza, par exemple, l'une des villes-dortoirs de Milan. Deux facteurs l'en ont préservé : son université, qui compte dix mille étudiants, et la fabrique de machines à coudre Necchi, qui garantit quelque six mille emplois.

Mais cette indépendance n'est menacée par des programmes de développement antérieurs, qui prévoient de multiplier par deux et demi la population en l'espace de dix ans. Le plan régulateur, que la « giunta » de gauche vient de faire adopter, va exactement dans le sens opposé. Pavie ne devrait croître que de huit cents habitants au maximum chaque année.

Protéger la campagne

« Fluctué que de grignoter la campagne », disait l'architecte M. Federico Oliva, architecte communiste, nous avons voulu partir de la cité telle qu'elle est. Comme la plupart des villes historiques italiennes, celle de Pavie compte plus de pièces construites que d'habitants. Il suffit de remonter en état les plus vieilles et d'opérer des travaux de restauration. De fait, dans les quatre quartiers centraux, où résident 70 % de la population, le plan régulateur ne prévoit qu'une centaine de logements nouveaux. Et, contrairement aux autres municipalités italiennes, Pavie a inclus dans son projet le territoire extra-urbain. La surface agricole, qui était lésée en blanc sur les cartes jusqu'à présent, se voit soumise à une législation très précise. Dans cette ceinture verte, on ne pourra plus faire pousser l'imposante quelle que soit la collation avec la section de botanique de l'université, les architectes ont établi des règles pour chaque secteur.

Dans la ville même, le maire et son équipe ont pulvérisé toutes les normes en vigueur. La loi prévoit 18 mètres carrés de « services » par quartier (écoles, équipements collectifs, espaces verts et parcs de stationnement), alors que Pavie n'en comptait que 5,2 ces dernières années. Dans un premier plan — dit « des services des quartiers » — adopté en 1974, M. Veltri et son équipe avaient fait passer cette moyenne à 26,5 mètres carrés. Le plan régulateur qui vient d'être adopté la portera à 33,7 mètres carrés. A cela il faudra ajouter des services de dimension urbaine (hôpitaux, parcs, universités) qui atteindront 24 mètres carrés par habitant, et les parcs publics dont la surface ne couvrira pas moins de 800 hectares, ce qui est considérable pour une ville aussi modeste. Une autre particularité du plan régulateur de Pavie est l'extension du contrôle public sur l'habitat et la construction. Dans le centre historique, où la moitié des locaux ne disposent pas encore de chauffage, les propriétaires seront obligés de reloger sur place les locataires ou les occupants, après leur avoir trouvé un logement provisoire pendant les travaux de restauration. A noter aussi, en marge du plan régulateur, mais toujours dans le même esprit, la conven-

tion passée avec l'université : tous les équipements du campus (terrains de sports, piscines, bibliothèques, etc.) seront mis à la disposition des habitants. En échange, la ville ouvrira l'ensemble des services aux étudiants.

Les deux plans — services publics et urbanisme — visent à promouvoir une sorte d'autogestion municipale. On a divisé la ville en huit quartiers. Chacun a élu un comité (de quinze à trente-cinq membres) auquel sont attendues des propositions dans tous les domaines : travaux publics, circulation et même permis de construire. Les comités de quartier possèdent un siège, un secrétaire, un budget — modeste mais qui doit leur permettre d'organiser des assemblées et des débats, d'informer les citoyens. C'est dans cet esprit que les habitants ont été consultés sur le plan régulateur.

« Le quartier, affirme le maire, ne peut être la seule forme de participation. Nous avons créé pour chaque secteur public un comité de gestion. » C'est vrai, par exemple, pour les écoles maternelles, qui ne comptent plus de directrices, mais un « collectif » et un « comité » comprenant les parents, les enseignants, les employés et les délégués des quartiers.

Cette participation a donné des résultats variables. Les citoyens de Pavie s'intéressent assez peu au budget. La politique scolaire et culturelle en revanche, retiennent leur attention. Il faut dire que la municipalité attache à ce domaine une importance particulière. L'an dernier, un quart des frais ordinaires et 42 % des investissements y ont été consacrés. Adopté par le conseil municipal, le plan régulateur doit être approuvé maintenant par la région.

La bataille politique qui marquera cet examen de passage ne devrait pas poser trop de problèmes. « Entre partis politiques », note un militant communiste, on finit toujours par s'arranger. Les difficultés viendront plutôt de la magistrature. Car un certain nombre de propriétaires de Pavie envisageraient de faire appel au Conseil d'Etat. Et, à ce niveau, la qualité de la vie n'est pas toujours un argument déterminant.

Nous avons demandé au chef du groupe démocrate-chrétien de la municipalité ce qu'il pensait des projets de M. Veltri. Beaucoup de mal, comme on peut l'imaginer. M. Alessandro Cantone, dont le parti gouvernait la ville jusqu'en 1973, fait plusieurs critiques. « Ce plan régulateur décourage l'initiative privée sans empêcher la spéculation. D'autre part, nous doutons fort que l'administration en place puisse le réaliser financièrement. Elle a voulu aller au-delà des normes légales : pour quoi ? et au détriment de qui ? ».

Enfin, conclut M. Cantone, la population n'a pas été vraiment associée aux décisions : on l'a mis de côté. « L'opposition a été traitée de la même façon. »

Où M. Veltri trouvera-t-il les milliards pour réaliser son plan ? Il reconnaît lui-même qu'en dix années la municipalité seule ne pourrait en réaliser que 30 %. Mais la région, l'Etat, ne sont-ils pas censés l'aider ? « Et le plus tout entier ne doit-il pas changer de politique économique pour sortir de l'impasse ? » M. Veltri pense que Pavie, par ses initiatives, contribue à ce changement. Il constate, en tout cas, qu'on lui écrit de divers côtés pour lui demander son plan. « Pavie est dans une phase de transition », souligne cet optimiste qui prépare peut-être d'autres surprises à ses administrés.

ROBERT SOLÉ

Bretagne

UN PÉTROLIER ÉCHOUE SUR LES RÉCIFS D'OUessant

Qui a pillé l'« Olympic Bravery » ?

De notre correspondant

Brest. — Les éléments n'ont pas eu encore raison du pétrolier 113 818 tonneaux de l'Olympic Bravery, échoué sur des récifs de l'île d'Ouessant, le 24 janvier 1976, après une panne de machine. Le navire tient bon contre les vagues. Malgré tout, son sauvetage devient de plus en plus problématique. Trois sociétés étrangères étudient toujours les possibilités de radouage. « Vous en, cependant, le tirer réellement de ce mauvais pas, alors qu'une crise grave au sein de la flotte marchande et pétrolière contraint des dizaines d'armateurs à désarmer leurs plus gros bâtiments ? Bien des marins en doutent. Quel qu'il en soit, le navire flambant neuf, puisqu'il n'a quasiment jamais navigué, l'Olympic Bravery est une proie bien tentante, même sur des rochers battus par les lames. Sa poutre d'acier n'est pas sans attirer les pilliers d'épaves. Pratiquement, le capitaine du navire, venu récemment se rendre compte de l'état du bateau, a constaté que de nombreux vols avaient été commis à bord. Selon lui, 450 cartons de cigarettes, 250 paquets de liquors, 12 caisses de whisky et 60 caisses de bière ont disparu. Mais le cambuse n'est pas seule à avoir été mise à sac. Des horloges, des baromètres, huit tableaux ornent les chambres du commandant et de l'armateur, des batteries de cuisine, etc., ont été également subtilisés. Plainte a été déposée par l'armement du pétrolier.

Qui a pu commettre ces vols ? Bien entendu, les accusations qui sont formulées visent, entre

autres, les Ilens. Il est vrai que, par un certain atavisme, les populations côtières ont toujours considéré que leur appartenance à ce que la mer rejette. Dans bien des maisons du littoral, on trouve des objets recueillis le lendemain d'un naufrage. A Ouessant même, les poutres de nombreuses maisons proviennent de coques distiquées par la tempête. Le bote était un butin précieux pour une île où ne pousse pas un arbre. Des armoires ou des buffets contenant encore des services de table jetés à la côte à la suite d'un drame de la mer. A certains égards, les épaves constituent même un privilège jalousement préservé. Il n'est pas exclu que de nos jours, dans certains esprits, ce « droit » ancestral soit tout aussi vivace.

En tout cas, après ces rumeurs, M. Ticos, le maire, et M. André Collin, sénateur, conseiller général, ont, au nom de la population, exprimé dans un communiqué « la stupeur et la plus vive indignation des Ouessantins devant les dimensions de la publicité donnée aux accusations du capitaine du navire contre la population de l'île ». « Les propos du capitaine, poursuit le maire, sont à tel point injurieux et sans fondement, que le conseil municipal d'Ouessant prend toutes dispositions pour engager une procédure judiciaire. » Les Ilens, a conclu M. Ticos, ne sont pas des gaster mais des hommes gens aujourd'hui bafoués par des déclarations inconsidérées.

JEAN DE ROSIÈRE

Région parisienne

LA CAPITALE AU QUOTIDIEN

Paris ne va pas trop bien. Des Parisiens le disent et des provinciaux : des étrangers le confirment. Il doit y avoir quelque chose de vrai dans ce sentiment confus, cette impression première que la ville lumière et sa banlieue plus grande et triste banlieue sont en train de perdre leur réputation.

Désillusions

Ce lecteur, M. Marc Seyssel, nous rapporte ainsi ses désillusions : « Le provincial, nous écrit-il, qui découvre Paris après quelques années de séparation avec la capitale, éprouve toujours une certaine appréhension. Qu'auront-ils fait de notre ville ? »

Il retrouve la tour Eiffel fièrement campée, le Sere à sa place et Notre-Dame au fil de la Seine. Mais, au loin, de nouvelles tours ont surgi, la circulation est devenue plus hétéroclite, les boulevards sont plus désolés, les arbres ont disparu, des chantiers se sont ouverts.

« Nous voudrions tous que les choses changent pas et qu'ignorent leurs idées. Mais, à ces rides, même si la vie artificielle des boulevards vient les masquer.

« Les Champs-Élysées, l'axe de triomphe, malgré le roulement des voitures, restent des lieux privilégiés, sièges d'une émotion certaine. Mais la flânerie sur les quais de la Seine manque de poésie. Est-ce les arbres dépossédés ou les travaux, les déchets, les massifs piétinés ? »

« Les grandes eaux ne coulent plus aux jardins de Chailot, les fontaines mortes se rassemblent en gros tas tristes. Au bout des escaliers, le palais de Chailot, notre ancien Trocadéro, offre ses murs couverts d'inscriptions et de graffiti. »

Trottoirs... trottoirs

Salut, la capitale et sa banlieue ? Elles ne le sont pas seulement par les graffiti. Et il faut bien regarder de ces fameux trottoirs-trottoirs si souvent dénoncés par les plébeins de Paris. A Boulogne-Billancourt, par exemple, le mal est si grand que la direction de l'école située 28-30, rue l'Essart, a jugé nécessaire de coller à la grande porte une petite affiche : « Propriétaires de chiens, respectez cette sortie d'école où se trouvent trois cents enfants. Une sortie d'école ne doit pas être une porcherie. »

En effet, les quelques décennies carrés d'herbe devant la porte, bordée par une maigre haie de troènes, sont constellées de « saletés canines » — selon le terme administratif — de tout acabit.

Le hasard veut que, à 10 mètres de là, le candidat vert à aux élections cantonales, M. Claude Bourdon, présente aux électeurs, sur une grande affiche, son programme S.O.S. - Environnement. Programme qui dit « Halte au bruit et à la pollution », estime que « dix millions d'habitants en région parisienne, ce n'est pas rien » et qu'il faut « des places vertes de proximité pour chacun » et rappelle enfin : « 78 % des Français résident interdire la voiture dans le centre des villes de 8 heures à 19 heures. Nous aussi. »

Beau programme, en vérité, auquel tout le monde est prêt à souscrire. Un peu plus de marche à pied, qui n'y est favorable ? A condition qu'on ne soit pas obligé, à la fin de la journée, de se livrer à un savant sillon.

Vous faites du New-York

Le cardinal Julius Döpfner, archevêque de Munich et président de la conférence épiscopale d'Allemagne fédérale, qui était ces jours derniers l'invité du cardinal Marty, a porté un jugement plus au fond sur la région parisienne. « Vous faites tout New-York », a-t-il dit en parcourant le nouveau quartier de la Défense. Pourquoi ? « Et dans les villes nouvelles nouvelles de Créteil et d'Évry ? » « Vous faites tout New-York », a-t-il dit en parcourant le nouveau quartier de la Défense. Pourquoi ? « Et dans les villes nouvelles nouvelles de Créteil et d'Évry ? »

« Vous avez fait d'un peuple de nomades, toujours en déplacement », a encore lancé le prélat, en déplorant que « les Parisiens ne cessent de courir à leur travail, à leurs loisirs, à leur foyer, à leur maison de campagne... »

M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING inaugure dimanche 28 mars le tunnel routier de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin).

Des Vosges à Saint-Germain

On ne peut reconstruire Paris : on peut le nettoyer et sans doute l'aménager en tenant compte par exemple des enseignements qu'Henri Fabre-Luce, président de S.O.S. Paris, a tiré des deux conflits qui ces jours derniers ont remué les Parisiens.

« Personne, écrit-il, ne conteste que la place des Vosges serait plus belle si elle restait sans arbres. Personne ne conteste non plus qu'il y a un scandaleux manque d'arbres à Paris. » Les Parisiens ne sont donc pas divisés entre eux à ce sujet : ils sont, au contraire, unanimes à penser que l'affaire de la place des Vosges met admirablement en lumière la carence d'une politique d'espaces verts dans la ville : que l'administration n'essaie de mettre des arbres dans les parcs de la place des Vosges montre bien qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de Paris. Personne ne conteste que la place de Saint-Germain serait plus belle s'il était restauré dans son ampleur initiale. Personne ne conteste non plus qu'il y a un scandaleux manque d'arbres dans la ville : que l'administration n'essaie de mettre des équipements sociaux qu'on détruit du marché montre bien qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de Paris.

FAITS ET PROJETS

Transports

CONCORDE AUX ÉTATS-UNIS ? — La constitutionnalité de la proposition de loi adoptée par la législature de l'Etat de New-York interdisant au Concorde de se poser sur l'aéroport de New-York Kennedy est « douteuse », estime le 27 février le Washington Post, qui demande une décision de l'administration de cesser de s'attaquer à l'appareil. — (A.F.P.)

AÉROPORTS FRANÇAIS : TRAFIC EN HAUSSE. — Le trafic des aéroports de la France métropolitaine a augmenté en 1975 de 7,7 %. Il avait diminué de 2,3 % en 1974. L'Union des chambres de commerce et d'établissements gestionnaires d'aéroports, qui publie ces chiffres, note que l'augmentation du trafic en

1975 reste inférieure à celle qui avait été enregistrée dans les années précédant la crise économique.

Urbanisme

L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT ANCIEN. — L'association nationale des centres PACT (Programme d'action contre les taudis) s'est réunie le 27 février. M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, a déclaré à cette occasion : « La politique du logement prendra une toute autre dimension en devenant une opération de solidarité nationale. L'amélioration de l'habitat ancien y jouera un rôle de tout premier plan, mais ne conduira pas la politique du logement au néo-fort. En effet, une étude récente a révélé qu'un accroissement important du rythme d'amélioration de l'ancien ne diminue pas les besoins en neuf. »

La Redoute

Le nouveau catalogue de La Redoute est arrivé chez votre marchand de journaux.

Le printemps-été montre déjà le bout de son nez. Dans le catalogue de La Redoute en tout cas. Pour découvrir ce que vous allez porter ce printemps et cet été, courez chez votre marchand de journaux.

Le catalogue Printemps Été de La Redoute

12 F remboursés dès la première commande.

12F chez votre marchand de journaux

et à La Redoute à :
Paris 17^e - 76, avenue de Clichy,
Nanterre - hall du R.E.R. Station Nanterre Préfecture,
Rosny 2 - Centre commercial de Rosny 2,
Vélizy 2 - Centre commercial de Vélizy 2, avenue de l'Europe

CARNET

Fiançailles

M. et Mme Georges M. Bloch, M. et Mme Raymond Brunschwig, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants, Corinne et Thierry, le 14 mars 1976, 23, boulevard de l'Orangerie, 97000 Strasbourg, 5 a, rue du Sundgau, 68100 Mulhouse.

Mariages

M. Henry Laforet, M. et Mme Marie-Annette Glanias, sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 7 février, 223, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Décès

L'ingénieur général de l'Armement Paul Arribat, le docteur et Mme Jean-Louis Thiria et leurs enfants, M. et Mme Jacques Arribat, Faniola, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul ARRIBAT, née Pauline Audibert, survenu le 26 février, à Marseille. Les obsèques auront lieu le lundi 1^{er} mars, à 10 heures, à l'hôpital militaire Laveran (1501).

« Mes pensées et mes vœux ne sont pas vos vœux et vos vœux ne sont pas vos vœux » (Séailles, 55, v. 8.)

1, rue Emile-Galliot, 13012 Marseille.

Mme Françoise Barrucand, le docteur et Mme Paul Gilie et leurs enfants,

M. et Mme Jacques Blanc-Jouran et leurs enfants, le docteur et Mme Dominique Barrucand et leurs enfants, M. et Mme Jacques Barrucand et leur fille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Françoise BARRUCAND, chevalier de la Légion d'honneur, directeur honoraire de la Banque de France, survenu le 26 février 1976, dans sa soixante-dix-neuvième année. Les obsèques religieuses, suivies de l'inhumation, ont eu lieu à Fontainebleau, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 65, avenue du Général-Leclerc, 54000 Nancy.

M. et Mme Fernand Claudet, M. et Mme Willy Scheer, Grégoire, Nathalie, Benoît, André et Sylvie, les familles Joliet, Claudet, Marguac, Gardavert, Orfili, Ducrot, Girard, Pélissier, et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Fernand CLAUDET, née Jeannette Joliet, rappelee à Dieu le 26 février 1976, à l'âge de soixante-huit ans. Les obsèques seront célébrées lundi 1^{er} mars 1976, à 15 heures, en l'église de La Rivière (Doubs). Cet avis tient lieu de faire-part. 25700 La Rivière-Dracourt, 21, rue de Villeneuve, 92350 Courbevoie.

M. et Mme Philippe-Henri Dufour, son fils, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile DUFOUR, survenu le 19 février 1976, à Santiago (Chili). Les obsèques ont eu lieu le 21 février, à Santiago. Une messe sera célébrée pour le repos de son âme le dimanche 29 février 1976, à 12 heures, en la basilique Sainte-Clotilde, à Paris. 15, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Pierre Foubert-Bucl, cet avis tient lieu de faire-part. 11, rue de la Barre, Chahors, 140, boulevard Exelmans, Paris (16^e).

M. et Mme Paul Guinard, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Jacques Guinard, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès accidentel, survenu à Madrid, le 27 février 1976, à l'âge de quatre-vingt ans, de

M. Paul GUINARD, officier de la Légion d'honneur, ancien conseiller culturel près l'ambassade de France en Espagne, professeur honoraire de l'université de Toulouse, docteur « honoris causa » de l'université de Séville, leur père, grand-père et arrière-grand-père.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, à Melun, le 27 février 1976, à 11 heures, à l'église Saint-Pierre. Cet avis tient lieu de faire-part. 2, rue de la Barre, Chahors, 140, boulevard Exelmans, Paris (16^e).

M. et Mme Guy Guinard et leurs enfants, M. et Mme Guy Trancart et leurs enfants, le docteur et Mme Philippe Trancart et leurs enfants, les familles Guibert, Rougnon, Fougère, Doucet, ont la douleur de faire part du décès de

Mme René TRANCART, née Lucie Rougnon, rappelee à Dieu le 21 février, dans sa quatre-vingt-neuvième année. La cérémonie religieuse a été célébrée à Paris, le 26 février, suivie de l'inhumation à Abbeville. 82, boulevard des Batignolles, 75017 Paris.

M. et Mme Jean Trancart et leurs enfants, M. et Mme Guy Trancart et leurs enfants, le docteur et Mme Philippe Trancart et leurs enfants, les familles Guibert, Rougnon, Fougère, Doucet, ont la douleur de faire part du décès de

Mme René TRANCART, née Lucie Rougnon, rappelee à Dieu le 21 février, dans sa quatre-vingt-neuvième année. La cérémonie religieuse a été célébrée à Paris, le 26 février, suivie de l'inhumation à Abbeville. 82, boulevard des Batignolles, 75017 Paris.

M. et Mme Jean Trancart et leurs enfants, M. et Mme Guy Trancart et leurs enfants, le docteur et Mme Philippe Trancart et leurs enfants, les familles Guibert, Rougnon, Fougère, Doucet, ont la douleur de faire part du décès de

Mme René TRANCART, née Lucie Rougnon, rappelee à Dieu le 21 février, dans sa quatre-vingt-neuvième année. La cérémonie religieuse a été célébrée à Paris, le 26 février, suivie de l'inhumation à Abbeville. 82, boulevard des Batignolles, 75017 Paris.

M. et Mme Jean Trancart et leurs enfants, M. et Mme Guy Trancart et leurs enfants, le docteur et Mme Philippe Trancart et leurs enfants, les familles Guibert, Rougnon, Fougère, Doucet, ont la douleur de faire part du décès de

Mme René TRANCART, née Lucie Rougnon, rappelee à Dieu le 21 février, dans sa quatre-vingt-neuvième année. La cérémonie religieuse a été célébrée à Paris, le 26 février, suivie de l'inhumation à Abbeville. 82, boulevard des Batignolles, 75017 Paris.

Mme Georges Huvelin, M. et Mme Gilles Streichenberger, Nathalie, Dorothea, Olivier, et Laurent, M. et Mme Philippe Huvelin, Stéphane, Véronique et Patrick, M. et Mme Bernard Duprat et Claire, M. et Mme Pierre Huvelin, Mme Françoise Amblard, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges HUVELIN, officier de la Légion d'honneur, leur époux, père, grand-père et frère, survenu à Neuilly, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 1^{er} mars, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 50, avenue du Boule, à Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part. 20, boulevard d'Alsace, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Le conseil d'administration, La direction générale, Les cadres et le personnel de la Compagnie générale des eaux et des sociétés de son groupe, ont la douleur de faire part du décès, le 26 février, de

M. Georges HUVELIN, officier de la Légion d'honneur, président-directeur général de la Compagnie générale des eaux.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 50, avenue du Boule, à Neuilly-sur-Seine, le lundi 1^{er} mars, à 11 heures. L'inhumation aura lieu dans la stèle familiale.

M. et Mme Ivan Mostoulian et leurs enfants, M. et Mme Jacques Mostoulian et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Isaac MOSTOULIAN, leur père et grand-père, survenu le 26 février, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église apostolique arménienne, 15, rue Jean-Dominique Paris (9^e), le mardi 2 mars, à 10 h. 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part. 73012 Paris, 3 cité d'Hauterive, 73010 Paris.

Mme André Raymond, Mme Jacqueline Raymond, P.S.A., Mlle Denise Raymond, M. et Mme Jacques Raymond, Chantal, Isabelle et Christian, Catherine, Nicolas, Christophe, Benoît, Sabine, et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de M. André RAYMOND, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. André RAYMOND, survenu le 26 février, à l'âge de soixante-dix ans, de

Mme Michel Maillet et ses enfants, M. et Mme Louis Maillet et leurs enfants, très touchés par toutes les marques d'affection et de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Michel MAILLET, prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance et de leurs remerciements émus.

Communications diverses — Une association « Vendée militaire - Louis XVII » vient de créer afin d'honorer le régime de Louis XVII et les insurrections contre-révolutionnaires qui eurent lieu de 1793 à 1815 et en 1832 dans l'Ouest de la France. Ecrire à M. Dominique Lambert, président de l'association, 4, square du Mont-Cassini, 49000 Angers.

Soutenances de thèses — Lundi 1^{er} mars, à 9 heures, université René - Descartes, salle Louis-Lard, M. Mahmoud Komar : « L'évolution de l'enseignement primaire en Egypte, 1870-1970 - Approche sociologique de la profession d'enseignant ». — Samedi 6 mars, à 14 h. 30, université Paul Sabatier - Sorbonne, M. Dominique Lambert, M. Gilles Cauchet : « L'âge du bronze dans le bassin parisien ».

Le SCHWEPPE'S Bitter Lemon. Délicieusement amer.

RAPATRIÉS

A la prison de Perpignan

M. LARADJI ET SES AMIS FONT LA GRÈVE DE LA FAIM

M. Mohammed Laradji, président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, et sept autres amis, ont commencé, vendredi 27 février, à la prison de Perpignan, une grève de la faim « illimitée » pour protester, selon un communiqué de la C.F.M.R.A., contre « la situation qui leur est faite et qui dépasse les limites du tolérable ». M. Mohammed Laradji et ses amis avaient été arrêtés le 19 janvier dernier au moment où ils s'apprêtaient à occuper le consulat d'Algérie à Perpignan et à prendre en otage le consul M. Ghoul Khouadji (le Monde du 21 janvier 1976).

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

EXPOSITIONS

Lundi de 12 h. à 18 h. S. 14 - Atelier Alfred Deodencq (2^e vente). S.C.P. Laurin, Guilford, M. Froument, Dille, Dechaud, M. Ader, Picard, Tajan. S. 15 - Ameublement. M. Boissard. S. 18 - Bons meubles. M. Pesecheux.

VENTES

S. 2 - Bijoux, objets de vitrine, argenterie ancienne et moderne. M. Froument, Dille, Dechaud, M. Ader, Picard, Tajan. S. 3 - Antiquités méditerranéennes. Objets. Externe-Orient. M. Godeau, Solant, Audap. S. 4 - Bibles, objets d'art, sièges et meubles. S.C.P. Champetier de Ribes, Ribeyre, Millon. S. 5 - Bijoux, vitrines, M. le Blanc. S. 7 - Bijoux, ensemble porcelaines, faïences Chino, des Indes et Europe. M. Vandermersch. M. René et Claude Boissard. S. 16 - Tapis, Meub. M. Oger.

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« LA BONNE FORTUNE » de Mike Nichols

Vatel s'est suicidé, Mike Nichols devrait faire une cure de sommeil. Rater à ce point un film, quand on est le cinéaste de Catch 22 et qu'on dispose de deux comédiens comme Jack Nicholson et Warren Beatty, voilà de quoi braver du noir.

A l'origine, l'intrigue de La Bonne Fortune ne manquait pourtant pas d'ingrédients savoureux : quelques grains de folie et quelques gouttes d'arsenic dans beaucoup de vin. Mais Nick, un beau garçon, a enlevé Freddie, une riche héritière. Mais Nick est marié. Il demande donc à son copain Oscar d'épouser Freddie. Ainsi pourra-t-il facilement transgresser les lois puritaines de l'Amérique des années 20. L'affaire conclue, les deux copains ne tardent pas à se quereller. Oscar ayant tendance à profiter de la situation. Après quoi, pour toucher le magot, ils décident de supprimer l'héritière. Ils achètent un serpent venimeux (malheureusement cacochyme), une malle d'or, débordent en autocrat. Mais toutes leurs tentatives restent vaines. Et c'est Freddie qui finit par arracher les complaisances aux mains des policiers. Sans doute a-t-elle pris goût à leurs mœurs.

Rien de plus triste qu'une histoire drôle qui ne l'est pas. Mike Nichols signe ses gags, orchestre chutes et bagarres, cherche à retrouver le rythme des vieilles comédies burlesques. Mais les gags tombent à plat et le rythme s'essouffie. A deux ou trois reprises, par politesse, on esquive un sourcil. Quand Nick et Oscar se mettent en tête de tuer Freddie, par exemple, Brett Astaire dans la grisaille, Jack Nicholson et Warren Beatty, de leur côté, se donnent un mal fou pour conjurer le désastre. Peine perdue. Ils en font trop ou pas assez, on ne sait plus. Il y a des jours, comme ça, où tout va de travers. Imposable d'écouter ces deux comédiens. Cette Bonne Fortune devait avoir le mauvais sort.

JEAN DE BARONCELLI.

* France-Elysee, Quintette (v.o.).

Musique

« Musique plus » à Wagram

On ne saura jamais le fond des choses... les musiciens de l'Orchestre de Paris sont-ils, comme on l'a dit, vraiment hostiles à la musique contemporaine ? A en juger par la mine, pour une fois, de certains d'entre eux lors du concert de Musique plus, salle Wagram (au programme : Gérard Mason, Gérard Mason, Ives et Carlos Roque-Alsinu), on serait tenté de penser le contraire, voire d'en soupçonner quelques-uns de jouer pour le plaisir une sonate de Xénakis, des trios de Boulez ou le Divertimento de Varèse entre deux festivals Brahms.

Quoi qu'il y ait, la participation d'un orchestre de prestige aux concerts de Musique plus n'a rien d'étonnant lorsqu'on voit la déclaration qui, en octobre 1974, accompagnait la création de cette association : « Dépasser et promouvoir les œuvres qui méritent d'être jouées régulièrement et susceptibles d'acquiescer une popularité véritable ». Chaque terme fait frémir, pour peu qu'on ne soit pas absolument convaincu de la nécessité de célébrer les chefs-d'œuvre jusqu'à les vider de leur sens et rejeter le reste dans l'oubli ou l'indifférence. La postérité anonyme ne se montre-t-elle pas d'un arbitraire arbitraire — en retenant seulement ce qu'elle comprend encore et lui sert de miroir flatter — pour qu'il faille accélérer le processus ?

Ouvrant cette soirée consacrée aux grandes reprises, dans le deuil des vagues II (1968), de Gérard Mason, par l'indivisible, les événements surgissent presque toujours sous des blocs mouvants d'accords ou de timbres. Trajectoires pour violon et orchestre (1961), de Gérard Mason, qui dirigent tout le concert, n'a pas vieilli, mais avec le recul on voit clairement que cette partition renouvelle d'une façon nouvelle la musique de chambre vers le principe du concerto : qu'on le veuille ou non, le soliste (Gérard Mason) conserve une place privilégiée, ne serait-ce que par la virtuosité qui lui est dévolue. Page secrète et tendre avec son exécution centrale derrière la masse des cordes qui continue à tisser une polyphonie subtile, Central Park in the Dark (1971), de Charles Ives, précédait l'Approach de Carlos Roque-Alsinu. Ennemis des commentaires, des sens comme des autres, le compo-

steur laisse à chacun le droit de penser ce qu'il veut, d'aimer ou de détester, quitte à reconnaître que c'est cependant très bien fait.

GERARD CONDE.

« LES MAITRES CHANTEURS » A STRASBOURG

Les occasions de voir jouer les Maîtres chanteurs sont trop rares en France pour que la série de représentations strasbourgeoises (représentations avec l'Opéra de Karlsruhe) ne fasse pas figure d'événement. Composée à la gloire du grand art allemand et — mais cela restera à prouver d'une certaine forme de conservatisme bourgeois, l'œuvre, jusqu'à ce jour, n'a guère inspiré les meilleurs en scène ; de sorte qu'on voit chez les habitués — de rive avec ou deux mesures d'avance, par précaution.

Pourtant, si Wagner s'attendait sur de beaux chœurs, il ne tenait pas pour autant l'authenticité harmonique de Tristan, il va même beaucoup plus loin sans en avoir conscience, et comme le porteur qu'il dresse de ses compatriotes n'est pas exempt de malice, pour ce qui est de mimer la lourdeur germanique (chœur des apprentis) ou la bonne humeur un peu dussée (l'assemblée des Maîtres), il faut bien avouer que les artistes du Badische Staatstheater sont intimidés.

Sans doute y aurait-il mieux à faire, mais comme l'ensemble de la distribution se situe à un très bon niveau — Hubert Hofmann (Sachs), Werner Götz (David), Nikolaus Hiltbrand (Pogner) particulièrement — que l'orchestre de Karlsruhe sonne assez clairement sous la direction vive et experte d'Arthur Gruber, que la partition, enfin, se dégage comme une pâtisserie bavaroise, on aurait tort de boudier son plaisir en constatant seulement les progrès accomplis depuis quelques années par l'Opéra de Karlsruhe.

G. C.

* Prochaines représentations : le 29 février, à 15 heures, et le 2 mars, à 18 heures, à Strasbourg ; à Mulhouse le 2 avril.

PRESSE

Les « journaux locaux d'expression populaire » se veulent une alternative à la presse régionale

Les représentants d'une quinzaine de « journaux locaux d'expression populaire » hebdomadaires, bi-mensuels ou mensuels tirant entre mille et dix mille exemplaires — viennent de se réunir afin de coordonner leurs efforts pour développer la « contre-information ».

Selon ces jeunes informateurs bénévoles (car la qualité de journalistes professionnels ne peut leur être accordée), « la grande presse donne une information coupée de ses racines, fondée sur les seules sources officielles, dont les partis politiques syndicaux, etc. », ce qui conduit — toujours selon eux — à la crise de la presse actuelle. En conséquence, ces nouveaux journaux — la Crise de Marseille, le Goujon de Verdun, le Raoul de Metz, le Clampan libéré de Lille, Klappertat 68 de Mulhouse (1), etc. — veulent donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais, dans la langue qui est la leur, en révélant des faits authentiques, des problèmes de vie locaux, négligés ou ignorés par la grande presse. Ils veulent aussi provoquer une réflexion, une prise de conscience des intéressés et entraîner ainsi une action sur la réalité.

Mais cette nouvelle presse « d'expression populaire » se distingue également de la presse politique militante « underground ». Par rapport à la presse régionale ou départementale, elle entend offrir une véritable alternative. Elle se propose d'aborder les sujets que les « notables » esquissent dans la presse de province actuelle. Autant dire que ces nouveaux journaux ne se veulent pas marginaux mais qu'ils visent le même grand public populaire. Ce qui explique peut-être déjà certaines de leurs difficultés : « Etien que tous les titres de nos journaux soient déposés, ont-ils dit, nous avons souvent nos difficultés de diffusion. Certains grands régionaux exercent des pressions sur les kiosques pour ne pas nous vendre, ou, au moins, ne pas nous exposer ».

Enfin, les responsables de la presse de contre-information ont fait état de deux projets : réaliser en commun un journal sur les vacances des Français, (150 000), et tenter de faire disparaître de « vrais journaux », c'est-à-dire assurer une parution régulière. — C. D.

(1) Pour l'ensemble de la France, les organisateurs du colloque estiment qu'il existe une soixantaine de titres semblables.

GRÈVE A « LA CROIX »

Le quotidien La Croix n'a pas paru depuis le jeudi 26 février en raison d'une grève déclenchée par le personnel de l'atelier de composition. Celui-ci — une soixantaine de personnes — a demandé la réévaluation de salaires et le maintien des effectifs. Les ouvriers du quotidien de Bayard Presses ne dépendent pas du Comité intersyndical du Livre parisien (C.S.L.).

Les sections syndicales des journalistes de La Croix se sont déclarées solidaires du mouvement de grève et ont voté, vendredi, une motion dans laquelle elles s'inscrivent des difficultés croissantes que connaît la Croix.

LES JOURNALISTES PARISIENS POUR UNE « ACTION DE GRÈVE D'ENVERGURE NATIONALE »

A l'appel de l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., F.O., C.G.T.), une assemblée réunissant une centaine de représentants des rédactions parisiennes le vendredi 27 février s'est déclarée favorable à une « action de grève d'envergure nationale » pour faire aboutir leurs revendications : défense de l'emploi, révision de la convention collective, réévaluation des salaires.

Dans la motion adoptée à la quasi-unanimité (1 voix contre et 4 abstentions), les journalistes considèrent qu'il faut, pour gagner contre les patrons, sur des mots d'ordre clairs, une forme d'action unitaire : tous ensemble, nationalement, dans une action commune de grève au même moment ».

M. MAURY LANCE UN NOUVEAU QUOTIDIEN

Un nouveau journal, France-Picardie, a fait son apparition dans le département de la Somme vendredi. Distribué gratuitement le 27 et le 28 février, il sera mis en vente le lundi 1^{er} mars. Ce nouveau quotidien, dont le président du conseil d'administration est M. Emilien Maury, porte en sous-titre : « Le Parisien libéré de la France Picarde ».

Les forces de l'ordre assurent en permanence une surveillance des bureaux amicaux de ce quotidien et de l'imprimerie qui le confectionne, depuis que le matériel d'impression avait été intercepté par des gendarmes du Parisien libéré, le 16 janvier, lors de sa livraison à Amiens.

ACTUELLEMENT AU

CCC

la nouvelle boutique

Kenneth Durward

MADE IN ENGLAND

C.C.C. : de l'imperméable et bien d'autres choses

39/41, bd Haussmann

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

LES REVENUS AGRICOLES EN 1976

Comment M. Giscard d'Estaing tiendra-t-il ses promesses ?

M. Giscard d'Estaing et M. Chirac ont promis : il ne peut être question qu'après 1974, « année noire », et 1975, « année grise », 1976 soit marqué pour le troisième fois par une dégradation du revenu paysan. Autrement dit, si le niveau des prix européens fixé prochainement à Bruxelles se révèle insuffisant, la France prendrait des mesures nationales pour soutenir le revenu des producteurs, bravant une fois encore la loi communautaire.

A quelques jours des élections cantonales un tel engagement n'est pas sans importance. Toutefois il aurait été souhaitable que le chef de l'État et son premier ministre soient plus explicites. Qu'entendait-il par un relèvement des prix européens « suffisant » ? Jusqu'à présent il a seulement été dit que la proposition de la commission de Bruxelles pour le prix du lait était « inacceptable ». La taxe moyenne de relèvement du prix que Paris considérait comme raisonnable n'a pas été publiquement révélée.

Pourtant ce pourcentage est d'importance. Les services économiques des grandes centrales paysannes françaises — dont les prévisions ont été très près de la réalité ces deux dernières années — ont fait le calcul suivant : si le volume de la production commerciale augmente de 5 %, la production agricole sera en hausse de 8 %, alors que la commission européenne propose 6,1 % pour la France ; si le coût des engrais, de l'énergie, des aliments du bétail, du matériel, ne progresse pas de plus de 10 %, alors la hausse du revenu du producteur agricole sera de 11 % (la R.B.E. basera le revenu du producteur agricole de 11 % en 1976, le R.B.E. basera

de 7 % en France constants. Et en dépit de la diminution du nombre des exploitants, le pouvoir d'achat moyen de chaque paysan diminuera de 4 %.

Pour rétablir l'équilibre, deux solutions : une augmentation de 14 % des prix européens ; c'est difficilement imaginable ; une attribution de subvention de l'ordre de 5 milliards de francs : c'est totalement la solution qui devrait être retenue. Les agriculteurs peuvent compter sur la reconduction de quelque 2,4 milliards de francs engagés précédemment pour soutenir les marchés. Ce qui réduira de 2 % la baisse des revenus prévisibles. Reste-t-il à trouver quelque 2,6 milliards de francs.

L'an passé cette somme représentait le cumul des primes à la récolte (100 francs) et des chèques « aux exploitants » (1200 francs). Mais les instances communautaires n'avaient guère apprécié ces « distorsions de concurrence ». Les neuf accepteraient-ils une nouvelle entorse aux règles communautaires ? Paris pourra-t-il dégager les ressources budgétaires correspondantes ?

Au début de 1975, le président de la République s'était engagé à ce que le revenu paysan progresse d'au moins 13 % (le Monde des 13-20 janvier 1975). La réalité fut bien différente. Certes le chef de l'État est désormais plus prudent. Mais une fois les prix pour 1976 fixés, est-ce que M. Giscard d'Estaing pourra crier « non » à la grappe paysanne en approuvant simplement — comme il vient de l'annoncer au président de la Fédération des exploitants, M. Debattiste — la cérémonie organisée le 19 mars par la F.N.S.E.A. après son congrès pour célébrer son trentième anniversaire ?

ALAIN GIRAUD.

LE TAUX DES MONTANTS COMPENSATOIRES DES ÉCHANGES AVEC L'ITALIE RESTE FIXÉ À 9,1 %

La commission du Marché commun a annoncé, le jeudi 26 février, qu'elle avait décidé de maintenir au niveau de 9,1 % les montants compensatoires qui sont appliqués aux échanges de produits agricoles avec l'Italie, pour corriger l'effet de la dernière dépréciation de la lire.

Les montants compensatoires jouent en Italie comme des taxes à l'exportation de produits agricoles et des subventions à l'importation.

Ces montants pourront être revus le 8 mars, en fonction de l'évolution de la lire sur les marchés des changes. Ils avaient été fixés à 6,5 % le 6 février dernier, et portés à 9,1 % le 23 février.

Pour le vin, l'application des montants compensatoires, qui n'était prévue que jusqu'au 29 février, est prolongée jusqu'au 14 mars. La Commission européenne espère que d'ici là les ministres des Neuf auront arrêté une solution globale aux problèmes du marché du vin. — (A.F.P.)

LES PAYSANS-TRAVAILLEURS VEULENT RENFORCER LEUR ORGANISATION

Une centaine de délégués de l'Association nationale des paysans-travailleurs se réunissent samedi leur conseil national à Polisy. Le thème de la réunion est : « Vers un syndicalisme de masse ».

Formé en octobre 1974, le collectif du mouvement pense qu'après la création dans douze nouveaux départements d'associations de paysans-travailleurs, il est désormais nécessaire de renforcer les structures de l'organisation pour « offrir une alternative crédible par rapport au syndicalisme corporatiste et traditionaliste ».

LA FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DE FRANCE a annoncé, le 27 février, à l'issue de son assemblée générale, qu'elle acceptait « les importations normales jusqu'au début de la période de récolte », mais « qu'elle ne saurait tolérer des importations de pommes de terre intermédiaires de France ». Les producteurs de pommes de terre de France ont demandé qu'il soit « réexaminé ».

M. Alfred Gauthier (Métallurgie) a été élu président de la fédération.

AUTOMOBILE

Nouvelles 15 et 17 chez Renault : surtout un nouveau siège

Nouvelles calandres, nouveaux capots, nouveaux tableaux de bord, mais surtout nouveaux sièges... et nouveaux tarifs. Les Renault 15 et 17 se mettent au goût du jour.

La Régie, qui ne croyait guère en 1972 à une longue carrière pour ses modèles 15 et 17, présentés à l'époque surtout pour concurrencer les « Copé », a, devant les chiffres de vente enregistrés, après tout pas si catastrophiques (deux cent sept mille six cents unités), décidé de rajouter la gamme.

Quatre modèles de base sortent désormais des chaînes : une 15 TL (7 CV fiscaux, 60 ch DIN), une 15 TL (7 CV fiscaux, mais aménagement intérieur des 17), une 17 TS (13 CV fiscaux, 98 ch DIN, avec le moteur et la boîte de vitesse de la 16 TX), une 17 Gordini (9 CV fiscaux, 108 ch DIN, moteur à injection et quatre freins à disque).

De tout cela il faudra surtout retenir les nouveaux sièges avant. On les

a baptisés « pétales ». Ils sont installés dans les 15 GTL, 17 TS et 17 Gordini. Formes fonctionnelles, possibilités de « façonner » à la morphologie des occupants et aux positions de conduite qui sont, on le sait bien, personnelles : un siège en quelque sorte que l'on peut mouler à son corps.

Les nouvelles 15 et 17 Renault seront commercialisées dès le 1^{er} mars. Il en coûtera 27 500 F pour la 15 TL, 29 000 F pour la 15 GTL, 33 100 F pour la 17 TS, 37 000 F pour la 17 TS décapotable et 41 500 F pour la 17 Gordini. — C. L.

UNE NOUVELLE FORD ESCORT « LIVRAISON » est lancée sur le marché français au prix net de 15 126 francs. Ce véhicule, dérivé de la berline, dont il reçoit tous les équipements, offre une charge utile de 550 kilos et une capacité de chargement de 2,03 mètres cubes.

M. Barre : il ne faut pas chercher des stimulants artificiels et précaires à nos exportations

Dans sa première allocution publique depuis sa nomination comme ministre du commerce extérieur, M. Raymond Barre a répondu aux inquiétudes des industriels relatifs à la compétitivité des produits français sur le marché international.

« Il semblerait, a-t-il dit le 27 février devant le conseil national des conseillers du commerce extérieur de la France, réuni à Paris à l'occasion de journées d'études sur l'exportation des biens de consommation, que la hausse de nos valeurs moyennes à l'exportation, exprimées en dollars, ne nous place pas dans une situation plus désavantageuse que nos principaux partenaires et que la hausse des prix relatifs français sur les marchés étrangers n'est pas la seule cause de la dévaluation de 1969 ».

Cependant, M. Barre a évoqué « les graves inconvénients que présente, pour nos nombreux créanciers de branches de notre activité économique la dépréciation accélérée et anormale de certaines monnaies ».

Pour la France, il ne faut pas toutefois, selon le ministre du commerce extérieur, chercher « des stimulants artificiels et précaires à nos exportations ». Il s'agit au contraire d'« assurer par la solidité de notre monnaie leur développement ».

Après avoir indiqué que la France ne saurait « mieux développer ses ventes à l'étranger qu'elle ne saurait accepter l'augmentation de ses achats », M. Barre a souligné la nécessité de renforcer par l'investissement le potentiel productif. Ainsi, la procédure spéciale, instituée en mars 1974 pour aider le financement des investis-

M. FOURCADE : l'augmentation des prix des services est trop rapide

L'indice des prix à la consommation s'est établi, en janvier, à 159,9 (base 100 en 1970), contre 158,2 en décembre. La hausse mensuelle du coût de la vie — 1,1 % — est la plus forte qui ait été enregistrée depuis janvier 1975 (+ 1,1 % également). En un an, les prix de détail ont augmenté de 5,8 %, alors que l'objectif officiel est de ramener l'inflation, cette année, à 7,5 %.

Commentant ces résultats, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, a déclaré : « L'accélération de la hausse des prix en janvier ne s'explique pas seulement par les relèvements des tarifs publics, dont l'incidence est de l'ordre de 0,3 %. La progression des autres prix, et notamment des prestations de services, est trop rapide. De nouvelles dispositions devront être prises, afin d'obtenir une évolution plus modérée qui préserve notre compétitivité ».

Cependant, aux termes d'un arrêté publié au Bulletin officiel des services des prix (BOSP), le samedi 28 février, les restaurateurs pourront majorer leurs prix de 7 à 8 % selon la catégorie des établissements.

Des baisses sont enregistrées pour les engrais phosphatés (10 à 15 %), l'huile de coïca (9 %) et l'huile de soja (7 %).

LA HAUSSE DES PRIX EN JANVIER (en %)

	EN 1 MOIS (janvier 1976 comparé à déc. 1975)	EN 6 MOIS (janvier 1976 comparé à juillet 1975)	EN 1 AN (janvier 1976 comparé à janvier 1975)
ENSEMBLE	1,1	5,8	11
ALIMENTATION	0,9	5,2	9,8
Produits à base de céréales	0,9	4,9	12,5
Vianes de boucherie	1,3	5,3	17
Poissons et charcuterie	1,4	6,8	12
Volailles, lapins	0,8	4,6	6,8
Produits de la pêche	0,4	4	9,9
Œufs	4,9	21,9	2,8
Grains et fourrages	0,2	0,5	19,1
Corps gras et beurres	1,2	6,1	9,6
Légumes et fruits	0,5	3,8	6,7
Autres produits alimentaires	0,8	2,7	10
Bolsans alcoolisés	2,2	9	7,4
Bolsans non alcoolisés	0,5	3,6	9,3
PRODUITS MANUFACTURÉS	0,5	5	9,3
1) Habillement et textiles	0,5	3,2	6,8
2) Autres produits manufacturés	0,5	1,8	5,8
dont :			
— Meubles et tapis	0,2	1,4	4,7
— Appareils ménagers, élect. et gaz	0,6	2,7	8
— Autres articles et équip. ménager	0,2	0,5	2,9
— Savons et produits d'entretien	0,4	2,6	5,8
— Articles de toilette et soins	0,2	0,6	1,6
— Véhicules	0,2	0,3	11,5
— Papeterie, librairie, jouets	0,2	0,3	2,3
— Photo, optique, élect. acoust.	0,5	3,2	14,2
— Autres articles de loisir	1,8	5,2	4,3
— Combustibles, énergie	1,5	4,3	3,3
— Tabacs et produits manufact. div.	1	5,4	12,6
SERVICES	1,9	5,9	12,1
Logement	3,8	6,6	13
dont loyers	4,9	10,1	12,1
Sous-pensions et habilement	0,4	5,7	18,5
Santé	—	6,2	15
Transports publics	3	6,3	18
Utilisation de véhicules privés	1,5	4,3	18
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	1	5,4	12,6

● AUX ÉTATS-UNIS, la productivité des entreprises s'est améliorée de 3,9 % en 1975, alors qu'elle avait diminué de 2,7 % en 1974. La production a reculé de 2,4 % (2,8 % en 1974), mais les heures de travail effectuées ont baissé de 6,1 % (0,1 %). — (A.F.P.)

● AU JAPON, le coût de la vie a augmenté de 1,8 % en janvier par rapport à décembre. À la suite d'une forte hausse des prix des légumes et des tarifs ferroviaires. En un an, par rapport à janvier 1975, l'augmentation s'établit à 9 %. — (A.F.P.)

L'économie en trompe-l'œil

(Suite de la première page.)

Cette ruse — à moins qu'il ne s'agisse d'un jeu comptable consistant à calculer le taux donnant le meilleur équilibre financier — n'est pas la plus inquiétante. Tout se passe comme si, par peur de faire toucher du doigt certaines duretés du moment, on bâtit petit à petit une « économie en trompe-l'œil ». C'est d'abord l'illusion du mouvement que l'on donne, alors que l'on ne construit que sur du vieux. L'expansion est devenue une véritable « fuite en avant ». Pour se débarrasser des obsessions (quelle nouvelle croissance ?) on veut marcher vite. Croissez, croissez, il en restera toujours quelque chose.

Sur quel bouton appuyer ? La plus tentante, parce qu'on la voit toujours sous la main, est celle de la consommation. Sans doute est-on décidé à l'utiliser avec prudence au cours du VII^e Plan, mais M. Jean Ripert déclare : « Nous n'aurons pas de croissance forte et des emplois que si la consommation augmente ».

(1) Il n'est pas le seul à penser ainsi. M. Mitterrand propose de stimuler puissamment la consommation, le coût de l'ensemble des mesures qu'il préconise à cet effet (2) étant de 30 milliards en 1976 sur les 62 que prévoit au total son plan de relance.

Bien sûr, l'économie tout entière est tournée vers la consommation. Sinon elle n'aurait pas de sens. Mais dans la phase conjoncturelle que nous traversons, la relance de la demande globale aurait sûrement comme effet premier une grimpée des prix qui obligerait très vite le gouvernement à « décompresser ».

provoquant un chômage plus important que celui que nous connaissons aujourd'hui.

Il convient donc à la fois de stimuler la croissance du P.M.S. sans trop augmenter la consommation des ménages, ne serait-ce que pour financer le coût plus élevé des importations de pétrole, pour favoriser les investissements collectifs et ceux qui seront indispensables au redéploiement de notre industrie.

Le « trompe-l'œil » c'est aussi le refus de demander des sacrifices au pays, de parler non d'austérité — car le mot a mauvaise presse — mais de sobriété. Le VII^e Plan admet comme hypothèse de base un relèvement de la progression du pouvoir d'achat, et M. Chirac a eu le courage de dire le 19 février, à la télévision, que l'on ne pourrait guère faire mieux que de le maintenir en 1976. Mais aurait-il eu le front de rappeler que l'augmentation moyenne de la production intérieure brute n'a été que de 3,6 % durant le VI^e Plan (1971-1975), alors que l'objectif était de 5,9 %, que la France s'est approchée en 1975 (recul de 2,5 %) ? Et pourquoi cacher le fait que si, selon toute vraisemblance, on n'atteint pas, de 1976 à 1980, la moyenne de croissance affichée de 8,8 %, il faudra augmenter les impôts directs et les cotisations sociales ?

Parmi les fausses fenêtres que l'on dessine aujourd'hui du côté de l'emploi, il y a celle de la « substitution

du capital au travail ». Le raisonnement qu'on entend aussi bien du côté de l'opposition que de la majorité est le suivant : le coût du poste de travail est aujourd'hui si élevé que le chef d'entreprise a tendance à remplacer l'ouvrier par la machine, créant ainsi les chômeurs.

Tout ce qui abaisse le coût de production, tout ce qui améliore la compétitivité de la firme est finalement créateur d'emplois ici ou ailleurs. Alfred Sauvy a très justement dénoncé, avec l'emportement qu'on lui connaît et encore dans son dernier livre (3), l'hérésie qui consiste à croire qu'on facilitera l'emploi en ralentissant le rythme de la substitution du capital au travail. En posant le raisonnement, il faudrait, par exemple, di-t-il, remplacer les camions par des brochettes. Le nombre des travailleurs employés à un transport donné serait alors multiplié par deux mille cinq cents !

Le « trompe-l'œil », c'est aussi cela : on est tellement obsédé par le plein emploi que l'on perd de vue les autres conditions de l'équilibre, risquant du même coup d'aggraver le chômage. C'est là une autre politique de Gribouille. Tout se tient. La priorité donnée au plein emploi élargit qu'on combatte l'inflation, faute de quoi on devra pratiquer le stop and go. Sachons gré à M. Jean Ripert de l'avoir clairement affirmé.

La question délicate

Puisque tout se tient, le Plan est l'institution la plus appropriée pour l'expression des choix de société et leur combinaison avec les possibilités du moment, internes et externes. Objectif plein emploi ? La détermination du taux de croissance ne dépend pas que du bon vouloir des pouvoirs publics, du moins que les actions spécifiques concernant l'emploi soient, elles, menées avec tout le courage nécessaire.

Déjà la revalorisation du travail manuel, idée faconde, devrait, elle est menée à son terme conduisant à transférer à des Français les travaux actuellement accomplis par des immigrés. Mais lorsqu'on en arrivera à la question délicate des rémunérations, c'est là que le gouvernement devra faire preuve de fermeté, afin que les « faveurs » accordées à certains ne soient pas de proche en proche réclamées par d'autres au nom d'une hiérarchie des revenus fondée sur un ne sait quelles « tables de la loi ».

À propos de loi, et puisqu'il faudra bien penser à une politique des revenus un jour ou l'autre, même si on l'appelle autrement, pourquoi ne pas débattre au Parlement de ce sujet brûlant de l'échelle des rémunérations,

comme le suggérait un jour J. Attali ? Pourquoi ne pas proposer que les conventions collectives contiennent à sa négociation l'engagement, mais à l'intérieur d'un cadre moins anarchique que celui d'aujourd'hui et où l'on conviendrait par exemple que les revenus des personnes les mieux payées de l'entreprise ne pourraient dépasser dix fois par exemple celui du salarié de base ? Resterait évidemment à trouver — la tâche est-elle vraiment impossible si on a la volonté d'aboutir ? — au-delà de la réforme sur l'imposition des plus-values, le moyen d'encadrer les revenus des professions libérales et commerciales où les excès sont les plus courants.

Si, dans le dernier plan anti-crise de M. Mitterrand la relance forte de la consommation paraît une opération des plus contestables, en revanche l'idée de créer cent cinquante mille emplois pour améliorer le fonctionnement des services publics (dont quarante mille au stade des collectifs) est excellente, à condition qu'il soit bien clair qu'on ne fera pas baisser ainsi la « productivité » du secteur, les usagers des P.T.T., des hôpitaux ne seraient-ils pas prêts à rester à dépenser un peu plus pour obtenir un service meilleur ?

Quelle offensive ?

De même, si, comme tout le monde s'attend, un essai fort contingent de chèque de subsistance pendant des années, le rapprochement de ces inactifs indemnisés et de bas salaires sociaux non satisfaisants faute de personnel sera de moins en moins tolérable. Une certaine contrainte ne devra-t-elle pas s'exercer sur ceux qui ne peuvent obtenir l'emploi désiré afin qu'ils occupent, en attendant, un poste offert ? Là aussi c'est le courage de braver une certaine impopularité qui sera requis.

Dans la lutte pour le plein emploi, c'est l'offensive qui est encore la plus payante. Elle s'appelle encouragement à la recherche, à l'innovation dans des secteurs trop délaissés jusqu'ici, à la création d'entreprises. Le gouvernement paraît s'apprêter à le faire dans ces domaines vus et le Plan devrait présenter parmi les objectifs « incompressibles » un programme sérieux sur ces chapitres. Mais la mollesse de notre politique industrielle, du fameux « redéploiement », laisse à vrai dire sceptique.

Enfin, si le freinage d'investissements destinés à accroître la productivité d'une entreprise sous le prétexte de donner plus d'emplois est une fausse solution, il n'est pas admissible de pénaliser les « industries de main-d'œuvre ». M. Chirac a promis récemment (4) — comme M. Messmer, il y a deux ans ! — que l'on étudierait pour ce secteur un allègement des charges sociales. C'est à une révision complète de l'impact de la Sécurité sociale et des allocations de chômage sur les entreprises que devrait, au reste, conduire le VII^e Plan.

Lutter contre les rigidités, diversifier et décentraliser les actions menées contre le chômage, compenser le plus faible accroissement du pouvoir d'achat, voire sa stagnation par une diffusion du pouvoir, notamment dans les entreprises, adapter les professions aux vrais besoins des consommateurs et les postes de travail aux vrais besoins des ouvriers, par exemple en facilitant les occupations à mi-temps pour ceux ou celles qui le désirent, voilà autant de pistes qu'on aimerait voir balisées dans le VII^e Plan.

PIERRE DROUIN.

(1) Interview dans la Croix du 26 janvier 1976.
(2) Déclaration de presse du 27 janvier (le Monde du 29 janvier).
(3) L'économie du chômage, Calmann-Lévy, 1976 (le Monde du 17 février).
(4) Le Monde du 7 février.

EMPLOI

LA DIRECTION DE RHÔNE-POULENC ANNONCE DES LICENCIEMENTS DANS SA DIVISION « TEXTILE »

À l'issue de la réunion du comité central d'entreprise de Rhône-Poulenc, la direction générale du groupe a publié un communiqué qui laisse entendre que des licenciements vont intervenir au sein de sa division « textile ». On y lit notamment : « La situation dans le textile est bien connue et elle reste très difficile. Ceci amène la direction générale de Rhône-Poulenc Textile à développer et à accélérer la mise en œuvre de mesures qui comportent le recours à des licenciements, tout en limitant au minimum. Elles s'accompagneront de la mise en place d'un dispositif renforcé d'aide au reclassement. Ces mesures concernent principalement les fabrications de produits en répression et un certain nombre d'ateliers sans possibilité de redressement. Elles touchent notamment les fabrications de fils acétate de Rhône-Poulenc, ainsi que les services centraux. Les mesures prises permettront à Rhône-Poulenc Textile de concentrer ses efforts et ses investissements futurs sur les produits en développement et sur ceux pour lesquels Rhône-Poulenc Textile a une forte position ».

(jusqu'à présent, la direction générale du groupe avait parlé de « suppressions d'emplois » dans son secteur textile, très touché par la crise. Se trouvent ainsi confirmées les appréhensions des syndicalistes (le Monde du 25 et du 26 février). Quelle sera l'ampleur de ces licenciements ? On se refuse à avancer un chiffre à la direction du groupe, mais on sait que les opérations s'étaleront sur toute l'année et que toutes les possibilités légales permettront d'alléger les effets : retraits anticipés, départs volontaires, etc., seront utilisés. Dans le même temps, un plan de reclassement à l'intérieur et à l'extérieur du groupe sera mis en place.)

Afriq

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Du 8 au 13 mars

La C.G.T. et la C.F.D.T. organisent une semaine d'action dans les secteurs public et nationalisé

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des secteurs public et nationalisé qui se sont rencontrées vendredi 27 février, en présence de représentants confédéraux, ont décidé d'organiser « une semaine d'action et de manifestations » du 8 au 13 mars.

Dans un communiqué commun, les deux syndicats ont indiqué l'utilisation du seul indice officiel des prix comme instrument de mesure dans les négociations en cours sur l'évolution des salaires. La semaine d'action indiquerait les deux organisations se centrent sur la protestation des salariés contre la « dégradation du pouvoir d'achat ». La semaine d'estimation de la hausse des prix et prendra « différentes formes : manifestations, meetings, délégations, arrêts de travail », qui seront décidées dans chaque secteur.

Dores et déjà, un défilé sera organisé à Paris, le mercredi 10 mars ; des manifestations du même type seront envisagées en province, et des grèves d'une durée de vingt-quatre heures ne sont pas exclues dans certains secteurs. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont également informé, sans grande illusion, semble-t-il, les autres syndicats des secteurs public nationalisé en se déclarant prêts à examiner avec eux les modalités d'une action unitaire.

La journée du vendredi 27 février a aussi été marquée par des manifestations à Paris, rassemblant, à l'appel de la C.G.T., d'ouvriers et d'agents des services hospitaliers ainsi que la région Rhône-Alpes à l'appel de la C.G.T. et de F.O., cette dernière organisation ayant décidé une manifestation nationale pour le 17 mars.

Des délégations de sidérurgistes C.G.T. et C.F.D.T., venues de plusieurs usines du groupe Usinor ont défilé, vendredi, à Paris, de la place Clichy au quartier de l'Europe et se sont rendues au siège de la direction.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le plan d'action du gouvernement sera lié à la réforme de l'entreprise

Aucune précision officielle n'a été donnée à l'issue du conseil restreint qui s'est réuni, vendredi 27 février, à l'Élysée, pour déterminer les grandes lignes d'un plan d'action en faveur de la sécurité du travail.

Le porte-parole de l'Élysée a simplement confirmé les têtes de chapitre de ce plan qui prévoit une réforme du système des cotisations et un renforcement du rôle de l'inspection du travail, de la médecine et des comités d'hygiène et de sécurité, l'« état de prévention » ayant « dominé les travaux du conseil ». Le Monde des 27 et 28 février.

L'une des préoccupations du gouvernement est de lier ce plan d'action à la réforme de l'entreprise, qui fera l'objet d'un conseil restreint à l'Élysée, mardi 2 mars,

en donnant davantage aux salariés les moyens d'exprimer et de faire des suggestions, notamment dans le domaine de la sécurité. Mais une telle conception de la prévention pourrait remettre en cause la notion de responsabilité comme le souhaite le patronat. Interrogé, vendredi 27 février, à France-Inter, M. Yves Chotard, vice-président du C.N.P.F., a avancé les cas de « responsabilité diluée » où ni la responsabilité du chef d'entreprise ni celle d'un autre membre de la firme ne peut être engagée pour se prononcer en faveur d'une « responsabilité collective » de l'entreprise.

Après avoir, M. Chotard avait, une nouvelle fois, remis en question la responsabilité pénale du dirigeant de société en demandant que l'on ne fasse pas de ceux-ci « une catégorie à part dans la nation ».

A L'ÉTRANGER

Aux États-Unis

La croissance plus forte de l'activité s'accompagne d'un déficit commercial

De notre correspondant

Washington. — Le département du commerce a annoncé, le 27 février, une amélioration marquée de la conjoncture, qui confirme les conclusions des experts officiels et privés. L'indice composite, qui est censé préfigurer l'évolution économique, a augmenté de 2,2 % en janvier. Cette hausse, la plus forte depuis juillet (+ 2,5 %), dépasse le total des augmentations (+ 2,15 %) enregistrées au cours des cinq derniers mois.

Le volume des commandes de nouvelles usines ou de biens d'équipement a augmenté en janvier de 13 %. D'autres facteurs confirment la croissance économique, notamment la réduction des licenciements dans l'industrie, l'accroissement des commandes passées aux producteurs de biens de consommation, l'augmentation du nombre des permis de construire, le ralentissement des livraisons par les fournisseurs, qui doivent faire face à une demande accrue.

A la suite de la publication de l'indice, qui a, jusqu'à présent, anticipé d'environ trois mois les changements de la situation économique, les milieux spécialisés proches de la Maison Blanche envisagent une très nette amélioration pour les mois à venir. Un des experts officiels prévoit qu'en termes réels le produit national brut augmentera d'au moins 5 % au cours du premier trimestre de cette année, tandis que l'index des prix de gros restera en février pratiquement inchangé par rapport à son niveau de janvier.

La reprise économique, plus rapide et plus forte aux États-Unis qu'ailleurs, pèse sur la balance commerciale. Pour la première fois depuis un an, un déficit a été enregistré en janvier, qui s'est élevé à 72,8 millions de dollars (contre un excédent de 72,3 millions en décembre). Les exportations ont diminué de 1,6 %, alors que les importations augmentaient de 1,6 %. Cet accroissement a été sensible dans le secteur des produits pétroliers et du matériel automobile.

Sur le plan politique, la conjoncture — reprise accélérée, inflation stabilisée — favorise le président Ford, mais l'accroissement attendu du chômage et les statistiques de janvier avaient exagéré l'amélioration de la situation — demeure la préoccupation majeure des responsables de la campagne électorale du président.

HENRI PIERRE

De son côté, la Bundesbank a confirmé vendredi le rétablissement du crédit de 800 millions de dollars remboursés l'an dernier par l'Italie sur les 2 milliards qui lui furent prêtés à l'automne 1974 avec une garantie-or.

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, le crédit de 800 millions de dollars remboursés l'an dernier par l'Italie sur les 2 milliards qui lui furent prêtés à l'automne 1974 avec une garantie-or.

AFFAIRES

L'État est prêt à conclure des « contrats de croissance » avec les industriels de la péri-informatique

Les objectifs et les grands principes du plan d'aide à l'industrie française de la péri-informatique ont été exposés, le 26 février, par M. Pelissolo, directeur des industries électroniques et de l'informatique, à l'occasion d'un déjeuner organisé par la société Logebac.

« Il n'y aura pas de plan de restructuration pensé et imposé par les pouvoirs publics », a précisé M. Pelissolo. Certes, nous aimerions voir cette industrie un peu plus concentrée, mais c'est aux industriels de décider. L'État n'accordera pas une aide globale comme d'habitude. On ne peut pas agir au « coup par coup », et les crédits seront toujours « limités dans le temps ». Pour le ministère, il faut éviter de donner à la péri-informatique une « mentalité d'assistés ».

Les entreprises qui acceptent un certain nombre de règles du jeu pourront passer avec l'État des contrats de croissance, dont M. D'Ornano avait annoncé le principe en septembre dernier. Ces règles sont les suivantes : réaliser un plan de développement sur quatre ans sans aide de l'État ; présenter une ou plusieurs variantes de ce plan avec des objectifs plus ambitieux ; participer au moins à la moitié du financement de cet effort supplémentaire ; s'engager sur des objectifs chiffrés. Enfin, la société intéressée doit faire la preuve qu'elle restera viable à l'aide de l'État venant à s'arrêter.

Si toutes ces conditions sont réunies, les pouvoirs publics financieront au maximum la moitié des investissements supplémentaires pour atteindre ces objectifs. Le ministère de l'Industrie et de la recherche espère que ce « plan » permettra de faire passer de 32 % à 59 % en 1980 la part du marché intérieur contrôlée par des entreprises françaises. Ambitueuse perspective qui implique pour notre industrie de la péri-informatique un taux annuel de croissance de 40 %.

Encore faut-il que les marchés des administrations lui soient largement ouverts. Or on s'inquiète beaucoup au « club de la péri-informatique » du principe de garantie de commande accordé à C.I.L.-Honeywell Bull, interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, cette société choisissant en priorité des mini-ordinateurs et des périphériques français pour équiper ses moyens et gros ordinateurs.

M. Pelissolo n'a pas nié l'existence du problème. Toutefois, il reste « persuadé qu'il ne pourra pas y avoir, à terme, de conflit d'intérêt profond entre C.I.L.-H.B. et les autres sociétés françaises d'informatique ». Celles-ci pourront également vendre — au lieu de louer — leurs matériels à l'organisme public géré par la Caisse nationale des marchés de l'État. On va instituer une procédure du même ordre (avec la C.N.M.E. et les banques) pour le secteur privé. Enfin, les administrations et sociétés nationales seront invitées à procéder à des consultations séparées (grande informatique d'une part, mini et périphériques d'autre part).

A BREST

Le dépôt de bilan de la société Transocéan provoque de vives réactions des partis de gauche et des syndicats

De notre correspondant

Brest. — Nouvel échec de la décentralisation à Brest : les établissements Transocéan, fabrique de vêtements féminins prêt-à-porter sous la marque Olivier de Verdon, ont déposé leur bilan jeudi 26 février devant le tribunal de commerce de Paris. Le passif est de l'ordre de 24 millions. La suite de cette entreprise, qui installée dans la région parisienne, s'était décentralisée à Brest en 1962, met en péril l'emploi de cent quatre-vingt-dix-huit ouvriers et ouvrières.

Pourtant, lors de sa création, l'usine avait été louée à des entrepreneurs, les grandes pompes. La DATAR était même représentée par son commissaire général. Dans l'euphorie de l'événement, le président-directeur général de Transocéan, M. Armand Dabaghian, ingénieur des mines de son état, avait annoncé son intention de porter rapidement les effectifs de ses ateliers à mille personnes, objectif qui ne fut jamais atteint, et de loin même au plus fort de l'activité de la société. Celle-ci devait d'ailleurs décoller assez vite. Les affaires étaient peu prospères et le climat social dans l'entreprise était lourd.

Le 1^{er} mai 1975, la C.G.T. révélait un plan de direction prévoyant cent seize licenciements sur deux cent soixante employés. Le personnel ayant répondu par l'occupation de l'usine, le patron mit à pied cinq délégués du personnel, dont un père ouvrier, l'abbé Louis Merle, également délégué syndical. Une épreuve de force opposa alors la C.G.T. au P.-D.G. de Transocéan pour entraver l'exercice du droit syndical. Ce procès devait, soustraire le 26 avril devant le tribunal de grande instance de Brest.

Ses affaires périclitant, M. Dabaghian demandait, au mois d'octobre, le licenciement de vingt-quatre ouvrières et fut partiellement suivi par l'inspection du travail.

Pour tenter de remonter la pente, M. Dabaghian eut alors recours à des expédients qui découvrirent la C.G.T. Des articles féminins fabriqués en Italie étaient acheminés vers Brest, où leur était ajoutée la griffe « Olivier de Verdon ».

L'annonce du dépôt de bilan de Transocéan provoque de vives réactions des syndicats et des partis de gauche. La C.G.T. a fait savoir qu'elle n'accepterait pas que l'entreprise soit démantelée. La C.F.D.T., qui affiche la même résolution, accuse les autorités d'avoir fait bénéficier M. Dabaghian d'aides publiques exagérées. Pour sa part, le parti socialiste exige que l'entreprise rende des comptes à la population. Enfin, le P.C.F. juge le dépôt de bilan de Transocéan comme « un incroyable scandale ».

JEAN DE ROSIERE

LA SOCIÉTÉ SECIM (GROUPE CREUSOT-LOIRE) a signé un important contrat avec la Geste du Nord. Ce contrat, d'un montant de 473 millions de francs, prévoit la fourniture par SECIM d'un atelier de laminage pour la fabrication de demi-produits. Cette unité, la plus importante jamais construite, sera intégrée au complexe de Rohang.

LE RASSEMBLEMENT DES FEMMES SALARIÉES, prévu le 9 mars à Paris, est organisé par l'Union départementale parisienne de la C.G.T., et non par l'ensemble des syndicats C.G.T. de la région parisienne, comme le pouvait le laisser croire notre information publiée dans le Monde du 28 février.

JUSTICE

Les responsabilités de Vierzy

« L'OPTIMISME EST UNE FAUTE »

Conception trop statique de la sécurité et dilution des responsabilités au sein de la S.N.C.F. ont été les thèmes essentiels des débats des jurés de la cour d'assises de Paris, qui ont plaidé vendredi 27 février devant le tribunal de Soissons, qui juge le procès de la catastrophe de Vierzy.

Pour M. Oussédik, « il faut une sanction, car tout le monde doit savoir que les places des grands commis d'administration ne rapportent pas seulement des honneurs mais engagent les responsabilités ». De son côté, M. Nahory a indiqué que l'accident ne s'était pas produit sur une ligne de prestige mais sur une ligne dont la fermeture avait été envisagée, car elle était considérée comme non rentable.

Pour sa part, le bâtonnier Baudouin a souligné le sous-équipement des chemins de fer par rapport aux autres moyens de transport. « C'est, dit-il, le seul qui ne sache pas ce qu'il a devant lui, qui entre dans un tunnel et ne sent pas qu'il va périr », a-t-il conclu. « Lorsque la sécurité de millions de voyageurs repose sur vos épaules, l'optimisme est une faute que le tribunal doit retenir ».

« Dossier F... comme fraude fiscale »

DEUX PLAIGNANTS SONT DÉBOUTÉS

La première chambre civile du tribunal de Paris a débouté M. Gérard-Louis Blitz et M. Gérard Blitz, son fils, pour le compte de qui M. Théo Bernart réclamait 10 millions de francs à M. Alain Moreau, éditeur du livre Dossier F... comme fraude fiscale, et à MM. Christian de Brie et Pierre Charpentier, ses auteurs.

MM. Blitz père et fils sont cités dans ce livre à l'occasion de leurs relations avec M. Jean Rebottier à propos d'opérations immobilières à Castelnau-le-Vieux et à Castelnau-le-Neuf, dans les Alpes-Maritimes.

Condamné à mort, mercredi 25 février, par les jurés de la cour d'assises de la Côte-d'Or, Mohamed Benabrah a été, vendredi 27 février, un pourvoi en cassation. Il avait été jugé pour la mortre, au mois d'avril 1974, à Dijon, de Mme Marguerite Cérôme, âgée de quatre-vingt-trois ans.

ULLA POURSUIT « MINUTE » EN DIFFAMATION

15000 F D'INDEMNISATION POUR CINQ ANS DE DÉTENTION PRÉVENTIVE

S'estimant victime de diffamations et d'abus de la vie privée, Ulla réclame 200 000 francs de dommages et intérêts à Minute et à chargé de son avocat, M. Robert Badinter, d'engager un procès contre cet hebdomadaire devant le tribunal civil de Paris. L'article incriminé a été publié le 11 février sous le titre : « Soutenus par les souteneurs de la grande farce d'Ulla, syndicaliste du trottoir ».

L'assignation vise en premier lieu la photographie de la jeune femme, parue sans son accord. Ulla énumère ensuite les atteintes à la vie privée : détails sur ses mœurs, sur sa famille, ses relations, ses aventures amoureuses, matrimoniales, professionnelles.

Ulla s'élève contre les allégations susceptibles de porter atteinte à l'honneur et à la considération de la demanderesse, présentée comme indigne, de police manant son action revendicatrice pour le compte de souteneurs, et estime que « Minute tente de faire accorder l'indignité le combat que mène la représentante, pour la défense de la dignité de la personne humaine des prostituées, est inspiré par des mobiles égoïstes dictés par l'intérêt personnel ».

15000 F D'INDEMNISATION POUR CINQ ANS DE DÉTENTION PRÉVENTIVE

Pour avoir été détenu préventivement pendant cinq ans et deux mois, du 8 mai 1968 au 28 juin 1973, sous l'inculpation de vol, contre un délit de faux, de malversations, avant d'être acquitté par la cour d'assises du Rhône, M. André Benabrah, courtier en automobiles, âgé de trente-neuf ans, a obtenu 15 000 francs de dommages et intérêts qui lui ont été alloués vendredi 27 février par la commission d'indemnisation réunie dans les locaux de la Cour de cassation, sous la présidence de M. Lannier, et statuant sur le rapport du conseiller Baxier et les conclusions de M. Noré, avocat général.

Par la voix de M. Thomassin, du barreau de Lyon, M. Benabrah réclame 162 000 francs. Il était impliqué dans une affaire visant dix-huit inculpés auxquels étaient reprochés, environ quatre-vingts hold-up. L'un des cambrioleurs, qui l'avait accusé pendant longtemps d'avoir participé à deux des opérations du gang, était ensuite revenu sur ses déclarations. Si l'instruction dura des années, c'est que le dossier était particulièrement complexe et qu'il y eut des incidents de procédure.

Pour les hommes d'affaires qui veulent gagner du temps.

Air Afrique : 40 vols par semaine.

Quand on a un carnet de rendez-vous chargé, il est important d'avoir à sa disposition de multiples possibilités de départs. Air Afrique s'est attaché à répondre à cette préoccupation particulière des hommes d'affaires. Comme à tant d'autres... en leur

offrant 40 vols* par semaine vers 15 États d'Afrique Noire, au départ de Lyon, Marseille, Nice, Bordeaux, Rome et Genève. Et, bien sûr, Paris. Votre secrétaire et votre agent de voyage, trouveront toujours un vol Air Afrique pour vous faire gagner du temps.

C'est aussi pour la fréquence de ses vols qu'Air Afrique a la confiance des hommes d'affaires.

L'Afrique Noire, c'est notre affaire.

* En association avec UTA et AIR FRANCE.

LA REVUE DES VALEURS

COMME A REGRET...

La société Sauniquet, contrôlée à 42 % par le groupe de la Navigation mixte, émet actuellement un emprunt de 60 millions de francs en obligations convertibles qui seront aux 4/5 de son capital. Le 4 février 1976, elle avait diffusé un abrégé de la note d'information visée par la C.O.R. Le 17 février, la société a jugé bon d'en publier une nouvelle version révisée, et relative à la précédente, et relative à un litige opposant depuis 1966 à un ancien dirigeant et actionnaire de la Navigation mixte, l'absence de cette société, de l'absence de l'ancien dirigeant, dont l'enjeu n'est pas négligeable, est en appel devant la Cour de Cassation. La C.O.R. n'a pas donné son avis sur la note d'information, et ce point a été visé par elle, et l'a fait savoir. De l'importance d'être complet.

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

L'emprunt 4 1/2 % 1973, qui, à terme, se trouve au droit au "travaux publics", a perdu quelques fractions dans la semaine. L'événement majeur a néanmoins été la hausse de la nouvelle hausse de l'emprunt 7 % 1973, qui, après avoir donné lieu à de larges

27 févr.	Diff.
4 1/2 % 1973	322,80 + 2,50
7 % 1973	125 + 0,50
Empr. 12 3/4 % 1975	104,80 + 0,50
4 1/4 % 1963	102,20 + 0,30
4 1/4 % 1974	102,20 + 0,30
5 1/2 % 1965	104,40 + 0,30
6 % 1965	102,20 + 0,30
6 % 1967	102,20 + 0,30
C.N.E. 3 %	1280 + 2

échanges, a atteint, à 128,20, son plus haut cours historique, pour supporter, par la suite, quelques

Quatre nouvelles émissions vont débiter officiellement la semaine prochaine : Charbonnages de France (50 millions de francs à 10,20 %), A.R.E.A. (180 millions de francs à 10,20 %), C.E.C.A. (250 millions de francs à 10,20 %) et, surtout, C.N.C.A. (2 milliards de francs à 10,20 % également).

Banques, assurances, sociétés

d'investissement

Le bénéfice net réalisé en 1975 par le C.C.F. s'est élevé à 72,99 millions de francs (contre 35,68). Le montant du dividende sera maintenu à son niveau antérieur — soit 7 F par titre — sur un capital augmenté de 32,7 %, à la suite de la distribution d'une action gratuite pour quatre anciennes. L'activité de Cetelem - Cofica, qui avait été vivement amoindrie en 1974, est sensiblement améliorée en 1975, notamment au cours du second semestre, grâce à la reprise de la consommation des ménages, à l'assouplissement de l'encadrement du crédit pour les ventes à tempérament et à la baisse des coûts de refinancement. Les concours nouveaux distribués par Cetelem et Cofica ont progressé respectivement de 16 % et 43 %. Les résultats passés de 1,9 million de francs à 16,6 millions de francs par Cofica, après 29,3 millions de francs d'im-

pôts et 17,5 millions de francs de provisions spéciales et de 1,3 million de francs, en exploitation pour Cetelem, à 11,8 millions de francs, après 18 millions de francs d'impôt et 24 millions de francs de provisions diverses. Le résul-

27 févr.	Diff.
Banq. d'Algérie	167 + 1,50
C.C.F.	271,90 + 2,50
Compt. bancaire	470,50 + 2,50
Credit foncier	246 + 0,50
Financ. de Paris	191,50 + 0,50
Généraliste Occident	222,20 + 2,50
Industrie	273,20 + 2,50
Paribas	211,50 + 2,50
U.C.F.	273,20 + 2,50
U.F.B.	273,20 + 2,50
S.N.I.	245,50 + 2,50
O.P.F.L.-Paribas	29 + 1,50
U.C.F.	143 + 1,50
U.F.B.	197,50 + 2,50
Suez U.F.	223 + 2,50
A.G.P.	387,50 + 2,50

tat net consolidé par action de Cetelem remonte à 40,69 F contre 4,39 F en 1974 et 17,12 F en 1973. Le dividende global est maintenu à 12 F, mais une action gratuite pour trois anciennes sera attribuée, à la fin de l'exercice 1975.

Bâtiment et travaux publics

La reprise de l'activité dans les travaux publics, signalée par l'INSEE, a stimulé les valeurs de ce secteur, notamment l'Assurance d'Entreprises, Chimiques et Rouilleries, l'Entreprise Jean Lejeune, et Grands Travaux de Marseille. Cette dernière société

27 févr.	Diff.
Assil d'entrepr.	287 + 2,50
Bouygues	435 + 2,50
Chimie et Rouilleries	114,50 + 2,50
Chimie française	114,50 + 2,50
Dumas	689 + 2,50
Général d'entrepr.	172 + 2,50
G.T. Travaux de Marseille	222 + 2,50
Lafarge	182 + 2,50
Poliet et Chausson	233,50 + 2,50

annonce un chiffre d'affaires consolidé de 3 milliards de francs pour 1975, dont l'augmentation est supérieure au taux d'inflation, avec un bénéfice net en progression. Le carnet de commandes assure le travail pour un an. Dumas, en revanche, a souffert des incertitudes sur l'évolution de la situation en Algérie.

Alimentation

En 1975, le chiffre d'affaires consolidé du groupe B.S.N. - Germain-Denon a dépassé les 10 milliards de francs, soit

27 févr.	Diff.
Beghin-Say	110,10 + 0,70
B.S.N.-Germain-Denon	715 + 3,50
Carrefour	128 + 2,50
C.D.C.	319 + 2,50
Moët-Hennessy	610 + 2,50
Industrie	271 + 2,50
Olivier et Caix	210,50 + 0,50
Perrier-Ricard	511 + 2,50
S.A.	440 + 2,50
S.A.S.	298 + 2,50
U.C.	298 + 2,50
Vieljeux	687 + 2,50
Perrier	122,50 + 1,50
Jacques Borel	425 + 2,50
P.L.M.	51,50 + 2,50
Nestlé	6190 + 2,50

5,9 millions de francs pour la branche alimentation, à 1,5 milliard de francs pour le secteur « emballage » ; 2,7 mil-

Bourse de Paris

SEMAINE DU 23 AU 27 FÉVRIER

Nouvelle avance

EXCELLENTE semaine pour la Bourse de Paris, dont la reprise enregistrée huit jours plus tôt, s'est très largement confirmée. L'on craignait pourtant que le redressement brutal du 20 janvier dernier ne soit de brève durée. De fait, tout en restant encore bien disposé, le marché donnait dès lundi quelques signes d'essoufflement pour redevenir franchement irrégulier le lendemain. La reprise allait-elle, une fois de plus, avorter ? Non point ! Mercredi, l'atmosphère se rafraîchissait et jeudi la Bourse donnait le meilleur d'elle-même, avant de consolider ses positions à la veille du week-end, sans trop repousser du terrain gagné précédemment ; compte tenu du viré récent de Wall Street la veille et de l'annonce d'une hausse de 1 % des prix en janvier, elle aurait dû normalement baisser.

D'un vendredi à l'autre, les différents indices ont monté d'environ 2 %, pour s'inscrire derechef à leurs plus hauts niveaux depuis près de deux ans.

Cette hausse, mais aussi cette forte résistance en fin de semaine sont révélatrices d'un certain changement d'état d'esprit. Tout s'est passé comme si le marché avait enfin commencé à prendre conscience de ses possibilités de hausse face à la renaissance de l'économie. La meilleure preuve en est que les valeurs de l'industrie lourde, délaissées ces derniers temps, et même sensiblement affectées, ont commencé à être recherchées.

Le redémarrage de l'expansion, il est vrai, devient une réalité. Les résultats des derniers sondages effectués tant par l'INSEE que par la Chambre de commerce de Paris en témoignent. Depuis le début de l'année l'activité industrielle s'accroît. Les prises de commandes augmentent plus vite que les livraisons, et, après la consommation, les biens d'équipement commencent à leur tour à ressentir les effets de la reprise. Enfin, le taux de chômage se stabilise, et les horaires de travail augmentent.

Certes, de nombreux points noirs subsistent. Mais ces indications ont paru suffisamment prometteuses pour inciter les organismes de placement collectif à sortir de leur réserve. Ils n'ont pas été les seuls. Les investisseurs étrangers, dont l'attention avait été attirée ces derniers temps par Wall Street, ont commencé eux aussi à se manifester. Ce retour, discret notons-le bien, est d'importance intermédiaire. Mais la raison la plus souvent évoquée est la suivante : le rétablissement économique est plus rapide en Allemagne qu'en France. En qualité de premier fournisseur de la République fédérale, notre pays a donc toutes les chances d'en tirer le meilleur parti. Cette explication en vaut bien une autre. La Bourse, en tout cas, en a pris bonne note.

De légères avances en petits reculs, l'or a finalement vu varier d'une semaine à l'autre, le lingot s'établissant vendredi à 19 310 F (+ 20 F) et le napoléon à 223 50 F (- 20 F). Aux valeurs étrangères, fléchissement des américaines. Irrégularité des allemandes et des pétrolières internationales. Résistance des mines d'or. Tassement des cuivres.

ANDRÉ TESSOT.

46 millions de francs en 1974, années exceptionnelles, à 40 millions de francs. Le dividende global de 11,70 F sera au moins maintenu. Le compte d'exploitation de

27 févr.	Diff.
Châtelain	74 + 1,50
La Chaux	128,10 + 3
Cresus-Lotrie	152,30 + 3,50
Denain Nord-Est	145,10 + 8
Marais-Pommes	73,20 + 7
Métal Normand	227,50 + 2,50
Pompey	84,50 + 3
Wattrelos	73,20 + 3,50
Saintes	144 + 3,50
Uster	76,50 + 5,70
Uster	76,50 + 5,70
Alpi	73,10 + 3
Babcock-Wilco	128,10 + 1,70
Bois	325 + 3
Bois	325 + 3
Sagem	693 + 2,50
Saillerie	128 + 3,50
Penhoët	278 + 4,50
Citroën	45,90 + 0,10
Peugeot	443,50 + 2,50
Peugeot	361,30 + 2,50

Saunders-Darval sera en perte de 40 millions de francs en 1975, contre 80 millions de francs en 1974. Les pertes et profits se soldent par un déficit de 30 millions de francs, contre 34,4 millions de francs en 1974, après 17 millions de francs de provision pour dépré-

Métallurgie, constructions

mécanique

Le capital de Cresus-Lotrie est augmenté par émission d'une action nouvelle pour quatre anciennes, au prix de 130 F, jouissance 1^{er} janvier 1976. La souscription sera ouverte du 8 mars au 7 avril, et apportera 80 millions de francs, dont 40 millions de francs d'argent frais. La marge brute d'auto-financement pour 1975 revient de 313 millions de francs à un peu plus de 210 millions de francs, et le résultat net de

pour la rapide émission de 12 F 20, et surtout l'augmentation d'une galerie des visiteurs amplement utilisée.

Mais voilà : dans le contexte de crise où vit la Compagnie des agents de change, dont le tiers des charges a été délégué en 1975 et le schéma tout juste bénéficiaire, certaines de ces réalisations sont jugées coûteuses et peu rentables à court terme. En outre, la longue présence de M. Petit à la tête de la Compagnie a pu faire naître chez certains agents, qui ont été jusqu'à lui reprocher son « intransigeance », l'ignorance sans doute qu'à plusieurs reprises il a voulu et aurait pu s'en aller. Ajoutons des critiques sur le « confinement » du personnel de la Chambre syndicale (600 personnes sur 3 500), et en grande partie aux commandes des tâches nouvelles dont on l'a chargé, et même sur le rôle moteur qu'aurait eu ce personnel dans le déclenchement de conflits qui ont affecté les cotations des dernières années.

Pins profondément, y a-t-il eu divergence de conceptions entre des chefs d'établissement soucieux de leurs comptes d'exploitation et un secrétaire général trop préoccupé à leurs yeux, de service public ? C'est probable : certains ont même été jusqu'à évoquer une menace de « pojadisme » à la corbelle.

F. R.

27 févr.	Diff.
Bouygues	178 + 2,50
Brit Petroleum	583 + 2,50
Charter	149 + 1,50
Chirac	157 + 2,50
De Beers	278 + 2,50
Free State Gold	19 3/4 + 1,50
Q. de l'Inde	214 + 2,50
Imp. Chemical	381 + 2,50
Shell	380 + 2,50
Vickers	170 + 2,50
Wor. Loth	26 1/2 + 12 1/2

ciation de titres et pour risques, et 32 millions de francs pour profits exceptionnels.

Le bénéfice de FACOM pour 1975 devrait être identique à celui de l'exercice précédent ; le dividende sera en augmentation, et les perspectives de la société sont bonnes pour 1976. La société Peugeot S.A., qui devait décider au début de 1976 si elle portait sa participation dans Citroën S.A. de 38,2 % à 51 %, surseoit à statuer, les études préparatoires n'étant pas terminées. Du coup, le cours de Citroën, qui avait vivement progressé ces derniers temps, a fléchi. L'on sait que le redressement de la situation de la firme qui de Javel a été plus rapide que prévu.

Filatures, textiles, magasins

L'amélioration de la conjoncture se précise dans l'industrie textile du Nord et du Pas-de-Calais, notamment dans le secteur lainier. La reprise n'est pas confirmée, en revanche, pour le coton.

Sommer-Albert a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires hors taxes de 1 418 millions de francs (+ 2,5 %). L'activité en France a augmenté de 9,6 % pour atteindre 839 millions, mais les ventes à l'étranger ont rétrogradé de 5,1 % à 580 millions.

Vitex-Ets Vitoux a accru son chiffre d'affaires de 14 % dans le

27 févr.	Diff.
Dallus-Mile	65,50 + 0,50
Sommer-Albert	609 + 1,50
Godé-Bodin	78,50 + 2,50
Lainier	182 + 2,50
Bouffier	425 + 10
Vitex	182 + 4,40
Reit Investiss	421 + 2,50
C.F.A.O.	115 + 0,50
Colerius Laitier	115 + 0,50
Novelles Galeries	120 + 14,10
Parafrance	634 + 5,40
La Redoute	87,70 + 1,50
S.C.O.A.	171,10 + 5,50
Optorg	171,10 + 5,50

secteur « bonneterie » (114,8 millions) et de 20 % dans le secteur « vêtements ». Le carnet de commandes laisse prévoir pour 1976 une légère progression en bonneterie et une forte augmentation en vêtements.

Le résultat d'exploitation de Printemps pour 1975 devrait ne pas être trop éloigné de l'équilibre. Mais le résultat net consolidé sera déficitaire.

Matériel électrique, services

publics

27 févr.	Diff.
Airthom	89,50 + 5,50
G.E.M.	340 + 13,10
Leclercq	102,50 + 7,50
Legrand	2 635 + 30,50
Michelin	68 + 2,50
R.T.T.	618 + 6,50
Thomson	797 + 2,40
Leroy-Somer	934 + 2,50
Schneider	224,50 + 2,50
Général des eaux	386 + 5
Eaux de Paris	352 + 25

Engins Matra, dont les ventes hors taxes ont atteint 1 064 millions de francs en 1975 contre 845 millions, a porté sa participation dans C.I.M.T.-Lorraine de 4 % à 40 %.

Pétroles

Les travaux d'exploitation en mer d'Irène sont encouragés, bien que beaucoup d'incertitudes subsistent encore, a déclaré un porte-parole de la société Elf. Pétrole. Outre la découverte d'hydrocarbures, la confiance des pétroliers repose sur le fait que la mer d'Irène est rattachée à la même structure géologique que la mer Celtique, où la recherche, notamment en ce qui concerne le gaz naturel, s'est avérée fructueuse.

Le 20 février, le conseil d'administration de l'O.M.I.M. français des pétroles a examiné

27 févr.	Diff.
Antar	45 + 2,50
Aquitaine	252,50 + 2,50
Elf	64,50 + 5,50
France des pétroles	144,50 + 4,50
Michelin	68 + 2,50
Phénix	233 + 2,50
France de raffinage	128 + 7
Sopar	77,40 + 0,25
Exxon	480 + 7
Mont Hydre	225,50 + 2,50
Proforma	610 + 2,50
Royal Dutch	193 + 4,20

les comptes de l'exercice 1975. Ils se soldent par un bénéfice de 33 millions 840 000 F (contre 26 millions 231 000 F en 1974). Cette progression, indique la société, est due en grande partie à la perception de dividendes provenant de nouvelles participations. La firme

indique, d'autre part, qu'elle a dû constituer une provision pour dépréciation sur certains de ses actifs de distribution en Afrique. Le dividende global a été fixé à 27,75 F (contre 25,50 F pour l'exercice précédent).

Produits chimiques

27 févr.	Diff.
C.M. Industries	278,20 + 13,20
Coteau et Fouchet	59,50 + 0,50
Industrie Mérieux	716 + 2,50
Laboratoire Belton	232 + 2
Nobel-Bord	114,20 + 10,20
P.U.E.	118,50 + 6,50
Pierrelite-Auby	84 + 0,50
Rhône-Poulenc	112,40 + 4,40
Roussel-Uclaf	250 + 16

Le groupe chimique hollandais Akzo annonce pour 1975 un déficit net de 189 millions de florins contre un bénéfice de 372 millions de florins l'année précédente. Une provision de 250 millions de florins a dû, en outre, être constituée pour couvrir les pertes résultant des mesures d'assainissement prises pour assurer le redressement de la filiale Enka Glanzstoff. L'ensemble de ces pertes sera porté en réduction des réserves. Aucun dividende ne sera versé aux actionnaires.

Mines, caoutchouc, outre-mer

27 févr.	Diff.
Métal	188 + 2,50
Pétro	152,10 + 0,50
Asturienne	158,50 + 1,50
Interpact	143 + 0,50
R.T.T.	16,20 + 0,70
Tanganyika	12,50 + 0,50
Union minière	151 + 1,10
Z.C.I.	2 + 1,50
Union minière	12,50 + 3
Kilbuck	1445 + 16

Mines d'or, diamants

27 févr.	Diff.
Anglo	144,50 + 1
Anglo-American	18,15 + 1,15
Barrick	62,50 + 0,50
Free State	111 + 0,50
Harmony	22,70 + 0,40
President Brand	91,50 + 1,50
Randfontein	71 + 1,50
Saint-Helena	110,20 + 1,10
Union Corporation	142,50 + 2,50
West Driefontein	152 + 1,50
Western Deep	62,10 + 0,50
Western Holdings	12,50 + 0,50
De Beers	12,50 + 0,50

Valeurs diverses

Le « Club Méditerranée » a réalisé au cours de l'exercice 1974-1975 un bénéfice de 40 millions de francs, en progression de 46,3 % sur celui de l'exercice précédent. Le dividende global a été fixé à 6 F (contre 4,05 F). Le conseil a également décidé de procéder à une augmentation de capital par distribution d'actions.

27 févr.	Diff.
L'Air Liquide	359,50 + 7,10
Elf	378,50 + 2
Europe 1	1 828 + 8
Club Méditerranée	335 + 0,45
Hachette	193,50 + 3,50
France de la Cité	193,50 + 3,50
St-Gob. P.-A.M.	142,50 + 2,50
Skis Rosignol	1 835 + 1,10
Chaparral	205 + 1,20

granités à raison d'une action nouvelle (jouissance 1^{er} novembre 1975) pour six anciennes.

Le premier quart du dividende de Liquid Air Corporation, filiale américaine de l'Air Liquide, a été fixé à 30 cents par action (contre 25 cents).

La « Compagnie de navigation mixte » offre aux actionnaires des Chantiers maritimes de Palmpol de leur acheter leurs actions au prix de 80 F. Cette offre est valable du 24 février au 28 février. La « Compagnie de navigation mixte » détient 73,63 % du capital des « Chantiers maritimes de Palmpol ».

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS À TERME

Titre	Valeur en titres	Cap. (F)
Club Méditerranée	32 515	27 887 725
Schneider	75 875	23 886 444
Michelin	16 730	21 109 169
Peugeot	48 975	17 387 886
Carrefour	6 880	15 543 330
P.U.E.	134 300	15 342 534

(*) Quatre séances seulement.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Repli

La barre psychologique des 1 000 points de l'indice Dow Jones s'est élevée un obstacle infranchissable à Wall Street, où la cote s'est nettement repliée sous la pression des ventes bénéficiaires. Après avoir atteint 994,80 (et, surtout, touché 1 000 en séance), l'indice a baissé d'une quinzaine de points à 97

